



N° 13-010-XIF au catalogue

Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens

Quatrième trimestre de 2004



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0** zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s** valeur arrondie à 0 (zéro) où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r rectifié
- x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à notre agent d'information aux (613) 951-3640; iead-info-dcrd@statcan.ca.

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 13-010-XIF au catalogue est gratuit sur Internet. Les utilisateurs sont priés de se rendre à http://www.statcan.ca/francais/freepub/13-010-XIF/free_f.htm.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263 1136.



Statistique Canada
Système de comptabilité nationale

Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens

Quatrième trimestre de 2004

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2005

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6

Mars 2005

N° 13-010-XIF au catalogue, vol.3, no 4

Périodicité : trimestrielle
ISSN 1703-7573

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-010-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Produits et services connexes

PIB en termes de revenus et de dépenses

Tableaux CANSIM	380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0058, 382-0006, 384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, et 384-0036.
Publication:	
Comptes nationaux des revenus et dépenses	13-001-XIB
Tableaux et document analytique:	
Comptes des revenus et dépenses	13-001-PPB
Estimations du revenu du travail	13F0016XPB
Comptes économiques provinciaux	13-213-PPB
Chiffriers	13-001-DDB, 13F0016DDB, 13-213-DDB, 13-001-XDB, 13F0016XDB, 13-213-XDB

PIB par industrie

Tableaux CANSIM	379-0017 à 379-0022
Publication:	
Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIF

Balance des paiements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0001 à 376-0036 et 376-0060 à 376-0061
Publication:	
Balance des paiements internationaux du Canada	67-001-XIF

Flux financiers

Tableaux CANSIM	378-0001, 378-0002
Tableaux et document analytique	13-014-PPB
Chiffriers	13-014-DDB, 13-014-XDB,

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Tableaux CANSIM	383-0008 à 383-0015
Publication:	
Croissance de la productivité au Canada	15-204-XIF

Bilan des investissements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0037 à 376-0042 et 376-0051 à 376-0059
Publication:	
Bilan des investissements internationaux du Canada	67-202-XIF

Comptes du bilan national

Tableaux CANSIM	378-0003 à 378-0010
Publication:	
Comptes du bilan national, estimations trimestrielles	13-214-XIF
Chiffriers	13-214-DDB, 13-214-XDB

Les nouveautés en matière des comptes économiques canadiens

Publication	13-605-XIF
-------------	------------

Table des matières

À propos de cette publication.	5
Politique de révision	5
Révisions dans cette édition.	5
Aperçu.	6
PIB en termes de revenus et de dépenses	8
Baisse des exportations pour le deuxième trimestre d'affilée	8
Croissance soutenue des dépenses de consommation	8
L'investissement en construction résidentielle demeure vigoureux.	9
Les entreprises accumulent des stocks massifs	9
Les bénéfices des sociétés s'affaiblissent	10
L'investissement dans les usines et le matériel demeure vigoureux.	10
Ralentissement de la croissance des importations	10
Nouvelle baisse de l'épargne personnelle.	10
L'excédent des administrations publiques continue de s'améliorer.	11
Revue de fin d'année.	11
La croissance des dépenses de consommation est demeurée soutenue en 2004.	11
L'investissement en bâtiments résidentiels a continué d'augmenter en 2004.	12
Les entreprises ont beaucoup investi en machines et en matériel	12
La croissance des importations a plus que doublé	12
Les exportations ont rebondi en 2004	13
Les bénéfices des sociétés ont monté en flèche en 2004.	13
L'épargne personnelle est à son niveau le plus bas	13
L'excédent des administrations publiques s'est amélioré en 2004	13
PIB par industrie	19
Le commerce de gros à la hausse alors que le commerce de détail fléchit en raison des ventes de voitures et d'alcool	19
La production industrielle progresse	19
L'industrie des véhicules automobiles stimule le secteur de la fabrication	19
Le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière obtient des résultats variables	20
Le repli de la construction de bâtiments non résidentiels est enrayé	20
Autres activités économiques	20
Profil des industries, quatrième trimestre de 2004	21
Profil des industries, 2004	21
Balance des paiements internationaux	25
Compte courant	25
Chute de l'excédent au chapitre des biens	25
Baisse des bénéfices réalisés sur les investissements directs à l'étranger	26
Déficit des services inchangé	26
Compte financier	27
Augmentation modérée des investissements directs à l'étranger	27
Envol des investissements en obligations étrangères.	27
Les Canadiens rapatrient des avoirs détenus par les investisseurs étrangers directs	28

Solides investissements étrangers en titres canadiens	28
Autres investissements	29
Flux financiers	32
La demande hypothécaire des ménages augmente	32
Les sociétés accumulent des excédents pendant l'année	33
L'emprunt de l'ensemble des administrations publiques diminue	33
Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre	39
Les coûts unitaires de main-d'oeuvre en hausse du côté des entreprises	40
Au quatrième trimestre de 2004: La croissance de la production aux États-Unis surpasse celle du Canada	40
En 2004: Les entreprises canadiennes doivent s'adapter à la vigueur du huard	41
La productivité dans le secteur des services continue de croître à un rythme supérieur à celle des biens	42
Ralentissement de la hausse des coûts unitaires de main-d'oeuvre en dollars américains	42
Bilan des investissements internationaux	48
L'investissement direct canadien à l'étranger demeure stable	48
Les avoirs en obligations étrangères progressent significativement	49
L'investissement direct étranger au Canada demeure pratiquement inchangé	49
Les avoirs étrangers d'actions canadiennes augmentent	49
Comptes du bilan national	52
La croissance de la valeur nette nationale s'est accélérée	52
Hausse de la valeur nette des ménages grâce aux actifs en actions	52
Le niveau d'endettement des sociétés continue de baisser	52
Le ratio de la dette des administrations publiques au PIB est à son point le plus bas des vingt dernières années	53
Sommaire annuel, 2004	53
Le bilan national s'améliore, la croissance étant supérieure à celle enregistrée en 2003.	53
La progression associée aux ressources naturelles s'explique en grande partie par les hausses de prix	53

À propos de cette publication

Cette publication offre un aperçu des événements économiques présentés dans les comptes nationaux du Canada pour le plus récent trimestre. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; 2) le PIB par industrie, 3) la balance des paiements internationaux; 4) les comptes des flux financiers 5) la productivité du travail et d'autres variables connexes; 6) le bilan des investissements internationaux et 7) les comptes du bilan national.

On y examine aussi les tendances trimestrielles des principaux agrégats du PIB sur le plan des revenus et des dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. Par ailleurs, on analyse le PIB par industrie pour le dernier mois du trimestre et pour l'ensemble du trimestre. On présente un résumé des opérations trimestrielles du Canada avec les non-résidents en ce qui a trait au commerce international, aux flux des revenus de placements, aux transferts et aux activités internationales d'investissement et de financement. Les mesures trimestrielles de la productivité devraient servir à l'analyse de la relation à court terme entre les variations dans la production, l'emploi, la rémunération et le nombre d'heures travaillées. Les bilans complets au niveau national fournissent des estimations de la richesse du Canada. On y trouve aussi le bilan financier du pays avec le reste du monde. L'aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques dans lesquels on explique les méthodes des comptes nationaux ou on analyse un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien* (n° 11-001-XIF au catalogue), sous les rubriques suivantes : Comptes économiques et financiers nationaux, Balance des paiements internationaux du Canada et Produit intérieur brut par industrie.

Politique de révision

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national:

Les trimestres précédents de l'année sont révisés au moment de la publication des données du trimestre courant. Chaque année, lors de la publication des données du premier trimestre, les révisions sont apportées aux données des quatre années précédentes. Elles ne sont généralement pas révisées à nouveau, sauf lors de révisions historiques.

PIB par industrie:

Les révisions sont attribuables à la mise à jour des données et/ou des divers projecteurs ainsi qu'à la désaisonnalisation suivant la procédure suivante: pour les données relatives aux mois de janvier à juin, la période de révision s'étend jusqu'au début de l'année précédente; pour juillet, la période de révision s'étend jusqu'en janvier de la cinquième année précédente; enfin, pour août à décembre, elle remonte à janvier de l'année courante. Occasionnellement, des révisions historiques ont lieu à la suite de modifications dans les concepts, les méthodologies ou la classification, la plus récente révision ayant eu lieu avec la publication des données du PIB de juillet 2002.

Révisions dans cette édition

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national:

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2004.

PIB par industrie:

Depuis la diffusion de la *Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens* du troisième trimestre, les estimations ont été révisées jusqu'en janvier 2004.

Aperçu

Quatrième trimestre de 2004

Le produit intérieur brut (PIB) réel a progressé de 0,4 % au quatrième trimestre, un ralentissement par rapport à la hausse de 0,7 % enregistrée au troisième trimestre. Les exportations ont diminué pour un deuxième trimestre consécutif, tandis que la demande intérieure finale s'est raffermie, avec une croissance de 1,1 %. Le PIB s'est accru de 0,2 % en décembre, après avoir augmenté de 0,3 % en novembre et stagné en octobre.

Produit intérieur brut réel, dollars enchaînés (1997)¹

	Variation	Variation annualisée	Variation d'une année à l'autre
	%		
Premier trimestre de 2004	0,7	2,8	1,7
Deuxième trimestre de 2004	1,1	4,5	3,0
Troisième trimestre de 2004	0,7	2,9	3,4
Quatrième trimestre de 2004	0,4	1,7	3,0
2004	2,8	...	2,8

¹ La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Les secteurs des biens et des services de l'économie ont affiché des taux d'expansion similaires; mais, à l'intérieur du secteur des biens, la production de la fabrication a stagné. La croissance des bénéfices s'est poursuivie au rythme plus lent de 1,5 % enregistré au troisième trimestre.

La croissance des dépenses de consommation a été soutenue, à 1,0 %, et l'investissement en construction résidentielle a affiché une autre hausse solide, à 1,7 %. Les entreprises ont accéléré leurs investissements en machines et matériel mais la croissance de l'activité dans la construction non résidentielle a ralenti.

L'accumulation des stocks était encore plus grande au quatrième trimestre et s'est concentrée dans le commerce de gros et la fabrication, particulièrement de biens durables. L'accumulation des stocks des détaillants a été beaucoup moins considérable.

Produit intérieur brut réel, aux prix de base, dollars enchaînés (1997)

	Juillet 2004 ^r	Août 2004 ^r	Septembre 2004 ^r	Octobre 2004 ^r	Novembre 2004 ^r	Septembre 2004 ^p
	Données désaisonnalisées, variation mensuelle en %					
Ensemble des industries	0,3	0,3	0,1	0,0	0,3	0,2
Industries productrices de biens	0,4	0,7	-0,1	-0,0	0,4	0,4
Industries productrices de services	0,2	0,2	0,1	0,1	0,3	0,2
Production industrielle	0,2	0,8	-0,3	-0,1	0,4	0,5
Secteur de l'énergie	-0,2	0,3	0,5	0,0	1,2	1,4
Commerce de gros	0,7	0,6	-0,3	-0,1	1,6	0,8
Commerce de détail	0,6	1,0	0,7	0,7	-0,4	-1,5

^r Données révisées

^p Données provisoires

Les prix pour l'ensemble de l'économie, mesurés par l'indice de prix en chaîne du PIB, ont augmenté de 0,8 %. Sans l'énergie, la croissance de l'indice a été de 0,5 %.

L'économie américaine a progressé à un taux annualisé de 3,8 % au quatrième trimestre, comparativement à un taux annualisé de 1,7 % au Canada.

Indicateurs principaux des Comptes économiques canadiens[1]

	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	2003	2004
désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars aux prix courants								
PIB en termes de revenus et de dépenses								
Rémunération des salariés	614 552	620 840	627 808	636 296	642 160	649 208	613 718	638 868
	<i>0,7</i>	<i>1,0</i>	<i>1,1</i>	<i>1,4</i>	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>3,5</i>	<i>4,1</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	148 916	154 064	165 904	179 348	182 064	184 740	151 210	178 014
	<i>4,7</i>	<i>3,5</i>	<i>7,7</i>	<i>8,1</i>	<i>1,5</i>	<i>1,5</i>	<i>10,0</i>	<i>17,7</i>
Intérêts et revenus divers de placements	53 308	51 304	54 100	56 508	58 320	58 452	51 508	56 845
	<i>3,4</i>	<i>-3,8</i>	<i>5,4</i>	<i>4,5</i>	<i>3,2</i>	<i>0,2</i>	<i>6,9</i>	<i>10,4</i>
Revenu net des entreprises individuelles	78 160	79 232	80 936	82 540	83 400	83 976	78 076	82 713
	<i>0,6</i>	<i>1,4</i>	<i>2,2</i>	<i>2,0</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>4,5</i>	<i>5,9</i>
Impôts moins subventions	144 664	146 596	146 624	150 668	152 552	153 792	142 653	150 909
	<i>3,8</i>	<i>1,3</i>	<i>0,0</i>	<i>2,8</i>	<i>1,3</i>	<i>0,8</i>	<i>2,4</i>	<i>5,8</i>
Revenu personnel disponible	714 548	719 504	729 340	739 284	744 116	752 180	713 548	741 230
	<i>0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>1,4</i>	<i>1,4</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>3,0</i>	<i>3,9</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	0,7	1,3	0,6	0,8	0,3	0,0	1,4	0,4

désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchaînés (1997)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	624 729	625 780	635 195	638 125	643 833	650 300	620 444	641 863
	<i>1,1</i>	<i>0,2</i>	<i>1,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>3,1</i>	<i>3,5</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	206 820	208 788	210 297	211 285	212 081	213 214	206 466	211 719
	<i>0,1</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>0,5</i>	<i>0,4</i>	<i>0,5</i>	<i>3,8</i>	<i>2,5</i>
Formation brute de capital fixe	227 857	230 826	234 429	236 917	239 955	244 280	224 837	238 895
	<i>3,1</i>	<i>1,3</i>	<i>1,6</i>	<i>1,1</i>	<i>1,3</i>	<i>1,8</i>	<i>4,9</i>	<i>6,3</i>
Investissements en stocks	3 434	12 150	4 078	2 041	18 435	22 203	11 888	11 689

Exportations de biens et services	434 813	444 732	450 123	469 047	465 044	460 950	439 799	461 291
	<i>-0,5</i>	<i>2,3</i>	<i>1,2</i>	<i>4,2</i>	<i>-0,9</i>	<i>-0,9</i>	<i>-2,4</i>	<i>4,9</i>
Importations de biens et services	401 081	417 823	422 274	432 087	446 638	455 690	405 977	439 172
	<i>-0,8</i>	<i>4,2</i>	<i>1,1</i>	<i>2,3</i>	<i>3,4</i>	<i>2,0</i>	<i>3,8</i>	<i>8,2</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 095 469	1 104 391	1 112 104	1 124 486	1 132 573	1 137 337	1 096 359	1 126 625
	<i>0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>2,0</i>	<i>2,8</i>
PIB aux prix de base, par industrie								
Industries productrices de biens	316 431	320 947	322 899	326 369	330 568	332 366	317 208	328 051
	<i>0,6</i>	<i>1,4</i>	<i>0,6</i>	<i>1,1</i>	<i>1,3</i>	<i>0,5</i>	<i>1,7</i>	<i>3,4</i>
Industries productrices de services	698 179	704 532	708 826	716 115	721 122	724 627	697 886	717 672
	<i>0,3</i>	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>0,5</i>	<i>2,5</i>	<i>2,8</i>
Production industrielle	237 477	240 806	241 821	245 109	248 327	249 231	238 435	246 122
	<i>0,6</i>	<i>1,4</i>	<i>0,4</i>	<i>1,4</i>	<i>1,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>3,2</i>
Fabrication de biens non durables	71 963	72 901	73 217	73 985	75 004	74 860	72 913	74 267
	<i>-1,3</i>	<i>1,3</i>	<i>0,4</i>	<i>1,0</i>	<i>1,4</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,0</i>	<i>1,9</i>
Fabrication de biens durables	100 748	103 385	103 914	106 545	109 047	109 206	101 679	107 178
	<i>0,4</i>	<i>2,6</i>	<i>0,5</i>	<i>2,5</i>	<i>2,3</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>5,4</i>
Secteur des technologies de l'information et des communications (TIC)	56 801	58 853	59 395	60 088	62 033	62 467	57 076	60 996
	<i>1,1</i>	<i>3,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,2</i>	<i>3,2</i>	<i>0,7</i>	<i>3,8</i>	<i>6,9</i>
Fabrication	172 932	176 482	177 324	180 693	184 197	184 204	174 820	181 605
	<i>-0,4</i>	<i>2,1</i>	<i>0,5</i>	<i>1,9</i>	<i>1,9</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>3,9</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	22 878	23 011	23 584	23 640	24 126	24 338	22 842	23 922
	<i>-0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>2,5</i>	<i>0,2</i>	<i>2,1</i>	<i>0,9</i>	<i>7,6</i>	<i>4,7</i>
Construction	56 456	57 520	57 939	57 997	58 492	59 222	56 273	58 412
	<i>1,3</i>	<i>1,9</i>	<i>0,7</i>	<i>0,1</i>	<i>0,9</i>	<i>1,2</i>	<i>4,4</i>	<i>3,8</i>
Commerce de gros	61 053	64 099	63 664	65 471	66 625	67 457	61 941	65 804
	<i>-0,4</i>	<i>5,0</i>	<i>-0,7</i>	<i>2,8</i>	<i>1,8</i>	<i>1,2</i>	<i>5,6</i>	<i>6,2</i>
Commerce de détail	57 963	57 419	58 527	58 878	59 856	60 238	57 126	59 375
	<i>1,9</i>	<i>-0,9</i>	<i>1,9</i>	<i>0,6</i>	<i>1,7</i>	<i>0,6</i>	<i>2,8</i>	<i>3,9</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

2 Taux actuel.

PIB en termes de revenus et de dépenses

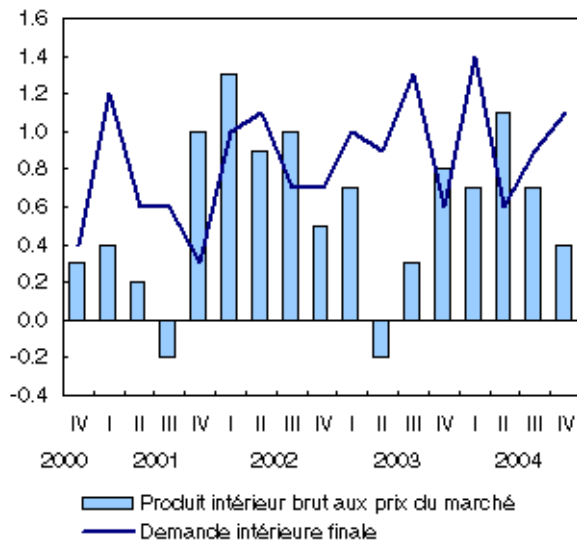
Quatrième trimestre de 2004 et année 2004

Le produit intérieur brut (PIB) réel a progressé de 0,4 % au quatrième trimestre, un ralentissement par rapport à la hausse de 0,7 % au troisième trimestre, sous l'effet de la baisse des exportations. La demande intérieure finale a augmenté de 1,1 %, les dépenses des consommateurs, l'investissement des entreprises en machines et matériel et les dépenses des administrations publiques ayant tous montré plus de vigueur.

L'économie canadienne a progressé à un taux annualisé de 1,7 % au quatrième trimestre, en baisse par rapport à celui de 2,9 % au troisième trimestre. À titre de comparaison, l'économie américaine a progressé au taux annualisé de 3,8 %, contre 4,0 % au troisième trimestre.

La croissance du PIB a ralenti

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (1997)



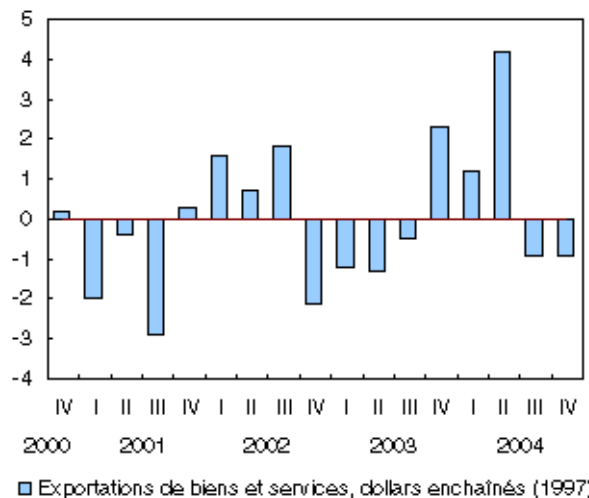
Les prix pour l'ensemble de l'économie, mesurés par l'indice de prix en chaîne du PIB, ont augmenté de 0,8 %, un ralentissement par rapport à la hausse de 1,0% enregistrée au trimestre précédent. Excluant l'énergie, l'indice a grimpé de 0,5 %. Le dollar canadien a gagné 7,1 % par rapport au dollar américain au quatrième trimestre, après s'être apprécié de 4,0 % au troisième trimestre. Influencés par le taux de change, les prix à l'exportation et à l'importation ont diminué dans tous les groupes, à l'exception de l'énergie. L'indice implicite de prix pour la demande intérieure finale a peu changé, augmentant de 0,1 % pour le trimestre.

Baisse des exportations pour le deuxième trimestre d'affilée

Les exportations ont reculé de 0,9 % au quatrième trimestre, recul correspondant à celui du troisième trimestre. Toutes les catégories de biens ont diminué, à l'exception des biens et matériaux industriels (+0,6 %) et des produits automobiles (+0,7 %). Les exportations de machines et matériel ont affiché une deuxième baisse trimestrielle d'affilée, après de fortes augmentations durant la première moitié de 2004. Les exportations de produits de l'agriculture et de la pêche ont accusé leur plus forte baisse trimestrielle cette année (-3,9 %) et les exportations de produits de la forêt ont également reculé pour le deuxième trimestre d'affilée (-0,1 %), freinées par le ralentissement du marché immobilier aux États-Unis.

Baisse des exportations pour le deuxième trimestre consécutif

Variation trimestrielle en %



Par contre, les exportations de services ont augmenté de 0,8 %, sous l'effet des fortes exportations de services commerciaux (+3,3 %). Les exportations de services de voyages et de services de transport ont diminué, après avoir ralenti considérablement au troisième trimestre.

Croissance soutenue des dépenses de consommation

Les dépenses de consommation ont augmenté de 1,0 % au quatrième trimestre, une hausse semblable à celle de 0,9 % observée au troisième trimestre mais plus faible que la croissance vigoureuse affichée au premier trimestre (+1,5 %). La croissance des achats de biens durables est passée de 1,3 % au troisième trimestre à 1,0 % au quatrième, tandis que les achats de biens semi-durables demeuraient stables.

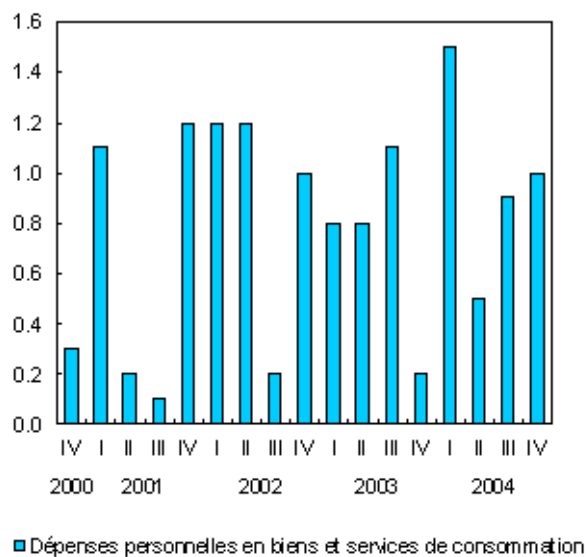
Les dépenses au chapitre des aliments, boissons et tabac ont augmenté de 0,5 % à la suite de baisses des dépenses au chapitre des boissons alcoolisées achetées en magasin (-1,0 %) et des produits du tabac (-0,8 %). Alors que les achats de produits du tabac ont diminué continuellement au cours des trois dernières années, les achats de boissons alcoolisées ont baissé, sous l'effet de la grève à la Société des alcools du Québec, pour la première fois depuis le deuxième trimestre de 2003.

Les dépenses au chapitre des meubles, des accessoires d'ameublement, de l'équipement ménager et de l'entretien ont ralenti, augmentant de 0,4 % comparativement à 2,0 % au troisième trimestre. Les dépenses au chapitre des appareils ménagers et des articles d'ameublement semi-durables ont connu un ralentissement marqué au cours du trimestre, tandis que celles au chapitre des produits ménagers se sont repliées légèrement. Les dépenses en vêtements et chaussures ont reculé pour la première fois cette année (-0,7 %).

Les dépenses au chapitre des loisirs, des divertissements, de la formation et de la culture ont également ralenti ce trimestre (+0,1 %). Les dépenses au chapitre des services de loisirs ont diminué de 1,6 %, baisse attribuable en partie à celle des dépenses au chapitre des spectacles sportifs.

Croissance soutenue des dépenses de consommation

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (1997)



Par contre, les dépenses au chapitre des transports et communications ont augmenté de 1,6 %, contre 0,5 % le trimestre précédent. Les achats de véhicules automobiles ont progressé de 0,9 % au quatrième trimestre après deux trimestres faibles, les consommateurs profitant des généreux incitatifs financiers offerts.

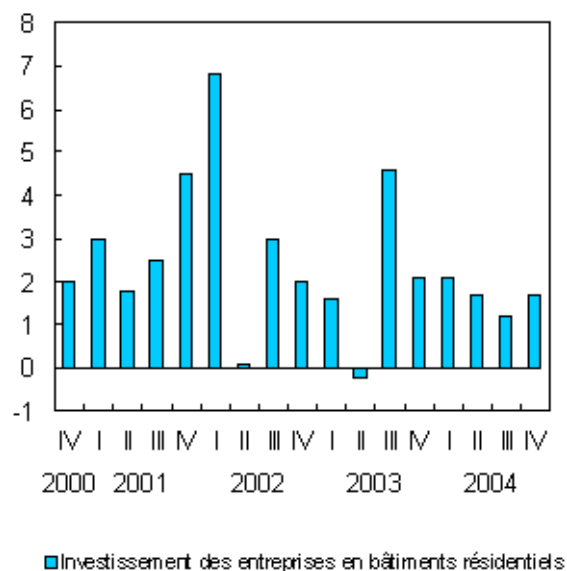
Les dépenses au chapitre des frais d'utilisation de services de transports se sont accrues de 1,1 %, le raffermissement du dollar contribuant à faire augmenter le nombre de voyages à destination des États-Unis et des autres pays.

L'investissement en construction résidentielle demeure vigoureux

L'investissement des entreprises en construction résidentielle a augmenté de 1,7 % au quatrième trimestre, soit la sixième augmentation trimestrielle consécutive. La croissance trimestrielle en construction résidentielle neuve s'est située en moyenne à 1,6 % au cours de 2004.

L'investissement en construction résidentielle demeure vigoureux

Variation trimestrielle en %, dollars (1997) enchaînés



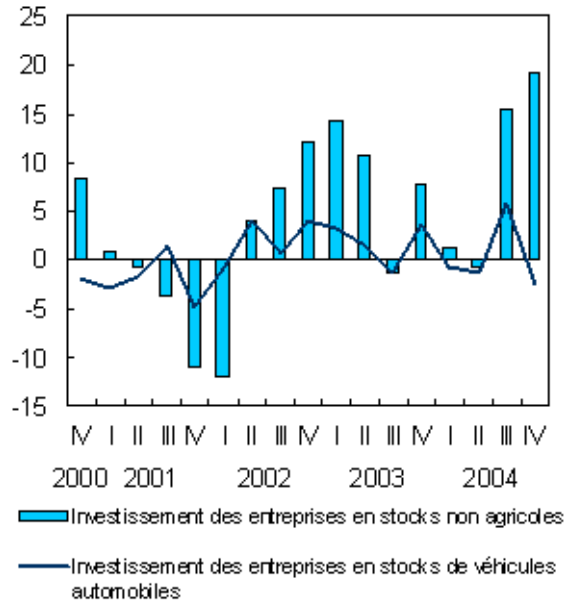
En outre, les rénovations ont affiché deux fortes hausses trimestrielles consécutives. Les coûts de transfert de propriété ont toutefois diminué pour un deuxième trimestre d'affilée, en raison d'un marché de revente plus faible.

Les entreprises accumulent des stocks massifs

Les entreprises non agricoles ont augmenté leurs stocks de 19,2 milliards de dollars au quatrième trimestre, faisant suite à l'importante accumulation du trimestre précédent. L'accumulation de stocks a touché surtout les secteurs du commerce de gros et de la fabrication, particulièrement les biens durables. Par contre, les stocks des détaillants n'ont augmenté que légèrement, sous l'effet d'une forte baisse des stocks de véhicules automobiles qui a suivi une augmentation importante au trimestre précédent.

Accumulation massive de stocks

Milliards de dollars enchaînés (1997)



Le ratio des stocks aux ventes pour l'ensemble de l'économie a augmenté légèrement, laissant des stocks suffisants pour satisfaire 62 jours de ventes au rythme actuel.

Les bénéfices des sociétés s'affaiblissent

Après des hausses vigoureuses aux deux premiers trimestres, la croissance des bénéfices des sociétés a ralenti durant la deuxième moitié de l'année, augmentant de 1,5 % seulement au cours de chacun des deux derniers trimestres de 2004. La baisse des exportations a limité les bénéfices dans le secteur de la fabrication et ceux des sociétés financières ont diminué. Le secteur des transports a affiché de solides bénéfices, tandis que ceux enregistrés par les fabricants étaient inégaux. Les bénéfices des fabricants de bois, de papier et de produits chimiques ont augmenté, tandis que les bénéfices dans les industries du pétrole et du charbon, de la première transformation des métaux et de la fabrication de véhicules automobiles ont diminué.

L'investissement dans les usines et le matériel demeure vigoureux

L'investissement des entreprises en usines et en matériel a affiché de nouveau une hausse vigoureuse, la plus forte cette année (+2,2 %). L'investissement des entreprises en bâtiments et ouvrages de génie est demeuré faible au quatrième trimestre (+0,4 %). L'investissement en machines et matériel a augmenté de 3,4 % au quatrième trimestre, après une hausse moyenne de 2,3 % au cours des trois trimestres précédents. D'importantes hausses ont été observées au chapitre des ordinateurs et autre matériel de bureau, des meubles, des camions et de la machinerie industrielle.

Ralentissement de la croissance des importations

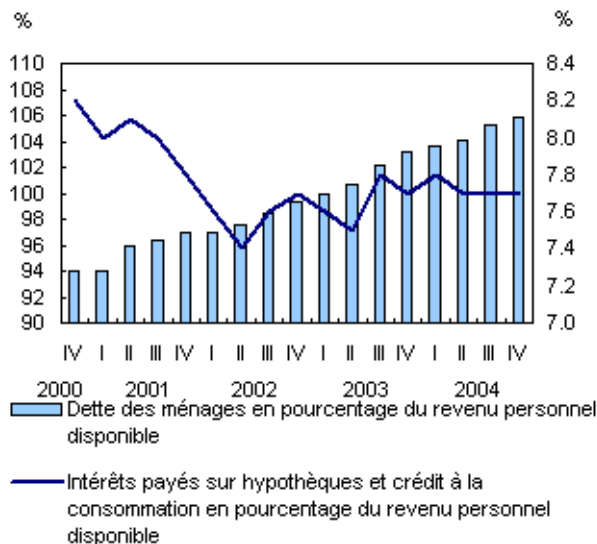
Dans l'ensemble, la croissance des importations en biens et services a ralenti pour tomber à 2,0 % au quatrième trimestre, l'accroissement des importations de biens s'établissant à 1,7 %, comparativement à 4,1 % le trimestre précédent. Les importations de machines et de matériel ont maintenu leur croissance (+3,1 %), tandis que la progression des importations de biens et matériaux industriels accuse un ralentissement marqué (+1,6 %).

Par contre, les importations de services ont bondi de 3,5 %, après deux trimestres médiocres. Sous l'effet de la vigueur du dollar, les services de voyages (+8,0 %) et les services commerciaux (+3,1 %) ont rebondi après avoir baissé au troisième trimestre.

Nouvelle baisse de l'épargne personnelle

Le revenu personnel disponible s'est raffermi au quatrième trimestre (+1,1 %) après avoir progressé de 0,7 % au troisième trimestre, sous l'impulsion du revenu du travail qui a augmenté de 1,1 %. Les dépenses personnelles au chapitre des biens et services de consommation (en valeur nominale) ont augmenté à un rythme plus rapide que le revenu disponible, ayant comme résultat un taux d'épargne personnelle presque nul. Le ratio d'endettement a augmenté pour s'établir à 105,8 au quatrième trimestre, les ménages étant endettés de presque 1,06 \$ pour chaque dollar de revenu disponible.

Le ratio des frais de service de la dette au revenu reste stable



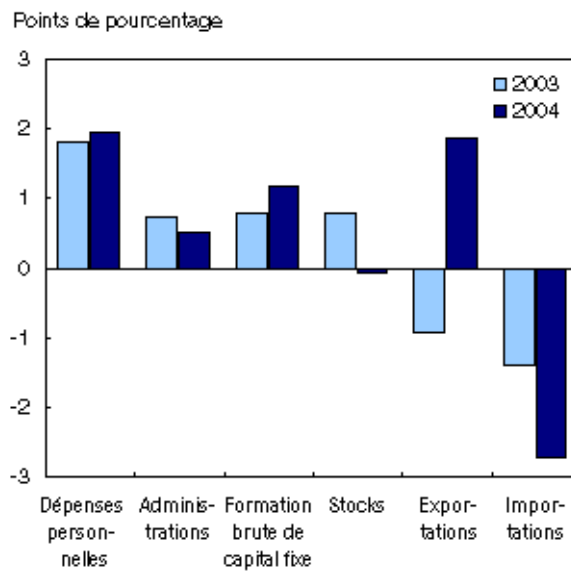
L'excédent des administrations publiques continue de s'améliorer

L'excédent des administrations publiques (sur la base de la comptabilité nationale) a augmenté considérablement au quatrième trimestre, atteignant 16,8 milliards pour l'année. La croissance des recettes des administrations publiques a ralenti pour s'établir à 1,2 % et la croissance des dépenses s'est accélérée, à 1,1 %, mais les transferts de capitaux aux entreprises ont diminué, retournant à leurs niveaux précédents, ce qui a fait augmenter l'excédent.

Revue de fin d'année

Le PIB réel a progressé de 2,8 % en 2004, une hausse supérieure à celle de 2,0 % enregistrée en 2003, mais inférieure à celle de 2002 (+3,4 %). Les exportations ont rebondi en 2004 et les bénéfices des sociétés sont montés en flèche. Les entreprises ont accumulé des stocks importants et les dépenses de consommation ont conservé leur rythme vigoureux. La demande intérieure finale a augmenté de 3,8 %, une hausse légèrement plus élevée qu'en 2003.

Contributions à la variation du PIB



Les prix pour l'ensemble de l'économie, mesurés par l'indice de prix en chaîne du PIB, ont progressé de 3,2 %. Excluant les prix de l'énergie, l'indice a grimpé de 3,0 %, comparativement à 2,1 % l'année dernière. Le dollar canadien a connu une appréciation de 7,7 % par rapport au dollar américain en 2004, après avoir affiché un gain de 12 % en 2003. La croissance de l'indice implicite de prix pour la demande intérieure finale est passée de 1,3 % à 1,7 %.

La croissance des dépenses de consommation est demeurée soutenue en 2004

La croissance des dépenses de consommation est demeurée soutenue en 2004 (+3,5 %). Les dépenses personnelles ont augmenté au taux moyen de 3,3 % au cours des quatre années précédentes. Les dépenses des consommateurs au chapitre des biens semi-durables ont fortement contribué à l'augmentation enregistrée en 2004, soit une hausse de 5,6 % comparativement à 3,1 % en 2003. Plus précisément, les dépenses en vêtements et en chaussures ont bondi de 4,8 %, surtout en début d'année, les dépenses au chapitre des vêtements pour hommes et garçons ayant augmenté à un taux presque deux fois plus élevé que celui enregistré l'année précédente.

Les dépenses au chapitre des meubles, des accessoires d'ameublement, de l'équipement ménager et de l'entretien ont augmenté de 6,1 %, poussées par un marché du logement vigoureux et une plus grande activité au titre des rénovations. Les meubles, les tapis et autres revêtements de sol, les appareils ménagers et les articles d'ameublement semi-durables ont tous affiché un taux de croissance supérieur à 7 % en 2004.

Les dépenses au chapitre des services ont également enregistré une forte croissance de 3,9 % pour la deuxième année d'affilée, principalement pour les frais d'utilisation des services de transport (+5,7%). Grâce à la vigueur du dollar canadien, le transport aérien s'est grandement remis de la faiblesse affichée au cours des trois années précédentes.

Les dépenses au chapitre des services financiers et juridiques ont aussi augmenté (+ 5,0 %), les dépenses au chapitre des fonds mutuels et des commissions sur les actions et les obligations ayant connu une hausse marquée en 2004.

Par contre, les achats de véhicules automobiles neufs et usagés ont encore diminué en 2004 (-3,2 %) après avoir reculé de 1,7 % en 2003, malgré les nombreux incitatifs financiers offerts par les concessionnaires et les fabricants tout au long de l'année.

L'investissement en bâtiments résidentiels a continué d'augmenter en 2004

Malgré un taux de croissance inférieur à celui à deux chiffres enregistré en 2002, l'investissement des entreprises en construction résidentielle a augmenté de 8,4 % en 2004. L'investissement au chapitre de la construction résidentielle neuve a affiché une hausse (+8,6 %), particulièrement au Québec et en Colombie-Britannique. L'activité dans les rénovations a augmenté de 8,9 % après avoir affiché une croissance robuste en 2003. Les ventes de bâtiments à logements multiples ont augmenté à un rythme plus rapide que les ventes de logements individuels en 2004.

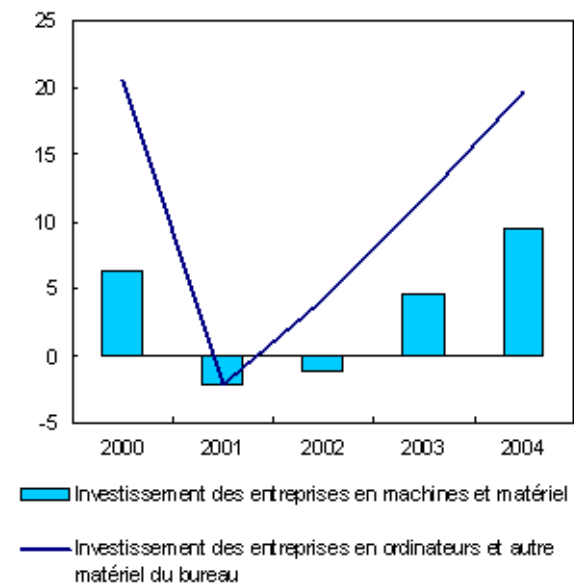
Les entreprises ont beaucoup investi en machines et en matériel

L'investissement des entreprises en usines et matériel a augmenté de 6,1 % en 2004, soit près du double du taux enregistré en 2003. Des dépenses importantes au chapitre des machines et matériel (+9,4 %) inégalées depuis 1999, ont compensé la croissance beaucoup plus lente de l'investissement dans les bâtiments non résidentiels et les projets de génie. Depuis 2002, les entreprises achètent des machines et du matériel plutôt que d'investir dans de nouvelles usines.

Pour la deuxième année d'affilée, les entreprises ont fait d'importants investissements au chapitre des ordinateurs et autre matériel de bureau, en hausse de 19,7 % en 2004. De plus, on a enregistré une importante augmentation (+8,8 %) de l'investissement en machinerie industrielle en 2004, faisant suite à une hausse de 10,0 % en 2003. On observe également des hausses marquées de l'investissement au chapitre de l'équipement de télécommunications (+20,2 %) et autre équipement de transport (+15,1 %).

Important investissement des entreprises en machines et matériel

Variation trimestrielle en %, dollars (1997) enchaînés



La croissance des importations a plus que doublé

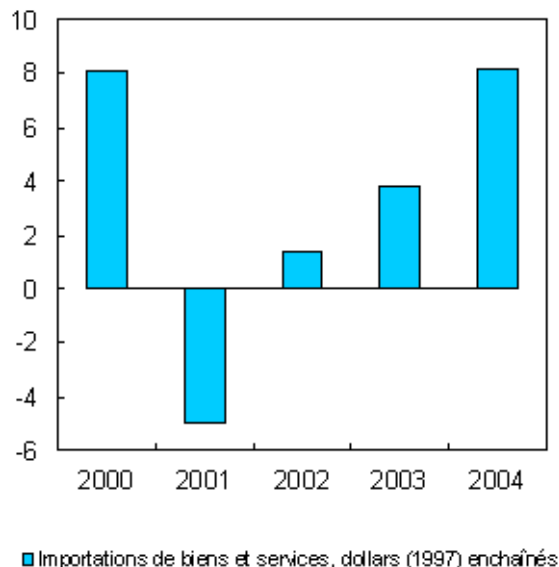
Dans l'ensemble, les importations de biens ont augmenté à un taux plus de deux fois plus élevé que l'année précédente, passant de 3,4 % en 2003 à 8,5 % en 2004. Les importations de machines et de matériel (+12,7 %) et de biens et matériaux industriels (+10,4 %) ont mené la marche.

Les importations de produits de l'énergie sont demeurées vigoureuses en 2004, s'établissant en moyenne à 9,3 % au cours des deux dernières années.

Les importations de services ont également affiché une forte augmentation de 6,7 % en 2004, les importations de services de voyages (+14,3 %) et de services de transport (+14,4 %) menant la marche.

Importante hausse des importations

Variation trimestrielle en %



Les exportations ont rebondi en 2004

La demande à l'exportation a augmenté de 4,9 % en 2004, faisant contreponds au recul de 2,4 % enregistré en 2003. Les exportations ont augmenté progressivement au cours de la première moitié de l'année, mais ont baissé au cours de la deuxième moitié. Toutes les catégories de biens ont affiché une croissance supérieure à 5,0 % en 2004, à l'exception des produits énergétiques (+2,6 %) et des autres biens de consommation (+0,5 %).

Par contre, les exportations de services ont été beaucoup faibles, en hausse de 2,7 %, mais les exportations de services de voyages et de services de transport, affichant respectivement des augmentations de 10,5 % et de 11,9 %, ont contrebalancé de façon importante les baisses enregistrées l'an dernier. Les exportations de services de voyages et de services de transport sont revenues à leurs niveaux d'avant le SRAS.

Les bénéfices des sociétés ont monté en flèche en 2004

Les bénéfices des sociétés ont continué de monter, affichant une hausse de 17,7 % en 2004. Ils ont augmenté en moyenne de 9,3 % au cours des deux dernières années, renversant la baisse enregistrée en 2001. Les bénéfices des fabricants ont rebondi fortement après une année 2003 mouvementée, ces derniers bénéficiant de la forte demande mondiale et du prix élevé des produits de base. Les bénéfices des fabricants de produits de bois et de papier, des producteurs de pétrole et de charbon, des fabricants de métaux de première transformation et des

fabricants de produits chimiques ont tous enregistré une forte croissance, tandis que les bénéfices des fabricants de véhicules automobiles et de pièces ont diminué en 2004.

Les bénéfices des grossistes, particulièrement en matériaux de construction et en machines et matériel, ont atteint leur niveau le plus élevé. De nombreux grossistes et détaillants ont bénéficié de l'appréciation du dollar canadien, des prix à l'importation des biens en baisse permettant d'accroître leurs marges bénéficiaires. Les bénéfices des sociétés minières de métaux et des producteurs de pétrole et de gaz ont augmenté grâce aux prix plus élevés des métaux et du pétrole.

Les dépenses demeurant stables, le secteur des sociétés a enregistré une autre augmentation de sa position de prêt net, qui est passée à 81 milliards de dollars en 2004, un niveau record.

L'épargne personnelle est à son niveau le plus bas

Le revenu du travail a augmenté de 4,1 % en 2004, une hausse plus forte que celle de 3,5 % affichée en 2003, et poursuit sa croissance ferme depuis l'augmentation marquée de 2000. Des hausses ont été enregistrées dans les secteurs des mines, de la construction, de la finance et de l'immobilier, tandis que des ralentissements ont été relevés dans les secteurs des administrations publiques et de la fabrication. La croissance de l'emploi a ralenti en 2004.

Le taux d'épargne personnelle en 2004 s'est établi à 0,4 %, en baisse comparativement à celui de 1,4 % en 2003. Il s'agit du taux le plus faible jamais enregistré depuis les années 30. Les dépenses de consommation (en valeur nominale) ont augmenté plus rapidement que le revenu personnel disponible, presque tout le revenu disponible étant consacré aux achats de biens et services de consommation. L'épargne combinée pour tous les secteurs de l'économie s'est accrue de 12,3 % en 2004, après avoir connu une croissance de 15,3 % l'année précédente.

L'excédent des administrations publiques s'est amélioré en 2004

L'excédent (sur la base de la comptabilité nationale) de toutes les administrations publiques combinées a plus que doublé pour passer à 16,8 milliards de dollars en 2004, un niveau atteint pour la dernière fois en 2000. Les impôts élevés dus sur les revenus des sociétés et les redevances plus élevées sur les ressources naturelles ont fait augmenter les revenus des administrations publiques tandis que de plus faibles paiements d'intérêts et de plus faibles subventions au titre du plafond fixé au prix de l'électricité en Ontario ont freiné la croissance des dépenses.

Produit intérieur brut en termes de revenus, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	2003	2004
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
Rémunération des salariés	614 552 <i>0,7</i>	620 840 <i>1,0</i>	627 808 <i>1,1</i>	636 296 <i>1,4</i>	642 160 <i>0,9</i>	649 208 <i>1,1</i>	613 718 <i>3,5</i>	638 868 <i>4,1</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	148 916 <i>4,7</i>	154 064 <i>3,5</i>	165 904 <i>7,7</i>	179 348 <i>8,1</i>	182 064 <i>1,5</i>	184 740 <i>1,5</i>	151 210 <i>10,0</i>	178 014 <i>17,7</i>
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	10 544 <i>-0,5</i>	11 552 <i>9,6</i>	11 820 <i>2,3</i>	11 472 <i>-2,9</i>	12 036 <i>4,9</i>	12 100 <i>0,5</i>	11 643 <i>1,4</i>	11 857 <i>1,8</i>
Intérêts et revenus divers de placements	53 308 <i>3,4</i>	51 304 <i>-3,8</i>	54 100 <i>5,4</i>	56 508 <i>4,5</i>	58 320 <i>3,2</i>	58 452 <i>0,2</i>	51 508 <i>6,9</i>	56 845 <i>10,4</i>
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	252 <i>-68,2</i>	500 <i>98,4</i>	1 480 <i>196,0</i>	1 752 <i>18,4</i>	1 740 <i>-0,7</i>	1 828 <i>5,1</i>	694 <i>-21,9</i>	1 700 <i>145,0</i>
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	77 908 <i>1,3</i>	78 732 <i>1,1</i>	79 456 <i>0,9</i>	80 788 <i>1,7</i>	81 660 <i>1,1</i>	82 148 <i>0,6</i>	77 382 <i>4,8</i>	81 013 <i>4,7</i>
Ajustement de la valeur des stocks	2 832 ...	2 428 ...	-2 920 ...	-4 960 ...	940 ...	4 312 ...	4 876 ...	-657 ...
Impôts moins subventions, sur facteurs de production	55 836 <i>0,9</i>	56 484 <i>1,2</i>	56 700 <i>0,4</i>	57 516 <i>1,4</i>	57 892 <i>0,7</i>	58 536 <i>1,1</i>	55 465 <i>3,2</i>	57 661 <i>4,0</i>
Produit intérieur net au prix de base	964 148 <i>0,6</i>	975 904 <i>1,2</i>	994 348 <i>1,9</i>	1 018 720 <i>2,5</i>	1 036 812 <i>1,8</i>	1 051 324 <i>1,4</i>	966 496 <i>5,6</i>	1 025 301 <i>6,1</i>
Impôts moins subventions, sur produits	88 828 <i>5,6</i>	90 112 <i>1,4</i>	89 924 <i>-0,2</i>	93 152 <i>3,6</i>	94 660 <i>1,6</i>	95 256 <i>0,6</i>	87 188 <i>1,9</i>	93 248 <i>7,0</i>
Provisions pour consommation de capital	165 520 <i>1,4</i>	167 672 <i>1,3</i>	169 980 <i>1,4</i>	173 200 <i>1,9</i>	175 544 <i>1,4</i>	178 140 <i>1,5</i>	164 403 <i>5,3</i>	174 216 <i>6,0</i>
Divergence statistique	956 ...	36 ...	396 ...	1 612 ...	940 ...	-852 ...	685 ...	524 ...
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 219 452 <i>1,0</i>	1 233 724 <i>1,2</i>	1 254 648 <i>1,7</i>	1 286 684 <i>2,6</i>	1 307 956 <i>1,7</i>	1 323 868 <i>1,2</i>	1 218 772 <i>5,3</i>	1 293 289 <i>6,1</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

Produit intérieur brut en termes de dépenses, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	2003	2004
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	694 632	695 324	709 468	718 180	726 584	736 292	688 707	722 631
	<i>1,5</i>	<i>0,1</i>	<i>2,0</i>	<i>1,2</i>	<i>1,2</i>	<i>1,3</i>	<i>4,8</i>	<i>4,9</i>
Biens durables	95 208	90 772	92 996	93 292	94 220	95 352	93 180	93 965
	<i>1,7</i>	<i>-4,7</i>	<i>2,5</i>	<i>0,3</i>	<i>1,0</i>	<i>1,2</i>	<i>1,2</i>	<i>0,8</i>
Biens semi-durables	58 392	58 640	60 264	60 868	61 828	61 844	58 295	61 201
	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>2,8</i>	<i>1,0</i>	<i>1,6</i>	<i>0,0</i>	<i>2,5</i>	<i>5,0</i>
Biens non durables	168 884	168 804	172 956	176 208	178 668	182 464	168 256	177 574
	<i>1,3</i>	<i>-0,0</i>	<i>2,5</i>	<i>1,9</i>	<i>1,4</i>	<i>2,1</i>	<i>6,2</i>	<i>5,5</i>
Services	372 148	377 108	383 252	387 812	391 868	396 632	368 976	389 891
	<i>1,8</i>	<i>1,3</i>	<i>1,6</i>	<i>1,2</i>	<i>1,0</i>	<i>1,2</i>	<i>5,5</i>	<i>5,7</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	238 812	243 160	246 176	248 968	250 640	253 300	237 711	249 771
	<i>1,0</i>	<i>1,8</i>	<i>1,2</i>	<i>1,1</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>6,3</i>	<i>5,1</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	31 572	31 880	32 688	32 780	32 736	32 604	31 501	32 702
	<i>0,7</i>	<i>1,0</i>	<i>2,5</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>6,4</i>	<i>3,8</i>
Investissements des administrations publiques en stocks	28	-8	-96	272	156	-248	15	21
Formation brute de capital fixe des entreprises	208 660	211 040	216 264	223 932	227 528	229 692	205 875	224 354
	<i>3,7</i>	<i>1,1</i>	<i>2,5</i>	<i>3,5</i>	<i>1,6</i>	<i>1,0</i>	<i>4,1</i>	<i>9,0</i>
Bâtiments résidentiels	75 380	78 212	80 640	83 908	85 792	87 540	73 757	84 470
	<i>6,1</i>	<i>3,8</i>	<i>3,1</i>	<i>4,1</i>	<i>2,2</i>	<i>2,0</i>	<i>12,0</i>	<i>14,5</i>
Ouvrages non résidentiels	51 456	52 252	52 456	53 752	55 068	55 696	51 155	54 243
	<i>1,7</i>	<i>1,5</i>	<i>0,4</i>	<i>2,5</i>	<i>2,4</i>	<i>1,1</i>	<i>3,0</i>	<i>6,0</i>
Machines et matériel	81 824	80 576	83 168	86 272	86 668	86 456	80 963	85 641
	<i>2,8</i>	<i>-1,5</i>	<i>3,2</i>	<i>3,7</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>-1,6</i>	<i>5,8</i>
Investissement des entreprises en stocks	-2 576	7 100	-1 980	-1 784	14 116	18 524	7 662	7 219
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Non agricoles	-4 520	4 936	-3 088	-3 116	12 652	16 796	6 119	5 811
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Agricultures	1 944	2 164	1 108	1 332	1 464	1 728	1 543	1 408
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Exportations de biens et services	452 796	452 188	467 780	508 028	506 584	495 684	461 596	494 519
	<i>-0,4</i>	<i>-0,1</i>	<i>3,4</i>	<i>8,6</i>	<i>-0,3</i>	<i>-2,2</i>	<i>-3,7</i>	<i>7,1</i>
Biens	392 108	390 180	405 252	443 208	442 136	430 528	400 004	430 281
	<i>-0,6</i>	<i>-0,5</i>	<i>3,9</i>	<i>9,4</i>	<i>-0,2</i>	<i>-2,6</i>	<i>-3,3</i>	<i>7,6</i>
Services	60 688	62 008	62 528	64 820	64 448	65 156	61 592	64 238
	<i>0,5</i>	<i>2,2</i>	<i>0,8</i>	<i>3,7</i>	<i>-0,6</i>	<i>1,1</i>	<i>-6,1</i>	<i>4,3</i>
Moins: Importations de biens et services	403 520	406 924	415 256	442 084	449 448	442 828	413 611	437 404
	<i>-2,0</i>	<i>0,8</i>	<i>2,0</i>	<i>6,5</i>	<i>1,7</i>	<i>-1,5</i>	<i>-3,4</i>	<i>5,8</i>
Biens	332 576	333 896	341 212	366 504	375 732	368 372	341 835	362 955
	<i>-2,5</i>	<i>0,4</i>	<i>2,2</i>	<i>7,4</i>	<i>2,5</i>	<i>-2,0</i>	<i>-4,1</i>	<i>6,2</i>
Services	70 944	73 028	74 044	75 580	73 716	74 456	71 776	74 449
	<i>0,5</i>	<i>2,9</i>	<i>1,4</i>	<i>2,1</i>	<i>-2,5</i>	<i>1,0</i>	<i>0,2</i>	<i>3,7</i>
Divergence statistique	-952	-36	-396	-1 608	-940	848	-684	-524
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 219 452	1 233 724	1 254 648	1 286 684	1 307 956	1 323 868	1 218 772	1 293 289
	<i>1,0</i>	<i>1,2</i>	<i>1,7</i>	<i>2,6</i>	<i>1,7</i>	<i>1,2</i>	<i>5,3</i>	<i>6,1</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 173 676</i>	<i>1 181 404</i>	<i>1 204 596</i>	<i>1 223 860</i>	<i>1 237 488</i>	<i>1 251 888</i>	<i>1 163 794</i>	<i>1 229 458</i>
	<i>1,8</i>	<i>0,7</i>	<i>2,0</i>	<i>1,6</i>	<i>1,1</i>	<i>1,2</i>	<i>5,0</i>	<i>5,6</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	2003	2004
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchaînés (1997)[2]								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	624 729	625 780	635 195	638 125	643 833	650 300	620 444	641 863
	<i>1,1</i>	<i>0,2</i>	<i>1,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>3,1</i>	<i>3,5</i>
Biens durables	97 399	93 220	95 945	96 410	97 669	98 601	94 923	97 156
	<i>2,5</i>	<i>-4,3</i>	<i>2,9</i>	<i>0,5</i>	<i>1,3</i>	<i>1,0</i>	<i>2,0</i>	<i>2,4</i>
Biens semi-durables	56 448	56 297	58 207	58 853	60 047	60 031	56 142	59 285
	<i>0,6</i>	<i>-0,3</i>	<i>3,4</i>	<i>1,1</i>	<i>2,0</i>	<i>-0,0</i>	<i>3,1</i>	<i>5,6</i>
Biens non durables	139 941	140 836	142 549	142 477	143 511	145 274	140 078	143 453
	<i>0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>1,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,7</i>	<i>1,2</i>	<i>2,1</i>	<i>2,4</i>
Services	332 052	335 907	339 274	341 264	343 636	347 336	330 098	342 878
	<i>1,2</i>	<i>1,2</i>	<i>1,0</i>	<i>0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>3,9</i>	<i>3,9</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	206 820	208 788	210 297	211 285	212 081	213 214	206 466	211 719
	<i>0,1</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>0,5</i>	<i>0,4</i>	<i>0,5</i>	<i>3,8</i>	<i>2,5</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	30 787	31 233	31 690	31 228	31 094	31 161	30 709	31 293
	<i>0,3</i>	<i>1,4</i>	<i>1,5</i>	<i>-1,5</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>6,8</i>	<i>1,9</i>
Investissement des administrations publiques en stocks	24	-4	-80	232	136	-216	14	18

Formation brute de capital fixe des entreprises	197 167	199 693	202 839	205 764	208 918	213 162	194 235	207 671
	<i>3,5</i>	<i>1,3</i>	<i>1,6</i>	<i>1,4</i>	<i>1,5</i>	<i>2,0</i>	<i>4,6</i>	<i>6,9</i>
Bâtiments résidentiels	63 298	64 621	65 963	67 073	67 910	69 062	62 262	67 502
	<i>4,6</i>	<i>2,1</i>	<i>2,1</i>	<i>1,7</i>	<i>1,2</i>	<i>1,7</i>	<i>7,5</i>	<i>8,4</i>
Ouvrages non résidentiels	45 109	45 501	44 900	45 177	45 589	45 777	44 928	45 361
	<i>1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>-1,3</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>0,4</i>	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>
Machines et matériel	88 229	88 920	91 569	93 153	95 206	98 464	86 441	94 598
	<i>4,2</i>	<i>0,8</i>	<i>3,0</i>	<i>1,7</i>	<i>2,2</i>	<i>3,4</i>	<i>4,5</i>	<i>9,4</i>
Investissement des entreprises en stocks	3 410	12 160	4 174	1 779	18 285	22 445	11 876	11 671

Non agricoles	-1 212	7 766	1 118	-835	15 377	19 219	7 889	8 720

Agricultures	4 558	4 086	2 650	2 172	2 080	2 326	3 715	2 307

Exportations de biens et services	434 813	444 732	450 123	469 047	465 044	460 950	439 799	461 291
	<i>-0,5</i>	<i>2,3</i>	<i>1,2</i>	<i>4,2</i>	<i>-0,9</i>	<i>-0,9</i>	<i>-2,4</i>	<i>4,9</i>
Biens	377 254	386 402	391 366	409 242	405 556	400 992	381 819	401 789
	<i>-0,7</i>	<i>2,4</i>	<i>1,3</i>	<i>4,6</i>	<i>-0,9</i>	<i>-1,1</i>	<i>-2,2</i>	<i>5,2</i>
Services	57 654	58 445	58 883	59 954	59 636	60 104	58 087	59 644
	<i>0,6</i>	<i>1,4</i>	<i>0,7</i>	<i>1,8</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,8</i>	<i>-3,9</i>	<i>2,7</i>
Moins: Importations de biens et services	401 081	417 823	422 274	432 087	446 638	455 690	405 977	439 172
	<i>-0,8</i>	<i>4,2</i>	<i>1,1</i>	<i>2,3</i>	<i>3,4</i>	<i>2,0</i>	<i>3,8</i>	<i>8,2</i>
Biens	339 224	352 555	356 183	366 596	381 483	388 085	343 906	373 087
	<i>-1,2</i>	<i>3,9</i>	<i>1,0</i>	<i>2,9</i>	<i>4,1</i>	<i>1,7</i>	<i>3,4</i>	<i>8,5</i>
Services	61 695	64 972	65 772	65 467	65 460	67 769	61 986	66 117
	<i>1,5</i>	<i>5,3</i>	<i>1,2</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,0</i>	<i>3,5</i>	<i>5,7</i>	<i>6,7</i>
Divergence statistique	-855	-32	-351	-1 405	-814	729	-616	-460

Produit intérieur brut aux prix du marché	1 095 469	1 104 391	1 112 104	1 124 486	1 132 573	1 137 337	1 096 359	1 126 625
	<i>0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>2,0</i>	<i>2,8</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 059 110</i>	<i>1 065 043</i>	<i>1 079 477</i>	<i>1 085 821</i>	<i>1 095 272</i>	<i>1 107 057</i>	<i>1 051 568</i>	<i>1 091 907</i>
	<i>1,3</i>	<i>0,6</i>	<i>1,4</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>3,6</i>	<i>3,8</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

2 Les séries en dollars enchaînés sont calculées en multipliant l'indice de quantité de type chaîne par les séries en dollars courants correspondantes, le tout divisé par 100. Étant donné que la formule de calcul des indices de quantité de type chaîne utilisent des poids provenant de plus d'une période, les estimés de dollars en chaîne qui en sont dérivés ne sont généralement pas additifs.

Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation annualisée en pourcentage[1]

	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	2003	2004
variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre au taux annuel, dollars enchaînés (1997)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	4,4	0,7	6,2	1,9	3,6	4,1	3,1	3,5
Biens durables	10,5	-16,1	12,2	2,0	5,3	3,9	2,0	2,4
Biens semi-durables	2,5	-1,1	14,3	4,5	8,4	-0,1	3,1	5,6
Biens non durables	0,6	2,6	5,0	-0,2	2,9	5,0	2,1	2,4
Services	4,9	4,7	4,1	2,4	2,8	4,4	3,9	3,9
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	0,4	3,9	2,9	1,9	1,5	2,2	3,8	2,5
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	1,0	5,9	6,0	-5,7	-1,7	0,9	6,8	1,9
Investissement des administrations publiques en stocks[2]	-16	-28	-76	312	-96	-352	54	4
Formation brute de capital fixe des entreprises	14,9	5,2	6,5	5,9	6,3	8,4	4,6	6,9
Bâtiments résidentiels	19,7	8,6	8,6	6,9	5,1	7,0	7,5	8,4
Ouvrages non résidentiels	4,0	3,5	-5,2	2,5	3,7	1,7	1,0	1,0
Machines et matériel	17,8	3,2	12,5	7,1	9,1	14,4	4,5	9,4
Investissement des entreprises en stocks[2]	-11 247	8 750	-7 986	-2 395	16 506	4 160	9 753	-205
Non agricoles[2]	-11 897	8 978	-6 648	-1 953	16 212	3 842	5 013	831
Agricoles[2]	960	-472	-1 436	-478	-92	246	4 581	-1 408
Exportations de biens et services	-1,9	9,4	4,9	17,9	-3,4	-3,5	-2,4	4,9
Biens	-2,6	10,1	5,2	19,6	-3,6	-4,4	-2,2	5,2
Services	2,5	5,6	3,0	7,5	-2,1	3,2	-3,9	2,7
Moins: Importations de biens et services	-3,0	17,8	4,3	9,6	14,2	8,4	3,8	8,2
Biens	-4,8	16,7	4,2	12,2	17,3	7,1	3,4	8,5
Services	6,1	23,0	5,0	-1,8	-0,0	14,9	5,7	6,7
Divergence statistique[2]	-19	823	-319	-1 054	591	1 543	272	156
Produit intérieur brut aux prix du marché	1,4	3,3	2,8	4,5	2,9	1,7	2,0	2,8
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>5,2</i>	<i>2,3</i>	<i>5,5</i>	<i>2,4</i>	<i>3,5</i>	<i>4,4</i>	<i>3,6</i>	<i>3,8</i>

1 Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre, annualisée.

2 Variation en millions de dollars, au taux annuel.

Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, en termes de dépenses[1]

	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	2003	2004
calculées à partir de données désaisonnalisées, points de pourcentage								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0,609	0,096	0,846	0,260	0,498	0,557	1,799	1,943
Biens durables	0,195	-0,334	0,214	0,036	0,094	0,069	0,158	0,176
Biens semi-durables	0,030	-0,013	0,160	0,053	0,095	-0,001	0,151	0,264
Biens non durables	0,022	0,088	0,167	-0,007	0,099	0,168	0,294	0,333
Services	0,362	0,354	0,306	0,179	0,209	0,322	1,197	1,170
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	0,020	0,187	0,142	0,092	0,073	0,102	0,743	0,498
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	0,007	0,037	0,038	-0,038	-0,011	0,005	0,175	0,050
Investissement des administrations publiques en stocks	-0,001	-0,003	-0,007	0,029	-0,009	-0,031	0,005	0,000
Formation brute de capital fixe des entreprises	0,586	0,219	0,269	0,249	0,266	0,350	0,785	1,168
Bâtiments résidentiels	0,272	0,130	0,132	0,109	0,081	0,111	0,429	0,517
Ouvrages non résidentiels	0,041	0,037	-0,056	0,026	0,038	0,017	0,044	0,042
Machines et matériel	0,274	0,052	0,194	0,115	0,146	0,222	0,312	0,609
Investissement des entreprises en stocks	-0,956	0,725	-0,657	-0,194	1,329	0,320	0,791	-0,066
Non agricoles	-1,022	0,763	-0,559	-0,162	1,336	0,305	0,401	0,037
Agricoles	0,066	-0,038	-0,098	-0,032	-0,007	0,015	0,390	-0,104
Exportations de biens et services	-0,183	0,835	0,447	1,589	-0,336	-0,337	-0,915	1,866
Biens	-0,214	0,767	0,409	1,498	-0,310	-0,376	-0,705	1,730
Services	0,031	0,068	0,038	0,091	-0,027	0,039	-0,210	0,136
Moins: Importations de biens et services	-0,258	1,357	0,351	0,779	1,143	0,682	1,385	2,713
Biens	-0,344	1,052	0,279	0,807	1,143	0,486	1,043	2,329
Services	0,086	0,305	0,073	-0,028	-0,001	0,196	0,343	0,384
Divergence statistique	-0,002	0,075	-0,029	-0,095	0,053	0,136	0,025	0,015
Produit intérieur brut aux prix du marché	0,338	0,814	0,698	1,113	0,719	0,421	2,023	2,761
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1,222</i>	<i>0,539</i>	<i>1,295</i>	<i>0,563</i>	<i>0,825</i>	<i>1,014</i>	<i>3,503</i>	<i>3,659</i>

1 Les données en dollars enchaînés (1997) du tableau "Produit intérieur brut réel, en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage" ne s'additionnent pas. Les contributions à la variation en pourcentage du tableau ci-dessus peuvent s'additionner et fournissent une mesure de la composition de croissance du PIB.

Produit intérieur brut, indices implicites de prix en chaîne[1]

	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	2003	2004
calculés à partir de données désaisonnalisées, (1997 = 100)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	111,2 <i>0,5</i>	111,1 <i>-0,1</i>	111,7 <i>0,5</i>	112,5 <i>0,7</i>	112,9 <i>0,4</i>	113,2 <i>0,3</i>	111,0 <i>1,6</i>	112,6 <i>1,4</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	115,5 <i>0,9</i>	116,5 <i>0,9</i>	117,1 <i>0,5</i>	117,8 <i>0,6</i>	118,2 <i>0,3</i>	118,8 <i>0,5</i>	115,2 <i>2,4</i>	118,0 <i>2,5</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	102,5 <i>0,4</i>	102,1 <i>-0,4</i>	103,1 <i>1,0</i>	105,0 <i>1,8</i>	105,3 <i>0,3</i>	104,6 <i>-0,7</i>	102,6 <i>-0,4</i>	104,5 <i>1,9</i>
Formation brute de capital fixe des entreprises	105,8 <i>0,2</i>	105,7 <i>-0,1</i>	106,6 <i>0,9</i>	108,8 <i>2,1</i>	108,9 <i>0,1</i>	107,8 <i>-1,0</i>	106,0 <i>-0,5</i>	108,0 <i>1,9</i>
Exportations de biens et services	104,1 <i>0,0</i>	101,7 <i>-2,3</i>	103,9 <i>2,2</i>	108,3 <i>4,2</i>	108,9 <i>0,6</i>	107,5 <i>-1,3</i>	105,0 <i>-1,4</i>	107,2 <i>2,1</i>
Moins: Importations de biens et services	100,6 <i>-1,2</i>	97,4 <i>-3,2</i>	98,3 <i>0,9</i>	102,3 <i>4,1</i>	100,6 <i>-1,7</i>	97,2 <i>-3,4</i>	101,9 <i>-6,9</i>	99,6 <i>-2,3</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	111,3 <i>0,6</i>	111,7 <i>0,4</i>	112,8 <i>1,0</i>	114,4 <i>1,4</i>	115,5 <i>1,0</i>	116,4 <i>0,8</i>	111,2 <i>3,2</i>	114,8 <i>3,2</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>110,8</i> <i>0,5</i>	<i>110,9</i> <i>0,1</i>	<i>111,6</i> <i>0,6</i>	<i>112,7</i> <i>1,0</i>	<i>113,0</i> <i>0,3</i>	<i>113,1</i> <i>0,1</i>	<i>110,7</i> <i>1,3</i>	<i>112,6</i> <i>1,7</i>

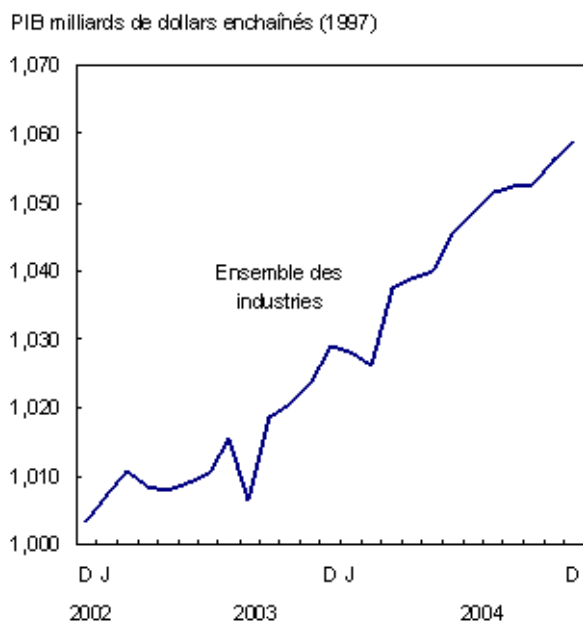
1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

PIB par industrie

Décembre 2004 et quatrième trimestre de 2004

L'économie canadienne a terminé l'année sur une bonne note, progressant de 0,2 % en décembre 2004, à la suite d'une hausse de 0,3 % en novembre et après avoir marqué une pause en octobre. La progression en décembre a été largement attribuable à la vigueur du commerce de gros, du secteur de l'énergie et de la production de véhicules automobiles. Des ventes au détail décevantes ont entravé l'expansion économique dans le dernier mois de l'année 2004.

Croissance de l'activité économique



Le commerce de gros à la hausse alors que le commerce de détail fléchit en raison des ventes de voitures et d'alcool

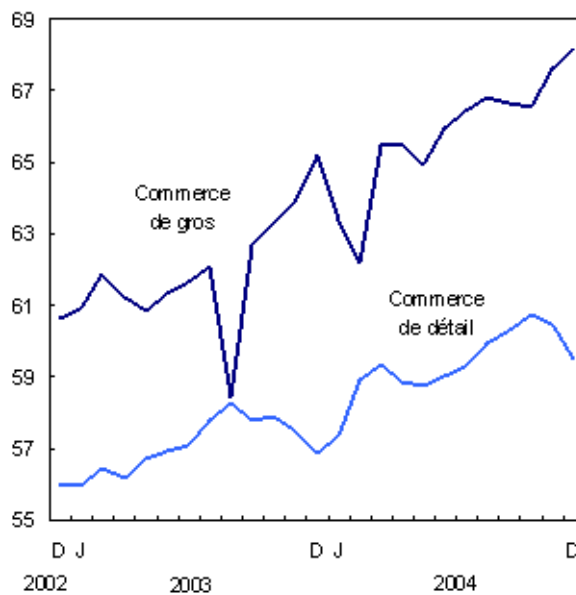
Le commerce de gros en décembre a enregistré une croissance de 0,8 % principalement attribuable aux ventes de véhicules automobiles. Les grossistes d'articles ménagers et de produits pétroliers ont également intensifié leurs activités. En revanche, les ventes en gros de machines et de matériel électrique, y compris les ordinateurs, sont repliées après avoir affiché une forte hausse en novembre.

Le commerce de détail a reculé de 1,5 % en décembre. Cette contraction s'explique dans une large mesure par la baisse des ventes de voitures neuves et par la grève des employés de la Société des alcools du Québec. Un niveau de ventes moins élevé qu'à l'habitude pendant la période des fêtes a aussi contribué au recul du commerce de détail. Si on exclut les activités des concessionnaires de

voitures neuves ainsi que des magasins de bière, de vin et de spiritueux, le commerce de détail a fléchi de 0,2 %. Les détaillants d'ordinateurs, d'appareils électroniques et d'électroménagers, de vêtements, de chaussures et d'articles de sport ont toutefois déclaré des hausses appréciables de leurs ventes.

Boom chez les grossistes alors que les détaillants patientent

PIB milliards de dollars enchaînés (1997)



La production industrielle progresse

La production industrielle (soit celle des fabricants, des mines et des services publics du Canada) s'est accrue de 0,5 % en décembre, ses trois composantes ayant enregistré des hausses. La production manufacturière et les activités d'extraction minière, pétrolière et gazière ont augmenté de 0,3 %. Les services publics ont grimpé de 2,9 % grâce à la demande accrue d'électricité causée par le temps froid dans une grande partie du centre du Canada et des Prairies. Le secteur de l'énergie était en hausse de 1,4 %. Aux États-Unis, l'indice de la production industrielle a augmenté de 0,7 %, les trois secteurs ayant montré de la vigueur.

L'industrie des véhicules automobiles stimule le secteur de la fabrication

En décembre, la production du secteur de la fabrication s'est accrue de 0,3 %. Dans l'ensemble, seulement 12 des 21 principaux groupes ont progressé. La majeure partie de cette croissance a été attribuable à l'industrie des

véhicules automobiles (+1,7 %) qui s'est partiellement remise de la baisse accusée en novembre. La production de pièces et de composantes en plastique pour les véhicules automobiles, ainsi que de pneus s'est accrue de 0,6 % en décembre. La production des raffineries a augmenté de 2,9 %.

La fabrication de papier a grimpé de 1,4 %, des hausses ayant été observées dans toutes les catégories de produits exception faite des sacs en papier et des produits en papier couché (-1,0 %). La production des scieries a fait un bond de 2,4 % qui s'explique en partie par les niveaux élevés de la construction résidentielle tant au Canada qu'aux États-Unis.

Les fabricants de produits de la viande ont réduit leur production de 2,8 %. Cependant, l'industrie des produits du poisson et des fruits de mer (+4,1 %) a continué de tirer parti de la croissance de la demande à l'étranger.

Le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière obtient des résultats variables

Le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière a progressé de 0,3 % en décembre. L'extraction de pétrole et de gaz s'est repliée de 0,3 % en raison des difficultés éprouvées en Alberta et du déversement de pétrole survenu à la plate-forme de Terra Nova. Les activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière (principalement le forage et le montage) ont continué de monter en flèche, avec une croissance de 5,3 % en décembre à la suite d'une augmentation de 5,1 % en novembre et du bond de 11 % en octobre.

La production des mines de métaux a augmenté de 0,7 % en décembre sous la poussée des mines de minerais de fer, d'or et d'argent. La production de minerais et de concentrés de cuivre s'est repliée suite à la contraction de la demande sur les marchés étrangers. La production de potasse a bondi de 18 %, aiguillonnée par de nouveaux contrats conclus avec la Chine. Le fléchissement des activités des mines de diamants a réduit la production des mines de minerais non métalliques diverses (-21 %). Les activités de cette industrie se sont fortement repliées depuis le sommet atteint en août 2004, atteignant les niveaux enregistrés en 2002.

Le repli de la construction de bâtiments non résidentiels est enrayé

Le secteur de la construction a affiché une croissance de 0,3 % en décembre. Cette progression est largement attribuable à l'augmentation des activités de construction d'ouvrages de génie et de réparations (+0,6 %). La construction de bâtiments non résidentiels a enregistré une légère hausse de 0,1 %, enrayant le repli entamé en juillet 2003. Une forte poussée des activités de construction de bâtiments industriels a été neutralisée par un nouveau repli de la construction de bâtiments institutionnels. La construction de bâtiments commerciaux a peu varié.

La construction résidentielle est restée inchangée en décembre. La progression de la construction de maisons unifamiliales a été contrebalancée par le fléchissement de la construction de bâtiments à logements multiples, comme les maisons en rangée et les immeubles d'habitation. Les mises en chantier dans les régions urbaines ont ralenti au Québec, en Ontario et dans les provinces de l'Ouest, tandis que des hausses ont été relevées dans les provinces de l'Atlantique et en Colombie-Britannique. Le marché de la revente, en revanche, a fléchi en décembre, faisant baisser de 1,7 % les activités des agents et des courtiers immobiliers.

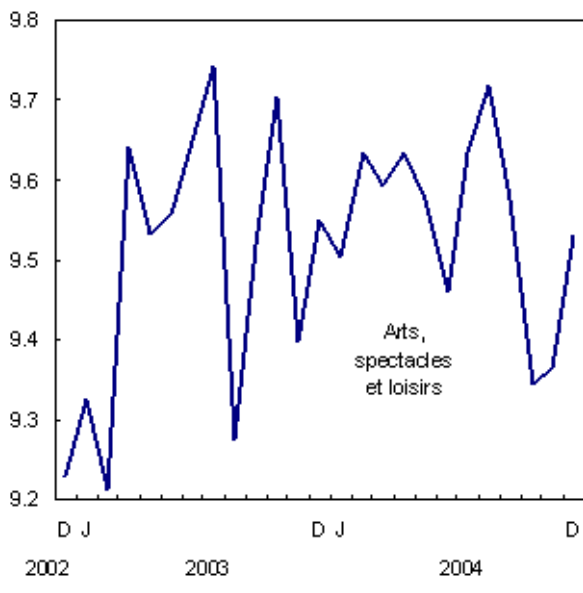
Autres activités économiques

Le secteur du transport et de l'entreposage a progressé de 0,6 % en décembre. Le transport par pipeline a grimpé de 2,1 %, grâce aux hausses du transport du pétrole brut et de gaz naturel. Le transport aérien a progressé (+1,7 %), tout comme le transport ferroviaire (+0,8 %) et le transport par camion (+0,1 %). Les activités d'entreposage des produits agricoles ont fait un bond de 11 %. Les télécommunications ont intensifié leurs activités de 0,6 % principalement en raison de l'augmentation des communications interurbaines et de l'accroissement de la popularité des téléphones cellulaires.

Le secteur des arts, spectacles et loisirs a repris du terrain en décembre après les replis de septembre et d'octobre causés par le lock-out dans la Ligue nationale de hockey (LNH). Cette reprise est une indication que les supporters de la ligue professionnelle de hockey ont dépensé plus sur d'autres formes de divertissements.

LNH sur la glace

PIB milliards de dollars enchaînés (1997)



Profil des industries, quatrième trimestre de 2004

Au quatrième trimestre de 2004, l'activité économique a progressé de 0,5 %. Les secteurs des biens et des services ont tout deux progressé au même rythme. La vigueur du dollar (par rapport à la devise américaine) a nuí aux fabricants et la production dans ce secteur a été stagnante. Toutefois, la production industrielle (soit celle des fabricants, des mines et des services publics du Canada) a progressé de 0,4 %, poussée par une hausse de la production des services publics (+2,3 %) et du secteur de l'extraction minière, du pétrole et du gaz (+0,6 %).

L'activité du secteur de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location a progressé de 0,7 %, les banques et autres services d'intermédiation financière affichant une activité accrue (+0,4 %). L'augmentation du volume des opérations sur les marchés boursiers canadiens a aidé à l'augmentation de 0,2 % de la production des courtiers en valeurs mobilières et d'autres activités financières. La baisse des ventes de maisons existantes a eu un effet négatif sur l'activité des agents et courtiers immobiliers (-3,3 %).

Le commerce de gros a progressé de 1,2 %, bénéficiant d'une plus forte demande de biens importés. Les gains étaient généralisés, particulièrement au titre des machines et du matériel, des matériaux de construction et des véhicules automobiles. Le commerce de gros des produits alimentaires et des boissons a accusé une baisse. De faibles ventes en décembre ont entravé l'activité du secteur du commerce de détail au quatrième trimestre (+0,6 %), particulièrement dans les magasins de bière, de vin et de

spiritueux qui ont été touchés par une grève au Québec. Les magasins de produits automobiles et les supermarchés ont toutefois enregistré des hausses d'activité.

La production du secteur de la fabrication a stagné au quatrième trimestre. Seulement 10 des 21 grands groupes ont enregistré des hausses. Les augmentations dans la fabrication de produits alimentaires, de meubles, de produits en bois et de produits métalliques ont été affaiblies par les baisses enregistrées dans la fabrication de matériel de transport, des produits de première transformation des métaux, de l'impression et de vêtements.

L'extraction minière, de pétrole et de gaz a affiché une hausse de 0,6 %. Les prix élevés de l'énergie ont stimulé les travaux d'exploration pétrolière et gazière, en progression de 17 % au quatrième trimestre. Un revirement de la production des mines de fer au quatrième trimestre a été dû à la fin d'une grève au troisième trimestre qui avait coupé presque de moitié l'activité dans ce secteur. La vigueur de ces deux secteurs a plus que contrebalancé la chute dans l'extraction de divers produits minéraux non métalliques (dont les diamants). L'extraction de pétrole brut a légèrement diminué en raison de diverses difficultés de production. Une plus forte production d'électricité a fait augmenter la production des services publics de 2,3 %. L'ensemble du secteur de l'énergie a affiché une hausse de 1,7 %.

Le secteur de la construction a progressé de 1,2 %. La construction résidentielle a augmenté de 2,6 %. Ce secteur a progressé continuellement sur une base trimestrielle depuis le troisième trimestre de 2000. La construction non résidentielle a accusé un recul de 1,4 %, une cinquième baisse trimestrielle d'affilée.

L'activité dans le secteur des arts, spectacles et loisirs a reculé en raison du lock-out de la LNH. La production du secteur public a été entravée en raison d'une grève dans l'administration publique fédérale.

Profil des industries, 2004

L'activité économique a progressé de 3,0 % en 2004, taux supérieur à celui de 2003 (+2,2 %), en raison de la vigueur du dollar canadien, du raffermissement de la plupart des prix des ressources naturelles et des faibles taux d'intérêt. En 2004, le dollar a atteint son plus haut niveau par rapport à la devise américaine depuis 1993. La demande chinoise de certains produits de base a été particulièrement élevée. Le prix du baril de pétrole brut sur les marchés internationaux a atteint un niveau record en raison d'inquiétudes au sujet de perturbations des approvisionnements et de l'examen des réserves prouvées.

Les fabricants, les grossistes et les entrepreneurs en construction résidentielle ont été parmi ceux qui ont bénéficié de cette croissance économique.

Le secteur de la fabrication a enregistré une hausse de 3,9 % après avoir stagné en 2003. Sauf pour les produits textiles et en cuir, les vêtements et les produits du papier, tous les principaux groupes ont affiché une hausse. Dans leur ensemble, les produits textiles et du cuir et les vêtements ont accusé une baisse de 7,0 % en 2004, se situant à un niveau inférieur de 21 % à ceux atteints en 2000. La forte baisse enregistrée par ces industries depuis le début du siècle a été attribuable à la réduction des barrières tarifaires et à la très vive concurrence des pays d'Asie.

La fabrication de matériel de transport a affiché une hausse de 6,3 %. La fabrication des produits chimiques a augmenté de 6,6 % grâce à des gains importants enregistrés par la plupart des produits chimiques. L'industrie pharmaceutique, qui a connu des taux de croissance à deux chiffres au cours des dernières années, n'a que légèrement progressé en 2003 et 2004. La production de machines a bondi de 7,8 %. La fabrication de biens reliés aux technologies de l'information et des communications a rebondi (+12 %) après trois années de baisses. La fabrication d'ordinateurs et de produits électroniques a augmenté de 13 %.

Le commerce de gros a augmenté de 6,2 %, particulièrement en ce qui concerne les articles ménagers et personnels, les produits pharmaceutiques, les produits de l'automobile, les matériaux de construction et les ordinateurs. Les services de vente au détail ont augmenté de 3,9 %, les articles d'ameublement et les meubles, les appareils électroniques, les articles de quincaillerie et les pharmacies venant en tête.

Le secteur du transport et de l'entreposage a affiché une hausse de 4,4 % en raison d'une plus forte demande de produits canadiens de l'étranger. L'année 2004 a connu des pénuries de wagons et des retards dans les ports.

La finance et les assurances ont connue une très bonne année, affichant une augmentation de 4,8 %. Les banques, le secteur des assurances et les courtiers en valeurs mobilières ont tous affiché des gains importants.

L'extraction minière, pétrolière et gazière a affiché une hausse de 2,7 %. L'augmentation de 2,1 % de l'extraction pétrolière et gazière était attribuable à une plus forte demande résultant d'incertitudes au sujet des approvisionnements, mais cette industrie s'est trouvée aux prises avec diverses difficultés sur le plan de la production au cours de l'année. Les activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière (principalement le forage et le montage) ont affiché une hausse de 3,6 % après avoir connu une année record en 2003. Une forte demande internationale d'acier a également contribué au rebondissement des mines de charbon (+8,2 %), de cuivre, de nickel, de plomb et de zinc (+4,9 %). Une grève dans les mines de fer a réduit leur production de 11 %. La demande de la Chine et de meilleures conditions d'ensemencement au Canada ont aidé à accroître de 11 % la production des mines de potasse. Une plus forte production de diamants a relevé la production des mines de minerais non métalliques diverses (+15 %).

Le secteur de la construction a progressé de 3,8 %. La construction de bâtiments résidentiels a connu une forte expansion (+8,7 %) tandis que la construction de bâtiments non résidentiels s'est repliée de 4,9 % pour la première fois en trois ans. Les travaux de génie, les réparations et autres activités de construction ont affiché une hausse de 3,6 %. Les activités des agents et courtiers immobiliers ont augmenté de 5,1 %.

Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, mensuel[1]

	Juillet 2004	Août 2004	Septembre 2004	Octobre 2004	Novembre 2004	Décembre 2004	Décembre 2003 à décembre 2004
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchaînés (1997)							%
Ensemble des industries	1 048 125	1 051 492	1 052 150	1 052 605	1 056 219	1 058 859	
	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	2,9
Industries productrices de biens	329 229	331 405	331 071	330 954	332 330	333 815	
	<i>0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	3,3
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	24 160	24 017	24 201	24 349	24 363	24 302	
	<i>1,6</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,3</i>	5,2
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	37 746	37 832	37 429	37 732	37 912	38 011	
	<i>-0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>-1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>0,5</i>	<i>0,3</i>	-0,2
Services publics	25 632	25 919	26 147	25 970	26 371	27 128	
	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,7</i>	<i>1,5</i>	<i>2,9</i>	6,1
Construction	58 167	58 510	58 798	58 930	59 277	59 459	
	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>0,5</i>	<i>0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>0,3</i>	2,6
Fabrication	183 216	184 901	184 474	183 779	184 171	184 663	
	<i>0,4</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	4,1
Industries productrices de services	720 031	721 151	722 183	722 774	724 998	726 108	
	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	2,7
Commerce de gros	66 411	66 820	66 643	66 560	67 639	68 172	
	<i>0,7</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,6</i>	<i>0,8</i>	4,6
Commerce de détail	59 331	59 919	60 319	60 718	60 449	59 548	
	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,4</i>	<i>-1,5</i>	4,8
Transport et entreposage	50 302	50 261	50 484	50 721	50 633	50 930	
	<i>-0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,6</i>	3,5
Industrie de l'information et industrie culturelle	43 039	43 017	43 051	43 179	43 482	43 659	
	<i>0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	4,4
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	210 431	211 031	211 607	211 923	212 487	213 013	
	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	3,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	46 335	46 385	46 305	46 454	46 420	46 411	
	<i>-0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,0</i>	2,0
Services administratifs et gestion des déchets	22 147	22 181	22 157	22 129	22 206	22 242	
	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	2,5
Services d'enseignement	45 397	45 151	45 008	45 264	45 295	45 198	
	<i>-0,9</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,6</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,2</i>	-0,2
Soins de santé et assistance sociale	63 038	63 075	63 076	62 950	63 010	63 173	
	<i>0,5</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	1,1
Arts, spectacles et loisirs	9 634	9 718	9 574	9 343	9 365	9 530	
	<i>1,9</i>	<i>0,9</i>	<i>-1,5</i>	<i>-2,4</i>	<i>0,2</i>	<i>1,8</i>	-0,2
Hébergement et services de restauration	23 382	23 219	23 594	23 559	23 630	23 729	
	<i>0,0</i>	<i>-0,7</i>	<i>1,6</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	1,9
Autres services, sauf les administrations publiques	24 473	24 424	24 608	24 600	24 664	24 743	
	<i>-0,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	1,3
Administrations publiques	57 586	57 478	57 299	56 952	57 394	57 470	
	<i>0,7</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,8</i>	<i>0,1</i>	0,8
Autres agrégations							
Production industrielle	247 281	249 226	248 473	248 107	249 123	250 464	
	<i>0,2</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,5</i>	3,3
Fabrication de biens non durables	74 675	75 127	75 211	74 569	74 847	75 165	
	<i>-0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,9</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	2,9
Fabrication de biens durables	108 393	109 637	109 112	109 079	109 186	109 354	
	<i>0,8</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	4,9
Secteur des entreprises	890 307	894 027	895 024	895 627	898 679	901 086	
	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	3,3
Secteur non commercial	158 028	157 690	157 358	157 214	157 776	158 012	
	<i>0,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>	0,6
Secteur des TIC, total	61 469	62 460	62 171	62 070	62 754	62 576	
	<i>1,7</i>	<i>1,6</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,3</i>	5,7

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux mensuel.

Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, trimestriel et annuel[1]

	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	2003	2004
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchaînés (1997)								
Industries productrices de biens	316 431	320 947	322 899	326 369	330 568	332 366	317 208	328 051
	<i>0,6</i>	<i>1,4</i>	<i>0,6</i>	<i>1,1</i>	<i>1,3</i>	<i>0,5</i>	<i>1,7</i>	<i>3,4</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	22 878	23 011	23 584	23 640	24 126	24 338	22 842	23 922
	<i>-0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>2,5</i>	<i>0,2</i>	<i>2,1</i>	<i>0,9</i>	<i>7,6</i>	<i>4,7</i>
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	37 505	37 662	37 672	37 996	37 669	37 885	36 797	37 806
	<i>4,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,0</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>3,9</i>	<i>2,7</i>
Services publics	25 543	25 406	25 643	25 388	25 899	26 490	25 818	25 855
	<i>-0,7</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>-1,0</i>	<i>2,0</i>	<i>2,3</i>	<i>-2,3</i>	<i>0,1</i>
Construction	56 456	57 520	57 939	57 997	58 492	59 222	56 273	58 412
	<i>1,3</i>	<i>1,9</i>	<i>0,7</i>	<i>0,1</i>	<i>0,9</i>	<i>1,2</i>	<i>4,4</i>	<i>3,8</i>
Fabrication	172 932	176 482	177 324	180 693	184 197	184 204	174 820	181 605
	<i>-0,4</i>	<i>2,1</i>	<i>0,5</i>	<i>1,9</i>	<i>1,9</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>3,9</i>
Industries productrices de services	698 179	704 532	708 826	716 115	721 122	724 627	697 886	717 672
	<i>0,3</i>	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>0,5</i>	<i>2,5</i>	<i>2,8</i>
Commerce de gros	61 053	64 099	63 664	65 471	66 625	67 457	61 941	65 804
	<i>-0,4</i>	<i>5,0</i>	<i>-0,7</i>	<i>2,8</i>	<i>1,8</i>	<i>1,2</i>	<i>5,6</i>	<i>6,2</i>
Commerce de détail	57 963	57 419	58 527	58 878	59 856	60 238	57 126	59 375
	<i>1,9</i>	<i>-0,9</i>	<i>1,9</i>	<i>0,6</i>	<i>1,7</i>	<i>0,6</i>	<i>2,8</i>	<i>3,9</i>
Transport et entreposage	47 495	48 697	49 033	50 176	50 349	50 761	47 954	50 080
	<i>0,0</i>	<i>2,5</i>	<i>0,7</i>	<i>2,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>0,3</i>	<i>4,4</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	42 421	41 948	42 188	42 861	43 036	43 440	42 354	42 881
	<i>-0,3</i>	<i>-1,1</i>	<i>0,6</i>	<i>1,6</i>	<i>0,4</i>	<i>0,9</i>	<i>2,3</i>	<i>1,2</i>
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	203 981	205 194	207 381	209 912	211 023	212 474	203 060	210 198
	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>1,1</i>	<i>1,2</i>	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>2,2</i>	<i>3,5</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	45 404	45 515	45 940	46 365	46 342	46 428	45 391	46 269
	<i>-0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>3,1</i>	<i>1,9</i>
Services administratifs et gestion des déchets	21 598	21 664	21 779	22 050	22 162	22 192	21 531	22 046
	<i>0,5</i>	<i>0,3</i>	<i>0,5</i>	<i>1,2</i>	<i>0,5</i>	<i>0,1</i>	<i>3,9</i>	<i>2,4</i>
Services d'enseignement	44 604	44 828	44 803	45 235	45 185	45 252	44 854	45 119
	<i>-0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>
Soins de santé et assistance sociale	61 977	62 283	62 345	62 079	63 063	63 044	61 755	62 633
	<i>0,3</i>	<i>0,5</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>1,6</i>	<i>-0,0</i>	<i>3,9</i>	<i>1,4</i>
Arts, spectacles et loisirs	9 512	9 549	9 577	9 556	9 642	9 413	9 508	9 547
	<i>-0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,9</i>	<i>-2,4</i>	<i>3,8</i>	<i>0,4</i>
Hébergement et services de restauration	22 753	23 319	23 363	23 361	23 398	23 639	22 909	23 440
	<i>1,4</i>	<i>2,5</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>1,0</i>	<i>-1,7</i>	<i>2,3</i>
Autres services, sauf les administrations publiques	24 136	24 359	24 420	24 512	24 502	24 669	24 184	24 526
	<i>-0,1</i>	<i>0,9</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,7</i>	<i>1,8</i>	<i>1,4</i>
Administrations publiques	56 368	56 857	57 027	57 118	57 454	57 272	56 438	57 218
	<i>-0,1</i>	<i>0,9</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,3</i>	<i>2,9</i>	<i>1,4</i>
Autres agrégations								
Production industrielle	237 477	240 806	241 821	245 109	248 327	249 231	238 435	246 122
	<i>0,6</i>	<i>1,4</i>	<i>0,4</i>	<i>1,4</i>	<i>1,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>3,2</i>
Fabrication de biens non durables	71 963	72 901	73 217	73 985	75 004	74 860	72 913	74 267
	<i>-1,3</i>	<i>1,3</i>	<i>0,4</i>	<i>1,0</i>	<i>1,4</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,0</i>	<i>1,9</i>
Fabrication de biens durables	100 748	103 385	103 914	106 545	109 047	109 206	101 679	107 178
	<i>0,4</i>	<i>2,6</i>	<i>0,5</i>	<i>2,5</i>	<i>2,3</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>5,4</i>
Secteur des entreprises	858 049	868 142	874 293	885 015	893 119	898 464	858 512	887 723
	<i>0,5</i>	<i>1,2</i>	<i>0,7</i>	<i>1,2</i>	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>2,2</i>	<i>3,4</i>
Secteur non commercial	155 484	156 343	156 446	156 506	157 692	157 667	155 550	157 078
	<i>-0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,0</i>	<i>2,2</i>	<i>1,0</i>
Secteur des TIC, total	56 801	58 853	59 395	60 088	62 033	62 467	57 076	60 996
	<i>1,1</i>	<i>3,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,2</i>	<i>3,2</i>	<i>0,7</i>	<i>3,8</i>	<i>6,9</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

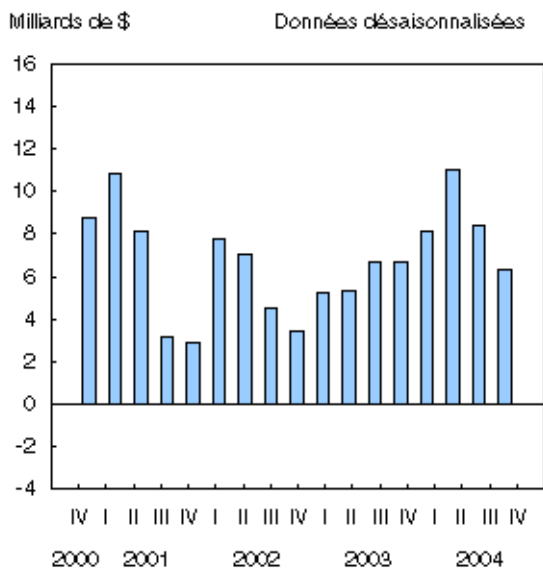
Balance des paiements internationaux

Quatrième trimestre de 2004

L'excédent du **compte courant** du Canada avec le reste du monde, en chiffres désaisonnalisés, a diminué de 2,1 milliards de dollars au quatrième trimestre pour s'établir à 6,3 milliards de dollars. Ce recul est le fait de la deuxième baisse trimestrielle consécutive de l'excédent au chapitre du commerce des biens ainsi que de l'accroissement du déficit au chapitre des revenus de placements. Pour l'année 2004, l'excédent du compte courant a atteint un record de 33,8 milliards de dollars, soit 10,0 milliards de dollars de plus qu'en 2003.

Pour le **compte capital et financier** (non désaisonné), l'actif international du Canada a progressé plus vite que son passif vis-à-vis de l'étranger. Il y eut une hausse modérée des actifs en investissements directs et une progression record des avoirs de portefeuille canadiens en obligations étrangères. Le passif du Canada avec le reste du monde a crû sous l'effet des achats étrangers d'actions et d'obligations de portefeuille.

Le surplus du compte courant de nouveau en baisse



À la fin du quatrième trimestre, le dollar canadien a fait un bond de près de 4 cents par rapport à la devise américaine, et a terminé l'année au-dessus de 83 cents US. Cependant, le dollar canadien a perdu du terrain par rapport à d'autres grandes devises au cours du trimestre.

Compte courant

Chute de l'excédent au chapitre des biens

L'excédent au chapitre du commerce des biens était de 15,5 milliards de dollars au quatrième trimestre, en baisse de 1,1 milliard de dollars par rapport au troisième trimestre. Les exportations ont diminué de 2,9 milliards de dollars, pour s'établir à 107,6 milliards de dollars. Le repli a touché toutes les grandes catégories de biens, sauf les produits énergétiques, où des hausses de prix ont engendré une augmentation.

Les importations ont reculé de 1,8 milliard de dollars et se sont établies à 92,1 milliards de dollars. Les prix de l'énergie ont aussi fait progresser la valeur des importations des produits énergétiques. Cependant, cette progression a été plus que contrebalancée par des baisses plus fortes pour les machines et l'équipement et les produits automobiles.

Pour l'année, le surplus des biens s'est élevé à 67,3 milliards de dollars, soit son plus haut niveau en trois ans. Soutenues par l'augmentation des valeurs du commerce des biens industriels, les exportations et les importations ont atteint des niveaux records. Si les deux tiers de l'augmentation pour les exportations sont venus des transactions avec les États-Unis, seulement la moitié de la variation des importations était liée à ce pays, ce qui confirme la part plus considérable des importations revenant à d'autres pays, comme la Chine.

Note aux lecteurs

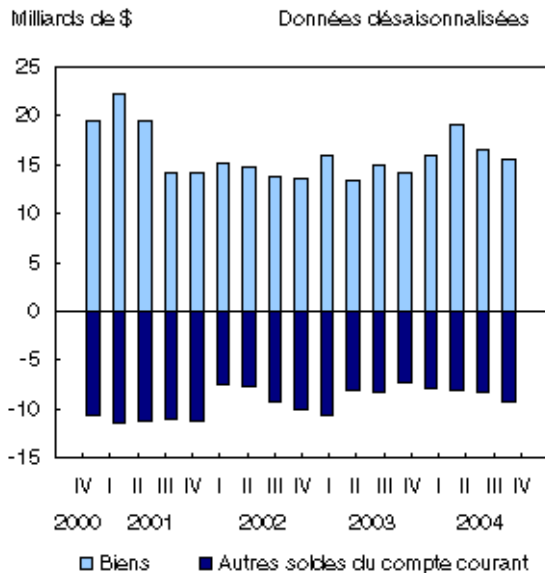
La **balance des paiements** retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents. Elle comprend le **compte courant** et le **compte capital et financier**.

Le **compte courant** couvre les transactions sur les biens, les services, les revenus découlant des placements, et les transferts courants. Les transactions telles les exportations et les revenus d'intérêt correspondent à des recettes alors que les importations et les versements d'intérêt correspondent à des paiements. Le solde de ces transactions détermine si le Canada enregistre un **surplus** ou un **déficit** au compte courant.

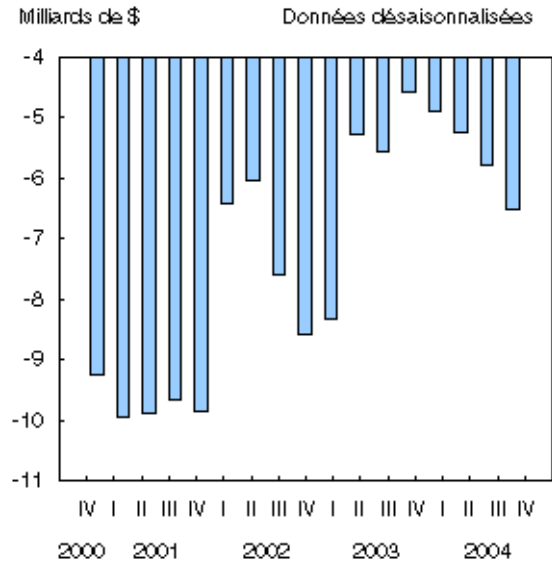
Le **compte capital et financier** porte principalement sur les transactions liées à des instruments financiers. L'actif et le passif financiers découlent des transactions avec les non-résidents sont présentés selon trois catégories fonctionnelles : les investissements directs, les investissements de portefeuille et tous les autres types d'investissement. Ces investissements appartiennent soit à des résidents canadiens (actif du Canada), soit à des étrangers (passif du Canada). Les transactions sont dites positives si elles représentent une entrée de capital et négatives si elles représentent une sortie de capital du Canada.

Un solde du compte courant en surplus ou en déficit doit correspondre à une sortie ou à une entrée de fonds équivalente au compte capital et financier. Autrement dit, l'addition des deux comptes doit donner zéro. En fait, les données étant compilées à partir d'une multitude de sources, les deux comptes de la balance des paiements s'égalisent rarement. La **divergence statistique** est l'entrée ou la sortie nette non observée qui vient combler cet écart.

Autant les biens que les intangibles contribuent à la baisse du surplus



Des profits d'opérations à l'étranger plus faibles entraînent une hausse du déficit des revenus



Baisse des bénéfices réalisés sur les investissements directs à l'étranger

Au quatrième trimestre, le déficit au chapitre des revenus de placements a augmenté pour un quatrième trimestre consécutif. Le changement est attribuable à la baisse des bénéfices que les Canadiens ont réalisés sur leurs investissements directs à l'étranger, après deux bons trimestres. Ces bénéfices réalisés ont diminué de 1,0 milliard de dollars lors de ce trimestre.

Les paiements sur les revenus de placements ont accusé un léger recul au quatrième trimestre, vu que les paiements effectués sur les obligations canadiennes détenues à l'étranger ont été moindres. Comme environ la moitié de ces obligations ont été émises en dollars américains, la progression appréciable du dollar canadien face au dollars US au cours des deux dernières années a amené une réduction de 1,0 milliard de dollars des intérêts payés pendant ce trimestre comparativement aux paiements à la fin de 2002.

Pour l'année, le déficit au chapitre des revenus de placements a été réduit de 1,3 milliard de dollars, les recettes ayant augmenté plus que les paiements. Seulement 3 ans après un déficit record, le déficit est tombé à son plus bas niveau depuis 1992. En 2004, les bénéfices réalisés à l'étranger par les Canadiens et les bénéfices sur les investissements directs étrangers au Canada ont augmenté considérablement par rapport à leurs niveaux de 2003.

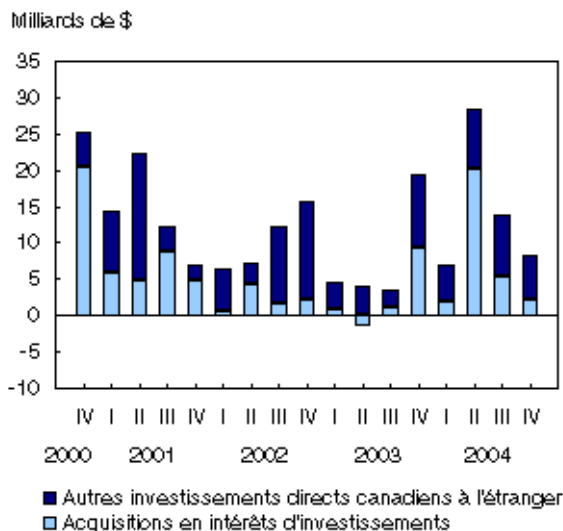
Déficit des services inchangé

Au quatrième trimestre, le déficit des services est demeuré inchangé à 2,6 milliards de dollars. Un déficit plus petit des services commerciaux a été annulé par un plus important déficit des voyages. La totalité de la variation dans les voyages est venue de l'accroissement des paiements. Au quatrième trimestre, le nombre de voyageurs qui ont passé au moins une nuit au Canada n'a à peu près pas changé, tandis que plus de Canadiens ont voyagé à l'étranger, surtout aux États-Unis.

Pour l'année, le déficit des services a crû de 0,3 milliard de dollars. Les voyages et les services commerciaux ont contribué à la progression.

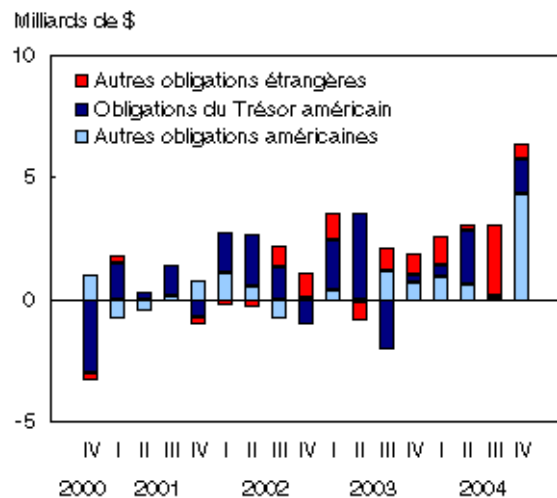
À 4,1 milliards de dollars, le déficit au chapitre des voyages en 2004 a dépassé celui de 2003 qui avait été le plus haut en neuf ans. Si l'accroissement du déficit en 2003 s'explique presque entièrement par une baisse des recettes, en 2004, la croissance des paiements a été supérieure au rebondissement des recettes. Malgré la vigueur du dollar canadien vis-à-vis du dollar américain, les voyageurs canadiens ont accru leurs dépenses près de deux fois vite pour les destinations hors États-Unis que pour leurs voyages aux États-Unis.

Les investissements directs à l'étranger ralentissent¹



1. Signes renversés de la balance des paiements.

Investissements records dans les obligations étrangères



1. Signes renversés de la balance des paiements.

Compte financier

Augmentation modérée des investissements directs à l'étranger

Les investisseurs directs canadiens ont injecté 8,3 milliards de dollars dans les économies étrangères au cours du trimestre, ce qui est nettement moindre qu'aux deux trimestres précédents. Pour 2004, cependant, les investissements directs à l'étranger ont atteint leur plus haut niveau en quatre ans. Le total annuel de 57,5 milliards de dollars a été réparti à peu près également entre les acquisitions et les augmentations du fonds de roulement des sociétés affiliées étrangères. Au niveau géographique, un peu plus de 70 % des investissements de l'année sont allés aux États-Unis alors que les quatre cinquièmes sont allés dans seulement deux grands groupes de branches d'activité : les finances et les assurances et l'énergie et les minéraux métalliques.

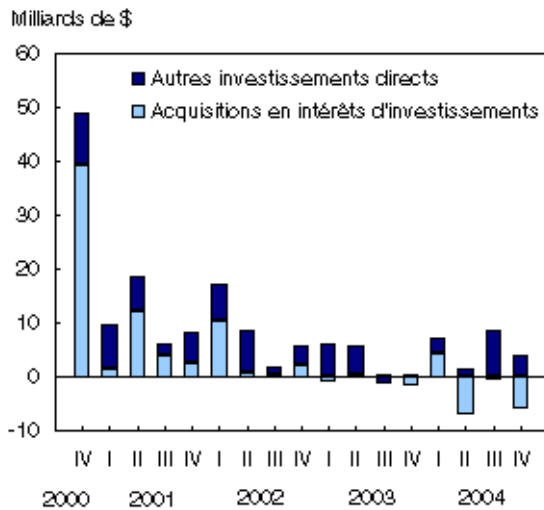
Envol des investissements en obligations étrangères

Les investissements canadiens en titres étrangers au cours du trimestre ont été entièrement sous forme d'obligations, comme pendant le plus clair de 2004. Pour l'année, plus de 90 % des 16,2 milliards de dollars que les Canadiens ont investis en titres étrangers l'ont été en obligations.

Les investisseurs canadiens n'ont jamais acheté autant d'obligations étrangères en un même trimestre. Sur les 6,4 milliards d'achats qu'ils ont faits au cours du trimestre, les deux tiers étaient des obligations de sociétés américaines, et le reste surtout des obligations du Trésor des États-Unis. L'investissement pour 2004 a été de loin le plus considérable jamais vu, doublant presque le sommet précédent atteint en 2003. L'investissement annuel de 15,1 milliards de dollars se répartissait à peu près également entre les obligations de sociétés américaines, les obligations d'outre-mer et les obligations du Trésor des États-Unis.

Entre-temps, la demande canadienne d'actions étrangères a été négligeable au quatrième trimestre. Elle a plafonné les investissements pour 2004 à 1,1 milliard de dollars, soit le plus faible niveau d'investissement en actions étrangères depuis le milieu des années 80. Ce faible investissement net masquait un changement de composition : les investisseurs canadiens ont acheté des actions américaines (7 milliards de dollars), mais se sont départis d'actions d'outre-mer (6 milliards de dollars).

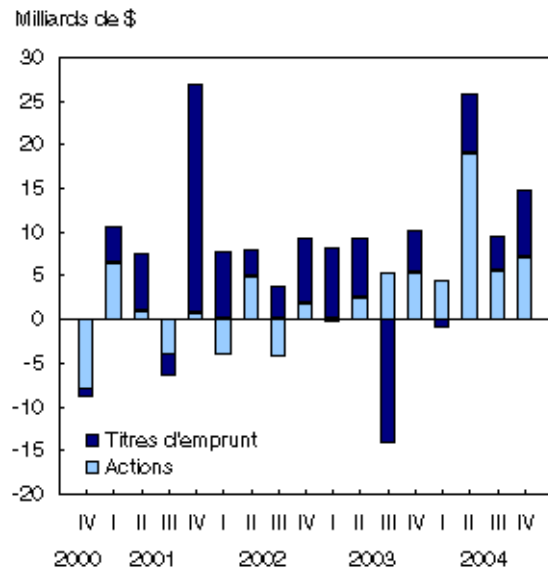
Le rapatriement d'actifs cause le recul de l'investissement direct étranger au Canada



Les Canadiens rapatrient des avoirs détenus par les investisseurs étrangers directs

Les acquisitions ont été négatives pour le quatrième des cinq derniers trimestres, ce qui a débouché sur une sortie nette d'investissements directs étrangers du Canada. On dit qu'il y a acquisition négative lorsque les Canadiens rachètent des sociétés canadiennes appartenant à des investisseurs étrangers. Les 1,8 milliard de dollars d'investissement négatif au cours du trimestre ont ramené le total annuel à un chiffre modeste de 8,5 milliards de dollars. Pour l'année 2004, la majeure partie de l'investissement est venu des bénéfices réinvestis. Sur le plan géographique, les investissements directs étrangers au Canada ont augmenté en provenance des investisseurs américains et asiatiques mais ont diminué en provenance de l'Union européenne. Deux grandes fusions internationales expliquent la réduction dans le cas de l'UE.

Les titres canadiens attirent les acheteurs étrangers



Solides investissements étrangers en titres canadiens

Les investisseurs de portefeuille étrangers ont augmenté leurs avoirs en titres canadiens de 14,8 milliards de dollars au cours du trimestre. Comme au troisième trimestre, les investisseurs étrangers ont acheté pour des montants égaux d'obligations et d'actions.

Les deux tiers des 7,3 milliards de dollars d'investissements en obligations canadiennes au cours du trimestre sont allés à des obligations de sociétés, soit un montant semblable à celui des deux trimestres précédents. L'autre tiers est allé aux obligations des gouvernements provinciaux et des entreprises fédérales. Il y a eu un désinvestissement étranger dans les obligations directes fédérales avec l'arrivée à échéance de plusieurs émissions en devises étrangères liées aux réserves officielles. Les investissements du trimestre provenaient essentiellement des États-Unis. Pour l'ensemble de l'année, les investisseurs étrangers ont pris 20,2 milliards de dollars d'obligations canadiennes, ce qui est beaucoup plus que les 7,0 milliards de dollars de 2003, mais seulement la moitié du sommet de 2001. À peu près tous les achats en 2004 ont été effectués par des investisseurs américains, tandis que, au niveau des devises, les investissements de l'année se répartissaient à peu près également entre émissions en dollars canadiens et émissions en dollars américains.

Le cours des actions a monté de plus de 6 % au quatrième trimestre, et les investisseurs étrangers ont acheté pour 7,1 milliards de dollars d'actions canadiennes. Au contraire des deuxième et troisième trimestres, où des événements spéciaux ont été les principaux déclencheurs des investissements étrangers, les achats au quatrième trimestre ont visé principalement des actions en circulation. Les achats au quatrième trimestre ont été effectués par des investisseurs américains et britanniques. Pour 2004, les 35,8 milliards de dollars constituaient un investissement record pour les investisseurs étrangers, et un peu plus de 40 % étaient attribuables aux opérations sur le marché secondaire. Plusieurs grands marchés conclus au cours de l'année étaient à l'origine de la souscription d'un niveau record de fonds sur les marchés des actions au Canada qui a attiré les investisseurs étrangers. L'année a également été témoin de la plus grande prise de contrôle d'une entreprise étrangère de l'histoire du Canada, une prise de contrôle qui a donné lieu à l'émission de nouvelles actions de trésorerie par l'entreprise canadienne.

Sur le marché des instruments à court terme, le mouvement en dents de scie des investissements s'est poursuivi, les investisseurs étrangers ayant acheté une petite quantité de 0,3 milliard de dollars de ces instruments. Tout au long de 2004, les investisseurs étrangers ont continué de vendre de leurs avoirs en instruments du marché monétaire, ce qui a amené une réduction globale de 2,7 milliards de dollars pour l'année. Chaque secteur autre que les entreprises publiques fédérales a connu un repli. Bien que les taux à court terme soient demeurés relativement stables tout au long de l'année au Canada, aux États-Unis, ils ont connu une augmentation marquée par rapport à leur creux historique de janvier 2004. Cela a fait que l'écart de taux entre les deux pays, tout en continuant de favoriser l'investissement au Canada, est tombé à 0,28 % en décembre, son plus bas niveau en trois ans.

Autres investissements

Comme au troisième trimestre, les opérations nettes au compte des autres investissements ont amené une sortie de capitaux en raison d'une réduction du passif au titre des autres investissements. L'ensemble du passif a été réduit, surtout par les dépôts en devises étrangères entre les banques canadiennes et leurs sociétés affiliées étrangères.

Du côté de l'actif au bilan, une forte augmentation de l'actif-dépôts, surtout en devises étrangères entre banques liées, a été plus que contrebalancée par des réductions dans les trois autres catégories d'actif. Plus particulièrement, il y a eu des réductions considérables des prêts avec convention de rachat et la plus forte diminution trimestrielle des réserves internationales du Canada depuis dix ans.

Le dollar canadien a continué de s'apprécier considérablement par rapport à la devise américaine au quatrième trimestre, ce qui en a porté la progression pour 2004 à près de 8 %, terminant l'année à 83,19 cents US. C'était la troisième hausse annuelle du dollar canadien par rapport à sa contrepartie américaine. Bien que le dollar canadien ait perdu du terrain face à toutes les autres grandes devises au quatrième trimestre, il y a eu peu de variation par rapport à l'euro, à la livre et au franc suisse en 2004.

Balance des paiements

	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	2003	2004
données non désaisonnalisées, millions de dollars								
Compte courant								
Recettes								
Biens et services	112 766	112 425	115 279	129 876	125 958	121 504	459 974	492 618
Biens	95 292	98 493	101 576	114 213	107 480	107 011	400 010	430 279
Services	17 475	13 932	13 703	15 663	18 479	14 494	59 964	62 338
Revenus de placements	8 354	9 122	8 896	10 761	10 140	9 101	32 700	38 897
Investissements directs	4 348	5 239	4 981	6 528	5 809	4 707	16 455	22 025
Investissements de portefeuille	2 353	2 243	2 200	2 297	2 300	2 360	9 321	9 157
Autres investissements	1 654	1 640	1 715	1 935	2 031	2 034	6 923	7 715
Transferts courants	1 490	1 820	2 007	1 605	1 594	1 814	6 714	7 019
Recettes du compte courant	122 611	123 367	126 182	142 241	137 692	132 419	499 388	538 533
Paiements								
Biens et services	98 449	101 037	103 354	114 379	109 905	108 842	412 688	436 481
Biens	80 420	83 643	84 716	95 812	91 280	91 143	341 833	362 952
Services	18 029	17 393	18 638	18 567	18 625	17 699	70 855	73 529
Revenus de placements	13 483	13 387	14 754	15 747	15 345	15 488	56 443	61 335
Investissements directs	4 896	4 774	5 901	7 206	6 768	6 893	20 884	26 766
Investissements de portefeuille	7 129	6 893	6 843	6 919	6 897	6 685	28 755	27 344
Autres investissements	1 458	1 719	2 011	1 623	1 911	1 911	6 804	7 225
Transferts courants	1 475	1 520	2 171	1 442	1 529	1 752	6 440	6 894
Paiements du compte courant	113 407	115 943	120 279	131 568	126 780	126 083	475 570	504 710
Soldes								
Biens et services	14 318	11 388	11 925	15 496	16 053	12 663	47 287	56 137
Biens	14 872	14 850	16 860	18 401	16 200	15 868	58 177	67 328
Services	-554	-3 462	-4 936	-2 904	-146	-3 205	-10 891	-11 191
Revenus de placements	-5 129	-4 265	-5 858	-4 986	-5 205	-6 388	-23 743	-22 438
Investissements directs	-548	464	-919	-677	-959	-2 186	-4 429	-4 741
Investissements de portefeuille	-4 777	-4 650	-4 643	-4 622	-4 597	-4 325	-19 433	-18 186
Autres investissements	196	-80	-296	313	350	123	119	490
Transferts courants	14	301	-164	163	64	62	274	125
Solde du compte courant	9 204	7 424	5 902	10 673	10 912	6 336	23 818	33 824
Compte capital et financier[1]								
Compte capital	1 067	917	933	1 209	1 118	1 155	3 968	4 415
Compte financier	-6 456	-8 775	-9 653	-8 554	-7 157	-3 500	-24 694	-28 862
Actif du Canada, flux nets								
Investissements directs canadiens à l'étranger	-3 510	-19 258	-6 953	-28 262	-13 948	-8 291	-30 191	-57 453
Investissements de portefeuille	-2 812	-5 154	-2 449	-4 555	-3 473	-5 697	-12 519	-16 174
Obligations étrangères	-5	-1 901	-2 612	-3 057	-3 030	-6 402	-8 071	-15 102
Actions étrangères	-2 807	-3 253	163	-1 498	-443	705	-4 449	-1 073
Autres investissements	2 227	-8 046	-652	-13 425	2 262	3 766	-25 401	-8 049
Prêts	6 256	2 627	-848	-2 187	490	4 479	6 171	1 935
Dépôts	292	-9 205	-1 508	-6 402	6 572	-7 189	-23 234	-8 528
Réserves internationales	4	1 749	-236	243	-517	3 937	4 693	3 427
Autres actifs	-4 325	-3 217	1 939	-5 079	-4 282	2 539	-13 030	-4 882
Total de l'actif du Canada, flux nets	-4 095	-32 459	-10 054	-46 242	-15 158	-10 222	-68 111	-81 677
Passif du Canada, flux nets								
Investissements directs étrangers au Canada	-863	-827	7 166	-5 093	8 235	-1 761	9 222	8 548
Investissements de portefeuille	-8 820	10 130	3 201	25 839	9 417	14 752	18 469	53 208
Obligations canadiennes	-12 240	3 947	1 622	5 085	6 103	7 346	7 000	20 156
Actions canadiennes	5 394	5 227	4 351	18 914	5 450	7 056	12 931	35 771
Effets du marché monétaire canadien	-1 975	956	-2 772	1 841	-2 136	349	-1 461	-2 719
Autres investissements	7 323	14 380	-9 965	16 942	-9 651	-6 268	15 726	-8 942
Emprunts	-264	4 472	1 010	3 540	-7 237	-1 535	1 741	-4 222
Dépôts	7 525	10 131	-10 519	14 714	-1 095	-3 666	18 265	-566
Autres passifs	61	-223	-457	-1 312	-1 319	-1 066	-4 280	-4 154
Total du passif du Canada, flux nets	-2 361	23 683	402	37 688	8 001	6 723	43 417	52 814
Total du compte capital et financier, flux nets	-5 389	-7 859	-8 720	-7 344	-6 039	-2 344	-20 725	-24 447
Divergence statistique	-3 814	434	2 817	-3 329	-4 873	-3 992	-3 092	-9 376

1 Un signe négatif (-) indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

Compte courant

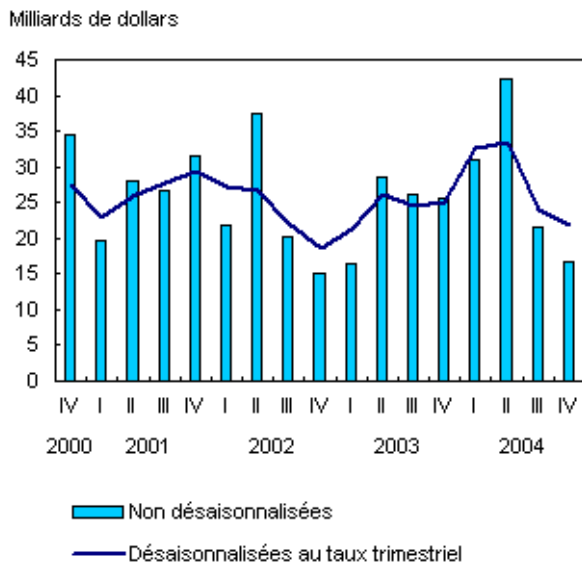
	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	2003	2004
données désaisonnalisées au taux trimestriel, millions de dollars								
Recettes								
Biens et services	112 786	112 635	116 489	126 538	126 157	123 434	459 974	492 618
Biens	98 030	97 545	101 312	110 803	110 534	107 631	400 010	430 280
Services	14 757	15 090	15 177	15 735	15 623	15 803	59 964	62 338
Voyages	3 552	3 732	4 024	4 174	4 187	4 171	14 746	16 557
Transports	2 517	2 637	2 779	3 027	3 055	2 996	10 285	11 857
Services commerciaux	8 338	8 372	8 015	8 144	7 989	8 236	33 551	32 384
Services gouvernementaux	349	350	359	390	391	399	1 382	1 540
Revenus de placements	8 362	9 068	9 025	10 590	10 059	9 223	32 700	38 897
Investissements directs	4 398	5 131	5 060	6 431	5 754	4 780	16 455	22 025
Intérêts	185	175	137	148	149	146	748	580
Bénéfices	4 213	4 956	4 922	6 283	5 605	4 634	15 707	21 445
Investissements de portefeuille	2 327	2 315	2 221	2 250	2 290	2 396	9 321	9 157
Intérêts	463	480	473	545	555	614	1 814	2 187
Dividendes	1 864	1 836	1 748	1 705	1 736	1 782	7 508	6 970
Autres investissements	1 637	1 622	1 744	1 909	2 014	2 047	6 923	7 715
Transferts courants	1 651	1 706	1 750	1 785	1 785	1 698	6 714	7 019
Privé	651	632	695	642	704	621	2 558	2 662
Officiel	1 000	1 073	1 055	1 143	1 081	1 077	4 156	4 357
Total des recettes	122 799	123 409	127 264	138 914	138 001	134 355	499 388	538 533
Paiements								
Biens et services	100 644	101 505	103 576	110 291	112 127	110 487	412 688	436 481
Biens	83 143	83 469	85 302	91 628	93 929	92 092	341 833	362 952
Services	17 501	18 035	18 274	18 664	18 198	18 394	70 855	73 529
Voyages	4 590	5 002	5 184	5 285	5 020	5 214	18 608	20 703
Transports	3 603	3 592	3 759	3 999	4 055	3 961	14 225	15 774
Services commerciaux	9 082	9 213	9 101	9 149	8 894	8 990	37 119	36 133
Services gouvernementaux	226	228	230	230	229	230	903	919
Revenus de placements	13 913	13 641	13 922	15 840	15 848	15 726	56 443	61 335
Investissements directs	5 174	5 039	5 382	7 117	7 103	7 164	20 884	26 766
Intérêts	474	475	561	567	571	567	1 862	2 267
Bénéfices	4 700	4 564	4 820	6 550	6 532	6 597	19 022	24 500
Investissements de portefeuille	7 147	6 942	6 803	6 935	6 911	6 694	28 755	27 344
Intérêts	6 429	6 189	6 156	6 225	6 199	5 998	25 849	24 578
Dividendes	718	753	647	710	712	696	2 905	2 765
Autres investissements	1 592	1 660	1 737	1 788	1 834	1 867	6 804	7 225
Transferts courants	1 606	1 601	1 623	1 760	1 671	1 840	6 440	6 894
Privé	902	925	943	988	974	998	3 607	3 903
Officiel	704	676	681	773	696	842	2 833	2 991
Total des paiements	116 163	116 747	119 121	127 892	129 645	128 052	475 570	504 710
Soldes								
Biens et services	12 142	11 130	12 913	16 247	14 029	12 948	47 287	56 137
Biens	14 887	14 075	16 010	19 175	16 604	15 539	58 177	67 328
Services	-2 744	-2 945	-3 097	-2 929	-2 575	-2 591	-10 891	-11 191
Voyages	-1 038	-1 271	-1 160	-1 112	-832	-1 043	-3 862	-4 147
Transports	-1 086	-955	-980	-972	-1 000	-965	-3 940	-3 917
Services commerciaux	-744	-841	-1 086	-1 005	-904	-753	-3 567	-3 749
Services gouvernementaux	123	121	130	160	162	170	479	622
Revenus de placements	-5 551	-4 572	-4 897	-5 250	-5 789	-6 502	-23 743	-22 438
Investissements directs	-776	92	-322	-686	-1 349	-2 384	-4 429	-4 741
Intérêts	-289	-300	-424	-419	-422	-421	-1 114	-1 686
Bénéfices	-487	392	102	-267	-927	-1 963	-3 315	-3 055
Investissements de portefeuille	-4 820	-4 626	-4 582	-4 685	-4 621	-4 298	-19 433	-18 186
Intérêts	-5 966	-5 709	-5 683	-5 680	-5 644	-5 384	-24 036	-22 391
Dividendes	1 146	1 083	1 101	995	1 023	1 086	4 602	4 205
Autres investissements	45	-38	7	122	181	180	119	490
Transferts courants	45	104	127	25	115	-142	274	125
Privé	-251	-293	-247	-346	-270	-378	-1 049	-1 241
Officiel	296	397	374	371	385	235	1 323	1 366
Compte courant	6 636	6 662	8 143	11 022	8 355	6 303	23 818	33 824

Flux financiers

Quatrième trimestre de 2004

La demande globale de crédit des secteurs non financiers intérieurs a diminué tandis que l'emprunt des ménages a augmenté, la demande d'hypothèques étant demeurée forte. Au quatrième trimestre de 2004, le financement total des secteurs non financiers intérieurs obtenu sur les marchés de crédit représentait 89,4 milliards de dollars selon les données désaisonnalisées au taux annuel et 22,4 milliards de dollars au taux trimestriel. La demande de fonds dans les secteurs privé et public a baissé pour le deuxième trimestre d'affilée. Au cours de la même période, la part du financement total des ménages a augmenté.

Le financement total des secteurs non financiers intérieurs, en baisse



Durant le trimestre, le marché financier s'est caractérisé notamment par un resserrement des conditions monétaires, une augmentation des taux d'intérêt à court terme, une baisse générale des taux d'intérêt à long terme, le raffermissement du dollar canadien et une meilleure performance du marché boursier, les prix des actions ayant augmenté pour le deuxième trimestre d'affilée.

La demande hypothécaire des ménages augmente

L'épargne personnelle a reculé à mesure que l'investissement en biens immobiliers résidentiels et l'emprunt ont continué de progresser, et que l'investissement en actifs financiers poursuivait sa tendance à la baisse. L'emprunt des ménages a été alimenté par la demande soutenue au titre des crédits hypothécaires, reflétant la vigueur constante du marché immobilier et la baisse du taux hypothécaire pour cinq ans.

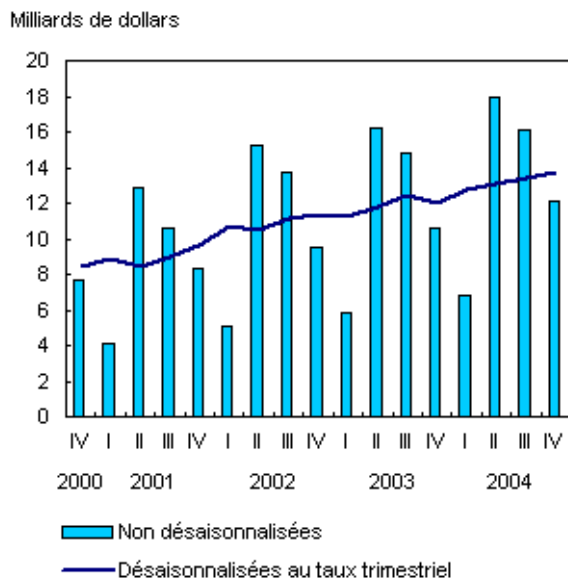
Le crédit à la consommation des ménages est demeuré élevé en raison de la forte demande de biens durables et d'une augmentation des dépenses personnelles au titre des biens non durables et des services. La dette totale des ménages, incluant les hypothèques et le crédit à la consommation, a augmenté plus rapidement que le revenu personnel disponible, entraînant une augmentation du ratio d'endettement, qui est passé de 105,1 pour 100 au troisième trimestre à 105,8 pour 100 au quatrième. Toutefois, l'effet de cette augmentation sur le service de la dette a été atténué par une réduction des taux hypothécaires.

Note aux lecteurs

Les *Comptes des flux financiers* (CFF) mesurent les prêts et les emprunts nets en examinant les opérations financières par secteur de l'économie. Les CFF mesure l'investissement financier net qui correspond à la différence entre les actifs financiers et les passifs financiers (p. ex. les achats nets moins les émissions nettes de titres).

Les nouveaux tableaux présentent des données des opérations financières par secteur et illustrent le flux des fonds selon les instruments financiers. Ces tableaux montrent également le lien entre les activités financières et non financières de l'économie qui associent les estimations d'épargne et de formation d'actifs non financiers (p. ex. l'investissement en construction résidentielle neuve) aux opérations financières sous-jacentes.

Les ménages empruntent plus

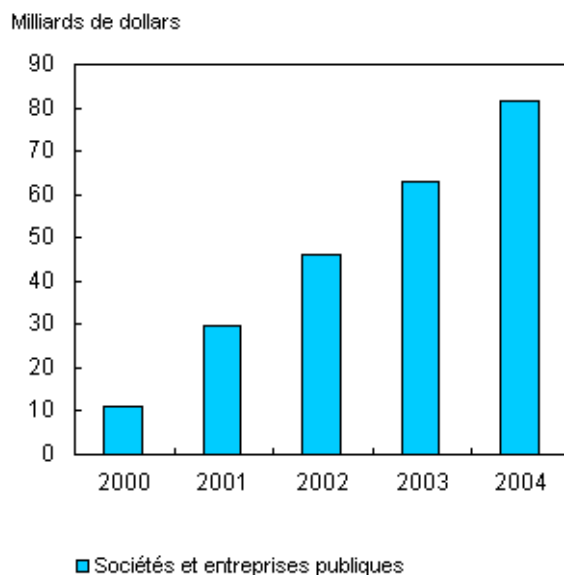


Les sociétés accumulent des excédents pendant l'année

Au quatrième trimestre, la demande de fonds des sociétés privées non financières s'est encore affaiblie, passant de 44,7 milliards de dollars au troisième trimestre à 36,0 milliards au quatrième (respectivement 10,8 et 7,4 milliards de dollars, calculés au taux trimestriel). Les émissions d'actions ont augmenté proportionnellement à leur cours, mais l'emprunt global a baissé. L'excédent global des sociétés a fléchi au cours du trimestre à mesure que l'investissement des entreprises en usines et matériel s'accroissait.

Néanmoins, pour l'ensemble de l'année, l'excédent était fortement à la hausse, les bénéfices non répartis des sociétés ayant continué d'afficher des gains considérables. Les prêts annuels nets du secteur des sociétés ont augmenté de près de 20 milliards de dollars pour la deuxième année d'affilée, dépassant ainsi les 80 milliards de dollars. En effet, les sociétés ont adopté une approche modérée à l'égard de l'investissement en capital tout en raffermissant leurs bilans.

Les sociétés toujours en situation de surplus



L'emprunt de l'ensemble des administrations publiques diminue

L'emprunt de l'administration fédérale a baissé pour le deuxième trimestre d'affilée en raison de l'augmentation de l'excédent affiché au quatrième trimestre. Les emprunts-obligations de l'administration fédérale ont enregistré une forte baisse, ce qui traduit l'accroissement de l'excédent. Toutefois, les besoins financiers des autres paliers d'administration ont continué d'augmenter au quatrième trimestre. Le secteur des administrations provinciales a contracté une importante dette à long terme sous forme d'obligations provinciales, qui a été légèrement compensée par une baisse de la dette à court terme.

Tableau sommaire du marché financier

	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	2003	2004
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
Financement:								
Particuliers et entreprises individuelles	52 664	49 908	55 076	53 684	55 736	56 640	50 251	55 284
Crédit à la consommation	18 972	17 056	18 624	18 816	19 504	20 072	17 639	19 254
Emprunts bancaires	1 324	692	1 956	436	504	532	1 181	857
Autres emprunts	1 520	1 152	2 128	1 128	1 536	1 268	1 552	1 515
Hypothèques	30 848	31 008	32 368	33 304	34 192	34 768	29 879	33 658
Sociétés privées non financières	37 164	62 892	71 552	67 144	44 716	35 988	40 624	54 850
Emprunts bancaires	2 520	-736	9 800	8 088	7 444	6 784	-894	8 029
Autres emprunts	-5 848	204	-3 652	-2 120	-5 712	-5 244	-3 354	-4 182
Autres effets à court terme	-6 068	-15 200	3 616	1 536	-3 660	4 912	-10 084	1 601
Hypothèques	5 980	5 672	5 960	6 504	6 744	6 784	4 972	6 498
Obligations	7 776	28 064	20 376	20 040	20 572	3 272	18 513	16 065
Actions	32 804	44 888	35 452	33 096	19 328	19 480	31 471	26 839
Entreprises publiques non financières	-4 320	-5 844	-5 200	1 224	1 096	-272	-780	-788
Emprunts bancaires	-1 128	748	-616	-120	132	404	344	-50
Autres emprunts	-368	-1 220	-2 428	1 664	1 696	148	2 197	270
Autres effets à court terme	-1 940	-4 616	-3 144	2 276	-908	-2 144	-1 703	-980
Hypothèques	-4	-4	-8	0	-4	-4	-6	-4
Obligations	-864	-736	1 004	-2 628	192	1 336	-1 589	-24
Actions	-16	-16	-8	32	-12	-12	-23	0
Administration fédérale	2 036	-9 772	-10 728	-15 344	-21 672	-26 740	-1 567	-18 621
Emprunts bancaires	112	108	224	108	116	112	106	140
Autres emprunts	-4	8	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	14 232	9 464	-5 296	3 188	-688	2 676	12 231	-30
Obligations d'épargne du Canada	-1 544	-1 392	-892	-828	-1 352	-2 700	-1 290	-1 443
Autres obligations	-10 760	-17 960	-4 764	-17 812	-19 748	-26 828	-12 614	-17 288
Autres paliers d'administration publique	10 700	2 768	4 196	38 016	17 804	23 812	8 407	20 957
Emprunts bancaires	-304	752	-1 328	-144	-740	204	265	-502
Autres emprunts	824	532	1 732	416	1 308	892	630	1 087
Autres effets à court terme	-5 644	2 624	-27 524	28 372	-5 428	-3 672	-1 013	-2 063
Hypothèques	-76	28	24	-12	-32	-8	-13	-7
Obligations provinciales	13 996	-568	28 768	6 940	21 332	25 120	7 702	20 540
Obligations municipales	1 872	-608	2 496	2 420	1 340	1 256	813	1 878
Autres obligations	32	8	28	24	24	20	23	24
Financement total des secteurs non financiers intérieurs	98 244	99 952	114 896	144 724	97 680	89 428	96 935	111 682
Crédit à la consommation	18 972	17 056	18 624	18 816	19 504	20 072	17 639	19 254
Emprunts bancaires	2 524	1 564	10 036	8 368	7 456	8 036	1 002	8 474
Autres emprunts	-3 876	676	-2 220	1 088	-1 172	-2 936	1 025	-1 310
Effets à court terme, Canada	14 232	9 464	-5 296	3 188	-688	2 676	12 231	-30
Autres effets à court terme	-13 652	-17 192	-27 052	32 184	-9 996	-904	-12 800	-1 442
Hypothèques	36 748	36 704	38 344	39 796	40 900	41 540	34 832	40 145
Obligations	10 508	6 808	47 016	8 156	22 360	1 476	11 558	19 752
Actions	32 788	44 872	35 444	33 128	19 316	19 468	31 448	26 839

Comptes sectoriels - particuliers et entreprises individuelles

	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	2003	2004
Données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
Revenus	927 432	933 732	946 492	958 696	967 320	977 008	924 608	962 379
	0,8	0,7	1,4	1,3	0,9	1,0	3,0	4,1
Rémunération des salariés	614 552	620 840	627 808	636 296	642 160	649 208	613 718	638 868
	0,7	1,0	1,1	1,4	0,9	1,1	3,5	4,1
Revenu net des entreprises individuelles[1]	78 160	79 232	80 936	82 540	83 400	83 976	78 076	82 713
	0,6	1,4	2,2	2,0	1,0	0,7	4,5	5,9
Intérêts, dividendes et revenus divers de placements	105 568	104 012	106 192	107 616	107 428	107 916	104 409	107 288
	1,5	-1,5	2,1	1,3	-0,2	0,5	-1,2	2,8
En provenance des administrations publiques	125 084	125 636	127 308	128 236	130 096	132 028	124 492	129 417
	0,6	0,4	1,3	0,7	1,5	1,5	2,9	4,0
En provenance des sociétés	1 464	1 488	1 464	1 440	1 420	1 396	1 358	1 430
	8,6	1,6	-1,6	-1,6	-1,4	-1,7	6,4	5,3
En provenance des non-résidents	2 604	2 524	2 784	2 568	2 816	2 484	2 555	2 663
	10,7	-3,1	10,3	-7,8	9,7	-11,8	-0,4	4,2
Dépenses	922 392	924 504	941 848	953 148	965 320	976 996	914 441	959 328
	1,8	0,2	1,9	1,2	1,3	1,2	4,4	4,9
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	694 632	695 324	709 468	718 180	726 584	736 292	688 707	722 631
	1,5	0,1	2,0	1,2	1,2	1,3	4,8	4,9
Aux administrations publiques	212 884	214 228	217 152	219 412	223 204	224 828	211 060	221 149
	2,7	0,6	1,4	1,0	1,7	0,7	2,9	4,8
Aux sociétés	12 232	12 284	12 500	12 776	12 712	12 984	12 054	12 743
	2,5	0,4	1,8	2,2	-0,5	2,1	10,8	5,7
Aux non-résidents	2 644	2 668	2 728	2 780	2 820	2 892	2 620	2 805
	5,6	0,9	2,2	1,9	1,4	2,6	6,4	7,1
Épargne	5 040	9 228	4 644	5 548	2 000	12	10 167	3 051
	-64,6	83,1	-49,7	19,5	-64,0	-99,4	-53,9	-70,0
Revenu disponible[2]	714 548	719 504	729 340	739 284	744 116	752 180	713 548	741 230
	0,2	0,7	1,4	1,4	0,7	1,1	3,0	3,9
Taux d'épargne	0,7	1,3	0,6	0,8	0,3	0,0	1,4	0,4

Épargne brute et transferts de capitaux	42 840	46 428	43 080	45 432	42 452	40 912	47 172	42 969
	-15,6	8,4	-7,2	5,5	-6,6	-3,6	-18,2	-8,9
Épargne	5 040	9 228	4 644	5 548	2 000	12	10 167	3 051
	-64,6	83,1	-49,7	19,5	-64,0	-99,4	-53,9	-70,0
Provisions pour consommation de capital	36 436	36 816	37 456	38 268	38 868	39 568	36 144	38 540
	1,5	1,0	1,7	2,2	1,6	1,8	6,0	6,6
Transferts nets de capitaux	1 364	384	980	1 616	1 584	1 332	861	1 378
	105,4	-71,8	155,2	64,9	-2,0	-15,9	-42,8	60,0
Moins: Acquisition de capital non financier	91 324	95 240	99 552	102 420	104 308	105 860	90 789	103 035
	1,6	4,3	4,5	2,9	1,8	1,5	15,5	13,5
Prêt net	-48 484	-48 812	-56 472	-56 988	-61 856	-64 948	-43 617	-60 066

Transactions: actifs financiers	3 888	-3 528	-13 444	12 268	-1 384	-11 568	6 641	-3 532

Argent et dépôts	38 544	16 572	55 264	19 816	28 272	10 248	26 063	28 400

Titres de dette canadiens	10 032	-11 404	-20 748	5 640	-1 224	7 012	-3 666	-2 330

Actions de sociétés et fonds mutuels	6 172	10 360	-4 888	8 764	3 104	3 252	6 377	2 558

Assurance-vie et rentes	34 468	37 368	40 208	38 160	36 044	28 284	24 138	35 674

Autres actifs financiers	-85 328	-56 424	-83 280	-60 112	-67 580	-60 364	-46 271	-67 834

Transactions: passif	52 736	48 096	58 468	57 588	56 000	54 072	50 776	56 532

Crédit à la consommation	18 972	17 056	18 624	18 816	19 504	20 072	17 639	19 254

Emprunts bancaires et autres emprunts	2 844	1 844	4 084	1 564	2 040	1 800	2 733	2 372

Hypothèques	30 848	31 008	32 368	33 304	34 192	34 768	29 879	33 658

Comptes à payer	72	-1 812	3 392	3 904	264	-2 568	525	1 248

Investissement financier net	-48 848	-51 624	-71 912	-45 320	-57 384	-65 640	-44 135	-60 064

Divergence du secteur	364	2 812	15 440	-11 668	-4 472	692	518	-2

1 Somme du revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris.

2 Revenu total moins transferts courants aux administrations publiques.

Comptes sectoriels - sociétés et entreprises publiques: total

	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	2003	2004
Données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
Revenus	294 752	299 084	307 676	324 848	333 884	340 044	297 874	326 613
	0,5	1,5	2,9	5,6	2,8	1,8	9,5	9,6
Bénéfices des sociétés avant impôts	148 916	154 064	165 904	179 348	182 064	184 740	151 210	178 014
	4,7	3,5	7,7	8,1	1,5	1,5	10,0	17,7
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	10 544	11 552	11 820	11 472	12 036	12 100	11 643	11 857
	-0,5	9,6	2,3	-2,9	4,9	0,5	1,4	1,8
Ajustement de la valeur des stocks	2 832	2 428	-2 920	-4 960	940	4 312	4 876	-657

Intérêts, dividendes et recettes diverses[1]	66 312	64 568	66 156	72 936	73 184	72 932	64 114	71 302
	4,0	-2,6	2,5	10,2	0,3	-0,3	6,9	11,2
Intérêts sur la dette de consommation	12 232	12 284	12 500	12 776	12 712	12 984	12 054	12 743
	2,5	0,4	1,8	2,2	-0,5	2,1	10,8	5,7
Intérêts sur la dette publique[2]	53 916	54 188	54 216	53 276	52 948	52 976	53 977	53 354
	0,3	0,5	0,1	-1,7	-0,6	0,1	-1,9	-1,2
Dépenses	218 580	220 152	220 568	232 312	233 888	239 856	218 699	231 656
	-0,3	0,7	0,2	5,3	0,7	2,6	4,2	5,9
Intérêts, dividendes et paiements divers	171 652	172 936	170 920	178 340	178 960	183 720	172 460	177 985
	-2,1	0,7	-1,2	4,3	0,3	2,7	1,2	3,2
Impôts directs	45 152	45 368	47 920	52 148	53 212	54 444	44 555	51 931
	7,0	0,5	5,6	8,8	2,0	2,3	17,4	16,6
Autres transferts courants	1 776	1 848	1 728	1 824	1 716	1 692	1 684	1 740
	3,7	4,1	-6,5	5,6	-5,9	-1,4	8,1	3,3
Épargne	76 172	78 932	87 108	92 536	99 996	100 188	79 175	94 957
	2,9	3,6	10,4	6,2	8,1	0,2	27,7	19,9
Épargne brute et transferts de capitaux	184 264	188 096	198 680	206 240	217 552	217 128	185 921	209 900
	2,6	2,1	5,6	3,8	5,5	-0,2	12,9	12,9
Épargne	76 172	78 932	87 108	92 536	99 996	100 188	79 175	94 957
	2,9	3,6	10,4	6,2	8,1	0,2	27,7	19,9
Provisions pour consommation de capital	106 176	107 704	109 176	111 340	112 856	114 468	105 472	111 960
	1,5	1,4	1,4	2,0	1,4	1,4	5,3	6,2
Transferts nets de capitaux	1 916	1 460	2 396	2 364	4 700	2 472	1 274	2 983
	132,5	-23,8	64,1	-1,3	98,8	-47,4	-47,4	134,1
Moins: Acquisition de capital non financier	114 760	122 896	114 736	119 728	137 336	142 352	122 748	128 538
	-6,6	7,1	-6,6	4,4	14,7	3,7	3,4	4,7
Prêt net	69 504	65 200	83 944	86 512	80 216	74 776	63 173	81 362

Transactions: actifs financiers	213 692	300 380	362 720	390 780	300 240	239 968	202 029	323 427

<i>Dont:</i>								
Crédit à la consommation	18 972	17 056	18 624	18 816	19 504	20 072	17 639	19 254

Prêts bancaires et autres prêts	-8 668	-3 976	25 272	30 528	24 024	17 856	462	24 420

Hypothèques	38 456	39 556	42 208	46 932	43 468	45 672	36 849	44 570

Effets à court terme	-9 456	-6 660	-8 436	13 908	-9 448	-7 040	-2 443	-2 754

Obligations	65 912	34 636	84 844	-168	15 720	-12 596	26 814	21 950

Actions	-6 052	44 880	24 468	31 584	37 768	11 440	2 644	26 315

Investissements étrangers	33 816	23 808	3 480	21 904	22 616	3 032	21 606	12 758

Transactions: passif	156 012	225 920	272 284	318 880	226 984	181 888	139 550	250 009

<i>Dont:</i>								
Argent et dépôts	54 328	75 676	77 532	105 764	81 076	72 916	49 775	84 322

Emprunts bancaires et autres emprunts	-13 688	-2 872	11 904	13 136	2 268	7 084	-5 501	8 598

Effets à court terme	-13 972	-25 628	8 080	8 856	-4 140	5 508	-12 876	4 576

Obligations	43 684	54 104	44 416	36 936	50 608	23 680	37 507	38 910

Actions	55 508	55 296	56 548	68 408	38 336	17 132	37 257	45 106

Assurance-vie et rentes	29 204	35 548	37 688	33 196	31 996	27 068	22 577	32 487

Investissement financier net	57 680	74 460	90 436	71 900	73 256	58 080	62 479	73 418

Divergence du secteur	11 824	-9 260	-6 492	14 612	6 960	16 696	694	7 944

1 Comprend les intérêts et les dividendes reçus des non-résidents.

2 L'intérêt sur la dette publique passe par le secteur des sociétés aux autres secteurs de l'économie en raison d'un manque d'information sur l'offre et l'emploi des titres de dette des administrations.

Comptes sectoriels - administrations publiques

	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	2003	2004
Données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
Revenus	500 540	504 316	510 868	521 456	529 500	535 768	497 430	524 398
	1,9	0,8	1,3	2,1	1,5	1,2	5,2	5,4
Impôts sur revenus	192 232	193 140	198 068	204 792	209 228	211 632	190 198	205 930
	4,0	0,5	2,6	3,4	2,2	1,1	4,6	8,3
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	60 532	61 280	61 624	61 816	61 908	62 316	60 302	61 916
	1,3	1,2	0,6	0,3	0,1	0,7	6,0	2,7
Impôts sur production et importations	159 832	161 684	162 856	165 200	167 088	169 104	158 623	166 062
	1,8	1,2	0,7	1,4	1,1	1,2	4,3	4,7
Autres transferts courants en provenance des particuliers	9 268	9 472	9 604	9 524	9 604	9 632	9 269	9 591
	0,6	2,2	1,4	-0,8	0,8	0,3	4,8	3,5
Revenus de placements	41 592	41 888	41 104	42 132	43 576	44 952	42 522	42 941
	-5,8	0,7	-1,9	2,5	3,4	3,2	12,5	1,0
Ventes de biens et services[1]	37 084	36 852	37 612	37 992	38 096	38 132	36 516	37 958
	2,5	-0,6	2,1	1,0	0,3	0,1	3,2	3,9
Dépenses	484 032	488 088	494 568	496 224	498 980	504 680	482 907	498 613
	0,1	0,8	1,3	0,3	0,6	1,1	4,3	3,3
Dépenses courantes brutes en biens et services[1]	275 896	280 012	283 788	286 960	288 736	291 432	274 227	287 729
	1,2	1,5	1,3	1,1	0,6	0,9	5,9	4,9
Transferts courants	143 720	144 096	147 044	146 648	148 196	151 508	143 956	148 349
	-1,3	0,3	2,0	-0,3	1,1	2,2	5,1	3,1
Intérêts sur la dette publique	64 416	63 980	63 736	62 616	62 048	61 740	64 724	62 535
	-0,9	-0,7	-0,4	-1,8	-0,9	-0,5	-3,2	-3,4
Épargne	16 508	16 228	16 300	25 232	30 520	31 088	14 523	25 785
	115,2	-1,7	0,4	54,8	21,0	1,9	46,5	77,5
Épargne brute et transferts de capitaux	40 404	41 200	40 004	49 680	52 528	56 008	39 143	49 555
	23,2	2,0	-2,9	24,2	5,7	6,6	19,3	26,6
Épargne	16 508	16 228	16 300	25 232	30 520	31 088	14 523	25 785
	115,2	-1,7	0,4	54,8	21,0	1,9	46,5	77,5
Provisions pour consommation de capital	22 908	23 152	23 348	23 592	23 820	24 104	22 787	23 716
	1,1	1,1	0,8	1,0	1,0	1,2	4,3	4,1
Transferts nets de capitaux	988	1 820	356	856	-1 812	816	1 833	54
	-59,6	84,2	-80,4	140,4	...	...	72,8	-97,1
Moins: Acquisition de capital non financier	31 600	31 876	32 600	33 060	32 900	32 364	31 516	32 731
	0,7	0,9	2,3	1,4	-0,5	-1,6	6,6	3,9
Prêt net	8 804	9 324	7 404	16 620	19 628	23 644	7 627	16 824

Transactions: actifs financiers	42 796	27 128	21 016	41 784	22 340	33 860	32 512	29 750

Argent et dépôts	5 672	-3 112	-7 984	3 672	6 080	-5 948	56	-1 045

Prêts	5 796	-756	3 292	7 044	7 284	5 084	4 263	5 676

Titres canadiens	20 796	-4 304	-2 112	35 616	-3 420	17 396	9 995	11 870

Autres actifs financiers	10 532	35 300	27 820	-4 548	12 396	17 328	18 198	13 249

Transactions: passif	31 928	30 040	1 672	33 156	8 212	10 180	25 396	13 305

Emprunts bancaires et autres emprunts	628	1 400	628	380	684	1 208	1 001	725

Effets à court terme	8 588	12 088	-32 820	31 560	-6 116	-996	11 218	-2 093

Obligations	4 576	-21 068	24 300	-8 968	1 360	-3 504	-6 968	3 297

Autres passifs	18 136	37 620	9 564	10 184	12 284	13 472	20 145	11 376

Investissement financier net	10 868	-2 912	19 344	8 628	14 128	23 680	7 116	16 445

Divergence du secteur	-2 064	12 236	-11 940	7 992	5 500	-36	511	379

1 Dans le PIB, les dépenses courantes des administrations sont enregistrées sur une base nette, c'est-à-dire après déduction des ventes de biens et services. Dans les comptes sectoriels des administrations, les ventes de biens et services aux autres secteurs sont montrées séparément sous les revenus et les dépenses courantes sont enregistrées sur une base brute, ce qui laisse l'épargne inchangée.

Comptes sectoriels - non-résidents

	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	2003	2004
Données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
Revenus	456 596	461 184	465 772	498 424	504 300	501 292	468 002	492 447
	-2,5	1,0	1,0	7,0	1,2	-0,6	-3,6	5,2
Ventes de biens (importations)	332 576	333 896	341 212	366 504	375 732	368 372	341 835	362 955
	-2,5	0,4	2,2	7,4	2,5	-2,0	-4,1	6,2
Ventes de services (importations)	70 944	73 028	74 044	75 580	73 716	74 456	71 776	74 449
	0,5	2,9	1,4	2,1	-2,5	1,0	0,2	3,7
Intérêts, dividendes et recettes diverses	46 652	47 860	44 020	49 296	48 172	51 108	47 951	48 149
	-6,7	2,6	-8,0	12,0	-2,3	6,1	-6,3	0,4
Transferts courants	6 424	6 400	6 496	7 044	6 680	7 356	6 440	6 894
	-2,9	-0,4	1,5	8,4	-5,2	10,1	8,2	7,0
Dépenses	484 060	483 304	497 720	542 960	539 704	528 448	492 586	527 208
	-0,2	-0,2	3,0	9,1	-0,6	-2,1	-3,5	7,0
Achats de biens (exportations)	392 108	390 180	405 252	443 208	442 136	430 528	400 004	430 281
	-0,6	-0,5	3,9	9,4	-0,2	-2,6	-3,3	7,6
Achats de services (exportations)	60 688	62 008	62 528	64 820	64 448	65 156	61 592	64 238
	0,5	2,2	0,8	3,7	-0,6	1,1	-6,1	4,3
Intérêts, dividendes et paiements divers	24 664	24 296	22 932	27 792	25 980	25 972	24 281	25 669
	3,6	-1,5	-5,6	21,2	-6,5	-0,0	0,2	5,7
Transferts courants	6 600	6 820	7 008	7 140	7 140	6 792	6 709	7 020
	0,1	3,3	2,8	1,9	0,0	-4,9	-3,5	4,6
Épargne	-27 464	-22 120	-31 948	-44 536	-35 404	-27 156	-24 584	-34 761

Épargne brute et transferts de capitaux	-31 732	-25 784	-35 680	-49 372	-39 876	-31 776	-28 552	-39 176

Épargne	-27 464	-22 120	-31 948	-44 536	-35 404	-27 156	-24 584	-34 761

Transferts nets de capitaux	-4 268	-3 664	-3 732	-4 836	-4 472	-4 620	-3 968	-4 415

Prêt net[1]	-31 732	-25 784	-35 680	-49 372	-39 876	-31 776	-28 552	-39 176

Transactions: actifs financiers	6 992	59 540	3 320	85 084	48 716	20 916	33 939	39 509

Argent et dépôts	3 116	-5 764	-20 804	21 944	-5 124	10 012	5 800	1 507

Prêts	-2 780	1 540	-1 916	-9 212	-10 232	-6 712	-2 398	-7 018

Effets à court terme	-656	-8 232	-8 636	6 184	-1 652	-2 956	-2 606	-1 765

Obligations	-35 688	18 260	-3 880	20 828	34 364	27 296	6 492	19 652

Actions	26 276	22 156	33 248	48 728	31 664	29 448	12 932	35 772

Autres actifs financiers	16 724	31 580	5 308	-3 388	-304	-36 172	13 719	-8 639

Transactions: passif	26 692	79 464	41 188	120 292	78 716	37 036	59 399	69 308

Réserves officielles	1 416	-7 208	-84	-2 036	2 480	-14 064	-4 694	-3 426

Argent et dépôts	8 272	-8 440	15 480	1 980	1 072	17 708	7 330	9 060

Emprunts bancaires et autres emprunts	4 564	-3 564	10 032	13 280	16 084	6 136	4 094	11 383

Investissements étrangers	32 964	26 184	2 256	25 844	21 876	4 896	24 440	13 718

Autres passifs	-20 524	72 492	13 504	81 224	37 204	22 360	28 229	38 573

Investissement financier net	-19 700	-19 924	-37 868	-35 208	-30 000	-16 120	-25 460	-29 799

Divergence du secteur	-12 032	-5 860	2 188	-14 164	-9 876	-15 656	-3 092	-9 377

1 Ce compte présente la position des non-résidents en regard de leurs transactions avec les résidents canadiens, et ce pour l'épargne ainsi que le prêt ou l'emprunt net. Conséquemment, le signe de ces agrégats est inversé par rapport à ce qui figure dans la balance des paiements internationaux du Canada.

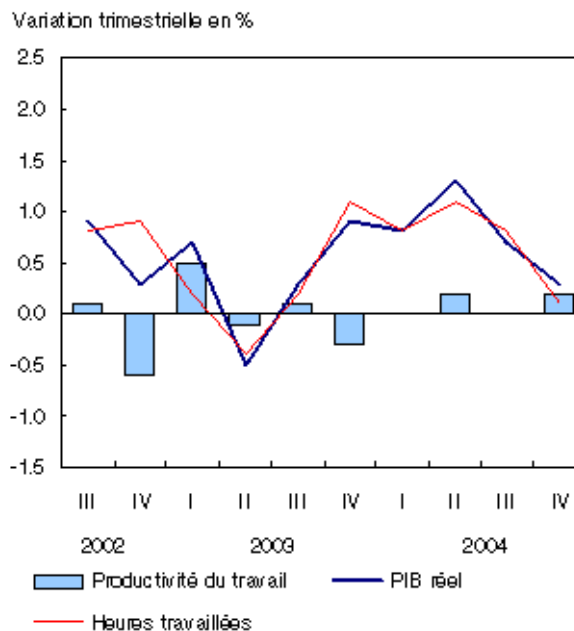
Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Quatrième trimestre de 2004 et année 2004

En 2004, les entreprises canadiennes ont enregistré la plus faible performance de leur productivité du travail en huit ans, puisque l'activité économique, freinée par la vigueur du dollar canadien, ainsi que les heures travaillées ont augmenté en tandem pour une deuxième année de suite.

La productivité du travail dans les entreprises canadiennes a affiché une croissance zéro en 2004. Durant le quatrième trimestre, la productivité s'est faiblement accrue de 0,2% par rapport au troisième trimestre. Ce gain modeste est presque dû entièrement à la progression du produit intérieur brut (PIB) puisque l'augmentation des heures travaillées était quasiment nulle (+0,1%).

Les gains de productivité demeurent faibles



Note aux lecteurs

Ce chapitre offre une analyse de la productivité pour l'ensemble du secteur des entreprises, ses 15 principales industries de la classification à deux chiffres ainsi que le secteur des biens et celui des services. Des mesures trimestrielles de la productivité par industrie sont disponibles à partir du premier trimestre de 1997.

Depuis le communiqué en décembre dernier, les données du tableau 383-0008 sur le secteur des entreprises ont été élargies afin d'incorporer les séries sur le coût unitaire de main-d'oeuvre en dollars américains. Les données par industrie du tableau 383-0012 ont été également élargies afin d'incorporer les séries sur l'ensemble de l'économie.

Dans ce chapitre, l'utilisation du terme «productivité» fait référence à la productivité du travail. Les calculs des taux de croissance sur la productivité et ses variables connexes sont fondés sur des indices arrondis à la décimale.

Pour plus de renseignements au sujet du programme de productivité, consultez la page *Aperçu du programme de recherche et une description des publications* de notre site Web. Vous pouvez aussi obtenir une copie d'une note technique au sujet des estimations trimestrielles de la productivité en envoyant un message à productivite.mesures@statcan.ca.

Révisions

Pour cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2004. La révision récente rétroactive des estimations de l'Enquête de la population active remontant jusqu'en janvier 1976 n'a pas été prise en compte. Ces révisions seront incorporées dans notre prochain communiqué pour le premier trimestre de 2005.

La **productivité du travail** est évaluée comme le rapport de la production au facteur main-d'oeuvre (heures travaillées). Les estimations trimestrielles de la productivité sont construites à partir des indices en chaîne de type Fisher du PIB, ou de la valeur ajoutée, du secteur des entreprises. La performance de l'économie mesurée par la productivité du travail doit être interprétée avec prudence, puisque ces estimations reflètent les variations d'autres facteurs de production en plus de la croissance de l'efficacité des processus de production.

La **rémunération** pour tous les emplois incorpore tous les paiements en espèces ou en nature versés par les producteurs canadiens aux travailleurs en compensation de leurs services rendus. Cela inclut les salaires et les traitements, le revenu supplémentaire des travailleurs rémunérés ainsi qu'un revenu implicite du travail dans le cas des travailleurs autonomes.

Le **coût unitaire de main-d'oeuvre** représente le coût du travail par unité de production. Il est calculé comme étant le rapport de la rémunération du travail à la valeur ajoutée réelle. Il correspond également au ratio de la rémunération par heure travaillée et de la productivité du travail. Le coût unitaire de main-d'oeuvre augmentera lorsque la rémunération horaire s'accroîtra plus rapidement que la productivité du travail.

Le **coût unitaire de main d'oeuvre en dollars américains**: Il est égal au ratio du coût unitaire de main d'oeuvre canadien par le taux de change. Ce dernier correspond à la valeur du dollar américain exprimée en dollars canadiens.

La productivité, telle que mesurée par la production par heure travaillée, s'améliore lorsque le PIB s'accroît plus rapidement que les heures travaillées. La croissance de la productivité permet d'augmenter et de maintenir le niveau de vie des canadiens.

La productivité du travail n'a presque pas varié au cours des deux dernières années. La croissance en 2004 a été la plus faible depuis 1996, pendant que l'augmentation en 2003 s'est chiffrée à seulement 0,2%. Les entreprises canadiennes ont dû faire face à l'appréciation de 7,1% du dollar canadien par rapport à sa contrepartie américaine en 2004 qui s'est ajoutée à celle de 10,8% enregistrée en 2003.

Les coûts unitaires de main-d'œuvre en hausse du côté des entreprises

Les coûts unitaires de la main-d'œuvre, un indicateur qui permet de mesurer les changements relatifs entre la rémunération horaire et la productivité, ont connu une hausse rapide de 1,0% au quatrième trimestre, après une légère progression de 0,3 % au troisième trimestre. Il faut remonter au premier trimestre de 2001 pour trouver une augmentation comparable.

Cette hausse au quatrième trimestre est le résultat d'une forte augmentation de 1,2% de la rémunération horaire versée aux travailleurs du secteur des entreprises, puisque la productivité a progressé d'à peine 0,2% au quatrième trimestre.

Au deuxième trimestre, les coûts unitaires de main-d'œuvre dans le secteur des entreprises n'avaient pas varié, la productivité ayant évolué au même rythme que la rémunération horaire.

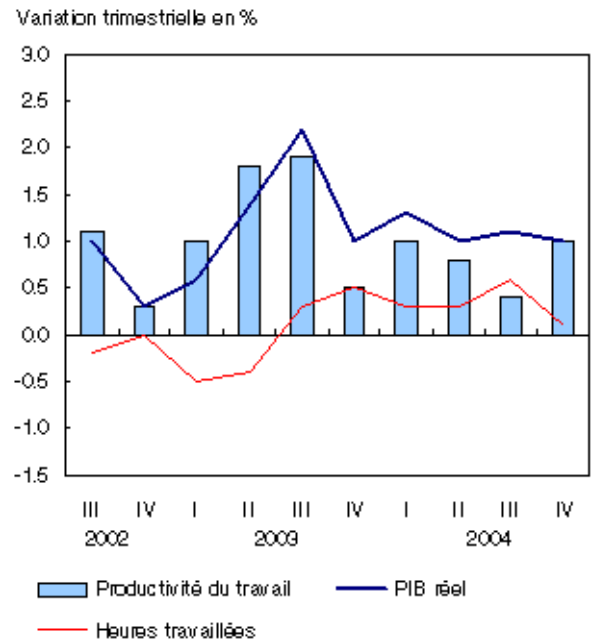
Les coûts unitaires de main-d'oeuvre dans le secteur des services ont progressé d'un maigre 0,1% au quatrième trimestre. En revanche, ceux du secteur des biens ont rebondi de 1,8% au quatrième trimestre, après avoir affiché deux baisses trimestrielles consécutives.

À l'échelon industriel, la diminution la plus importante a été enregistrée dans les services d'hébergement et des restaurants (-2.6%), alors que la hausse la plus importante a été observée dans le secteur de fabrication (+3,0 %).

Au quatrième trimestre de 2004: La croissance de la production aux États-Unis surpasse celle du Canada

En raison d'une croissance plus rapide de la production aux États-Unis, la productivité dans les entreprises américaines s'est accrue plus rapidement que dans les entreprises canadiennes au cours des trois derniers mois de 2004. Entre-temps, les heures travaillées ont augmenté au même rythme dans les deux pays, soit 0,1%.

La croissance de la productivité américaine rebondit



Aux États-Unis, la productivité s'est accrue de 1,0% au quatrième trimestre par rapport aux trois mois précédents. Il s'agit d'une nette amélioration par rapport aux gains de 0,8% au deuxième trimestre et de 0,4% au troisième trimestre.

Lors des six derniers trimestres, l'augmentation des heures travaillées aux États-Unis s'est maintenue en moyenne au même rythme, soit 0,3 % par trimestre. Cependant, la hausse de 0,1% au Canada observée au quatrième trimestre, mettait fin à une série de fortes hausses qui avaient débuté au troisième trimestre de 2003.

La performance différente en matière de productivité entre les deux pays se trouve dans la croissance du PIB réel. La croissance du PIB réel dans les entreprises américaines a été supérieure à celle des entreprises canadiennes pour un deuxième trimestre consécutif.

La croissance du PIB dans les entreprises canadiennes a décéléré pour s'établir à 0,3 % au quatrième trimestre, soit moins de la moitié du rythme atteint au trimestre précédent (+0,7 %). Cette décélération est le résultat du fléchissement des exportations de biens et services pour un deuxième trimestre d'affilée.

Du côté des entreprises américaines, la croissance du PIB a connu un léger ralentissement, passant de 1,1 % au troisième trimestre à 1,0% au quatrième trimestre. Depuis le deuxième trimestre de 2003, le PIB américain a connu des progressions égales ou supérieures à 1,0 %.

Cette légère décélération au sud de la frontière est attribuable à la fois au ralentissement des exportations et de la croissance des dépenses des consommateurs américains (sous l'effet d'un net ralentissement des achats de voitures) ainsi qu'à la poussée des importations de biens.

En 2004: Les entreprises canadiennes doivent s'adapter à la vigueur du huard

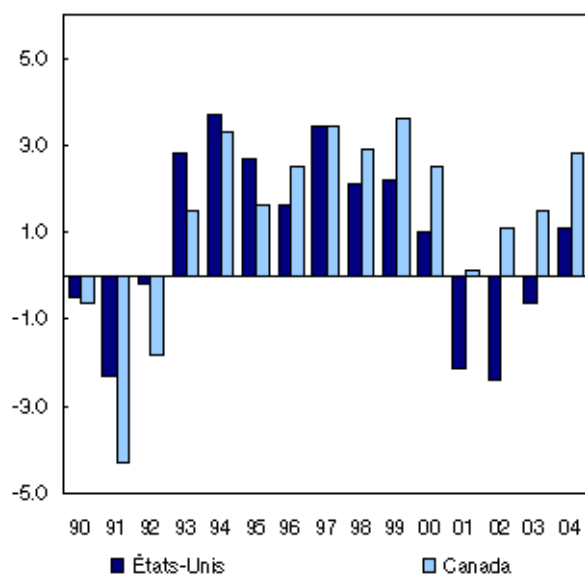
En 2004, les gains de productivité au Canada et aux États-Unis ont pris des directions opposées : la production s'est accrue beaucoup plus aux États-Unis alors que les heures travaillées ont continué d'augmenter plus rapidement au Canada.

La productivité aux États-Unis en 2004 a bénéficié d'une production accrue et d'une augmentation moindre des heures travaillées qu'au Canada. Au Canada, le PIB réel et les heures travaillées ont connu un rythme similaire de croissance en 2004, de sorte que la productivité canadienne n'a pas varié.

Au Canada, la croissance de l'emploi en 2004 provient entièrement du travail à temps plein et les heures travaillées ont augmenté de 2,8%. La performance du marché du travail canadien se compare favorablement à celle des États-Unis qui a enregistré une croissance de 1,1% des heures travaillées. C'était la première fois en quatre ans que le marché du travail au sud de la frontière affichait une croissance positive des heures travaillées.

Une augmentation plus forte des heures travaillées au Canada

Variation en % d'une année à l'autre

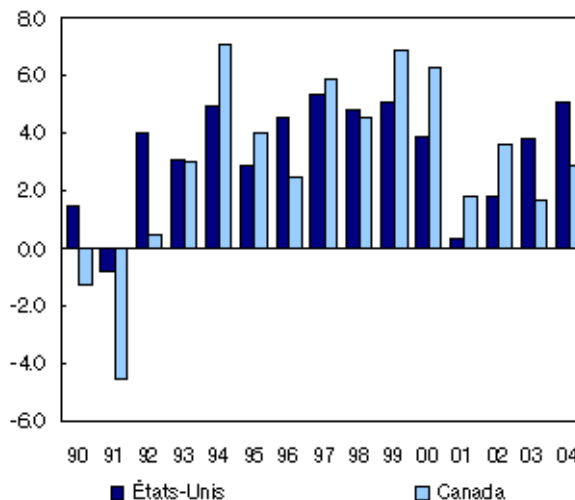


Par ailleurs, au cours des deux dernières années, les entreprises canadiennes ont dû s'adapter aux fluctuations des devises internationales, incluant le dollar canadien. Une appréciation de 7,1% du dollar canadien par rapport à sa contrepartie américaine en 2004 s'est ajoutée à celle de 10,8% enregistrée en 2003.

Entre-temps, le dollar américain a perdu du terrain non seulement contre le dollar canadien, mais aussi contre la plupart des fortes monnaies européennes et asiatiques. En conséquence, les entreprises américaines ont connu une croissance de leurs activités économiques plus forte que celle des entreprises canadiennes et elles ont aussi enregistré leur première augmentation des heures travaillées aux cours des trois dernières années

Une croissance du PIB plus forte dans les entreprises américaines

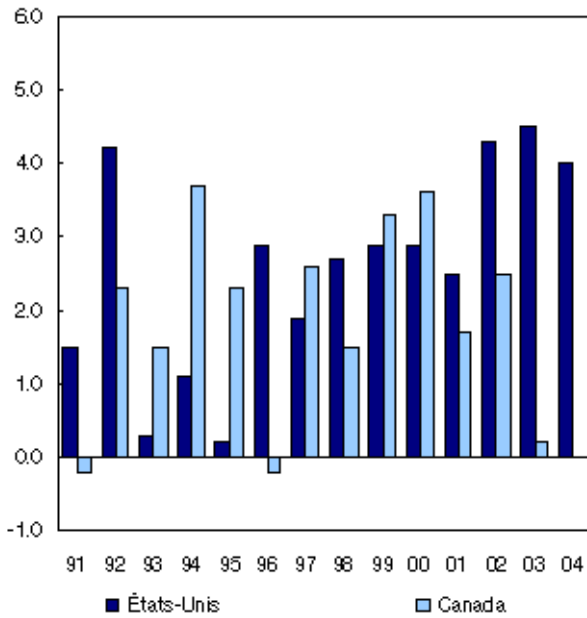
Variation en % d'une année à l'autre



En résumé, le PIB réel dans les entreprises canadiennes s'est accru à 2,9% l'année dernière, pendant que les heures travaillées ont augmenté de 2,8%. Cependant, la croissance du PIB réel aux États-Unis s'est élevée à 5,1%, alors que les heures travaillées n'ont augmenté que de 1,1%.

Aucun gain de productivité au Canada en 2004

Variation en % d'une année à l'autre



En conséquence, la croissance de la productivité au Canada a stagné en 2004, pendant qu'elle affichait un gain de 4,0% au sud de la frontière.

La productivité dans le secteur des services continue de croître à un rythme supérieur à celle des biens

En 2004, la productivité est demeurée faible dans le secteur des biens, alors qu'elle a ralenti dans le secteur des services.

Après avoir connu un recul de 0,3% en 2003, la productivité dans le secteur des biens s'est légèrement accrue de 0,3% en 2004. Du côté du secteur des services, la croissance en moyenne annuelle de la productivité a ralenti en 2004: passant de 1,3% en 2003 à 0,7% en 2004.

Depuis 2000, la productivité dans le secteur des services a connu un ralentissement graduel d'une année à l'autre, alors qu'elle a suivi un parcours en dents de scie dans le secteur des biens. Cependant, la croissance annuelle moyenne de la productivité dans les services a toujours surpassée celle du secteur des biens au cours de cette période.

L'écart au chapitre de la croissance de la productivité entre le secteur des biens et celui des services en 2004 est essentiellement attribuable à l'augmentation différente des heures travaillées, compte tenu de la croissance identique de la production dans les deux secteurs (+3,4%).

En 2004, la croissance des heures travaillées s'est accélérée tant dans le secteur des biens que dans celui des services. Elle est passée de 2,1% 2003 à 3,1% en 2004 dans le secteur des biens pendant qu'elle progressait de 1,3% à 2,7% dans le secteur des services.

En 2004, les gains de productivité dans le secteur des biens ont été soutenus surtout par la forte reprise de la productivité dans le secteur de fabrication qui a augmenté de 3,5% après avoir stagné en 2003.

Cette performance de la productivité chez les fabricants en 2004 est survenue dans le contexte d'une forte reprise de la production manufacturière (+3,9 %) qui provenait principalement de la fabrication de matériel de transport, de produits chimiques et de machineries. Cependant, les produits textiles, les produits en cuir de même que les vêtements ont été les points faibles de ce secteur, la réduction des barrières tarifaires et la très vive concurrence des producteurs asiatiques ayant continué à ralentir cette production.

Du côté du secteur des services, le ralentissement de la productivité enregistré en 2004 provient de la majorité des industries de services à l'exception du groupe des finances, assurances, services immobiliers et location où une forte reprise de la productivité a été observée. Ce secteur a connu une croissance de sa productivité de 2,9% en 2004 suite à un repli de 1,5% en 2003.

Les activités de ce grand groupe industriel ont connu une très bonne année, affichant une augmentation de 3,8 %; les banques, le secteur des assurances et les courtiers en valeurs mobilières ayant tous affichés des augmentations importantes.

Ralentissement de la hausse des coûts unitaires de main-d'oeuvre en dollars américains

Les États-Unis continuent de détenir sur le Canada un avantage au chapitre des coûts unitaires de main-d'oeuvre en 2004, surtout lorsqu'on tient compte du taux de change.

Le coût de main d'oeuvre pour produire une unité du PIB dans les entreprises canadiennes a augmenté de 1,1% en 2004, soit un rythme similaire à 2003. En comparaison, les entreprises américaines ont vu leurs coûts unitaires de main-d'oeuvre augmenter légèrement de 0,5%, après deux reculs annuels consécutifs.

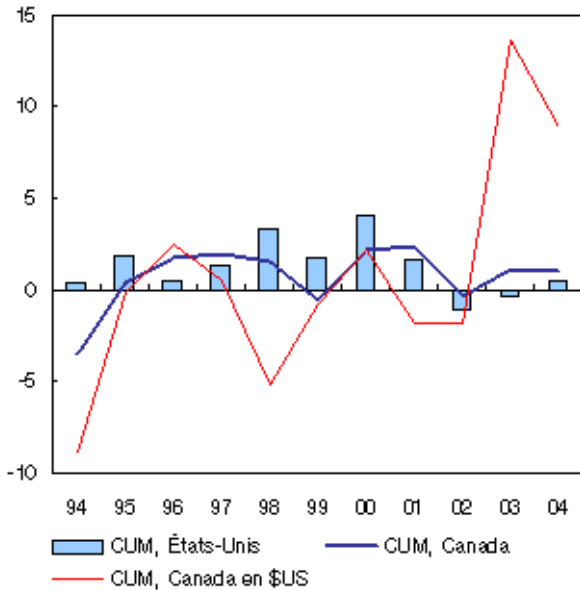
Lorsque le taux de change est pris en compte, la position des entreprises américaines devient encore plus avantageuse.

L'absence de gains de productivité en 2004 dans le secteur des entreprises au Canada, combinée à la vigueur du dollar canadien, s'est traduite par une hausse de 8,8% du coût unitaire de main-d'oeuvre mesuré en dollars

américains. En revanche, les coûts unitaires de main-d'oeuvre aux États-Unis ont augmenté de seulement 0,5%.

Après un niveau record, les coûts unitaires de main d'oeuvre canadiens en dollars américains décèlent

Variation en % d'une année à l'autre



En 2003, les coûts unitaires au Canada, exprimés en dollars américains, ont fait un bond de 13,6% pour atteindre un sommet, le dollar canadien s'étant apprécié de 10,8 % vis-à-vis de la devise américaine.

En dépit de cette détérioration de la compétitivité au chapitre des coûts, les exportations ont quand même rebondi de 4,9% en 2004, après une baisse de 2,4% en 2003.

Les entreprises canadiennes ont profité de la vigueur du dollar pour investir dans les machines et le matériel, leurs achats à ce titre ayant bondi de 9,4 % en 2004, en lien avec une forte hausse de leurs importations (+8,2%).

Secteur des entreprises: Productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis[1]

	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004
données désaisonnalisées						
variation en % d'un trimestre à l'autre						
Canada						
Productivité du travail	0,1	-0,3	0,0	0,2	0,0	0,2
PIB réel	0,3	0,9	0,8	1,3	0,7	0,3
Heures travaillées	0,2	1,1	0,8	1,1	0,8	0,1
Rémunération horaire	0,5	-0,2	0,4	0,2	0,1	1,2
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,4	0,1	0,4	0,0	0,3	1,0
Taux de change[2]	-1,3	-4,7	0,2	3,2	-3,9	-6,6
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	1,7	4,9	0,2	-3,0	4,2	8,3
États-Unis						
Productivité du travail	1,9	0,5	1,0	0,8	0,4	1,0
PIB réel	2,2	1,0	1,3	1,0	1,1	1,0
Heures travaillées	0,3	0,5	0,3	0,3	0,6	0,1
Rémunération horaire	1,3	0,9	0,7	1,3	1,4	1,1
Coût unitaire de main-d'oeuvre	-0,7	0,3	-0,3	0,6	0,9	0,3
variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente						
Canada						
Productivité du travail	-0,1	0,3	-0,3	0,0	-0,1	0,4
PIB réel	0,9	1,4	1,5	3,3	3,7	3,1
Heures travaillées	0,9	1,1	1,7	3,2	3,8	2,8
Rémunération horaire	1,9	1,8	1,1	1,0	0,6	2,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre	2,0	1,4	1,3	0,8	0,7	1,7
Taux de change[2]	-11,7	-16,2	-12,7	-2,8	-5,3	-7,2
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	15,5	21,0	16,1	3,7	6,3	9,6
États-Unis						
Productivité du travail	5,2	5,5	5,4	4,3	2,8	3,2
PIB réel	4,5	5,3	6,1	5,6	4,4	4,5
Heures travaillées	-0,7	-0,2	0,6	1,3	1,6	1,3
Rémunération horaire	4,5	5,2	4,5	4,3	4,4	4,6
Coût unitaire de main-d'oeuvre	-0,6	-0,3	-0,9	0,0	1,6	1,4
variation en % par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
Canada						
Productivité du travail	0,4	-1,1	0,0	0,7	0,0	0,7
PIB réel	1,3	3,5	3,2	5,4	2,8	1,2
Heures travaillées	0,7	4,4	3,2	4,6	3,2	0,3
Rémunération horaire	2,0	-0,7	1,7	1,0	0,3	5,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre	1,5	0,4	1,5	0,0	1,1	4,2
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	7,0	21,3	0,7	-11,5	17,9	37,3
États-Unis						
Productivité du travail	8,1	2,1	4,0	2,9	2,0	3,7
PIB réel	9,3	4,2	5,3	3,9	4,5	4,2
Heures travaillées	1,1	2,0	1,2	0,9	2,5	0,5
Rémunération horaire	5,2	3,7	2,9	5,3	5,8	4,5
Coût unitaire de main-d'oeuvre	-2,7	1,6	-1,1	2,3	3,7	0,8

1 Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2 Le taux de change correspond à la valeur du dollar des États-Unis exprimée en dollars canadiens.

3 La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Secteur des entreprises: Quelques variables associées au marché du travail[1]

	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004
données désaisonnalisées						
variation en % d'un trimestre à l'autre						
Canada						
Tous les emplois	0,3	1,0	-0,1	0,8	0,7	0,4
Heures travaillées	0,2	1,1	0,8	1,1	0,8	0,1
Heures moyennes	-0,1	0,1	0,8	0,3	0,2	-0,4
Part du travail[2]	-0,3	-0,1	-0,8	-1,6	-1,0	0,2
États-Unis						
Tous les emplois	0,3	0,3	0,2	0,7	0,4	0,2
Heures travaillées	0,3	0,5	0,3	0,3	0,6	0,1
Heures moyennes	0,0	0,2	0,1	-0,4	0,2	-0,1
Part du travail[2]	-0,9	0,2	-0,8	-0,2	0,6	-0,3
variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente						
Canada						
Tous les emplois	1,3	1,5	1,1	2,0	2,4	1,8
Heures travaillées	0,9	1,1	1,7	3,2	3,8	2,8
Heures moyennes	-0,4	-0,3	0,6	1,1	1,4	0,9
Part du travail[2]	-1,2	-0,7	0,0	-2,8	-3,4	-3,1
États-Unis						
Tous les emplois	-0,2	0,1	0,3	1,4	1,5	1,4
Heures travaillées	-0,7	-0,2	0,6	1,3	1,6	1,3
Heures moyennes	-0,5	-0,2	0,2	-0,1	0,1	-0,2
Part du travail[2]	-1,9	-1,4	-2,0	-1,7	-0,2	-0,7
variation en % par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
Canada						
Tous les emplois	1,1	4,3	-0,3	3,1	2,8	1,7
Heures travaillées	0,7	4,4	3,2	4,6	3,2	0,3
Heures moyennes	-0,4	0,4	3,3	1,2	0,8	-1,6
Part du travail[2]	-1,2	-0,4	-3,3	-6,1	-3,8	0,9
États-Unis						
Tous les emplois	1,0	1,4	0,3	2,7	1,7	1,0
Heures travaillées	1,1	2,0	1,2	0,9	2,5	0,5
Heures moyennes	0,0	0,8	0,4	-1,6	0,8	-0,4
Part du travail[2]	-3,6	0,8	-3,2	-0,8	2,5	-1,2

1 Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2 Il s'agit du rapport de la rémunération totale des travailleurs au PIB aux prix du marché en dollars courants.

3 La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Productivité du travail par industrie

	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	2003	2004
données désaisonnalisées								
Secteur des entreprises - biens	114,1	114,9	114,0	113,1	114,2	115,5	113,8	114,2
	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,8</i>	<i>-0,8</i>	<i>1,0</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,3</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	133,0	133,1	135,7	136,1	142,8	141,2	132,2	139,0
	<i>-0,9</i>	<i>0,1</i>	<i>2,0</i>	<i>0,3</i>	<i>4,9</i>	<i>-1,1</i>	<i>7,7</i>	<i>5,1</i>
Construction	109,4	109,2	106,7	103,9	102,4	102,8	108,9	104,0
	<i>0,1</i>	<i>-0,2</i>	<i>-2,3</i>	<i>-2,6</i>	<i>-1,4</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,7</i>	<i>-4,5</i>
Fabrication	118,4	120,5	120,2	120,5	123,2	126,1	118,4	122,5
	<i>1,0</i>	<i>1,8</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>2,2</i>	<i>2,4</i>	<i>0,0</i>	<i>3,5</i>
Secteur des entreprises - services	114,8	115,2	114,7	115,3	114,9	115,1	114,2	115,0
	<i>1,0</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>1,3</i>	<i>0,7</i>
Commerce de gros	126,3	131,7	129,6	131,6	132,0	131,0	127,7	131,1
	<i>0,3</i>	<i>4,3</i>	<i>-1,6</i>	<i>1,5</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,8</i>	<i>3,1</i>	<i>2,6</i>
Commerce de détail	121,3	119,5	120,3	120,2	120,9	121,1	119,7	120,6
	<i>1,5</i>	<i>-1,5</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>1,0</i>	<i>0,8</i>
Transport et entreposage	111,4	112,8	110,4	110,9	111,3	113,7	111,2	111,6
	<i>1,5</i>	<i>1,3</i>	<i>-2,1</i>	<i>0,5</i>	<i>0,4</i>	<i>2,2</i>	<i>0,8</i>	<i>0,3</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	116,5	113,1	113,2	117,0	114,3	114,6	116,7	114,8
	<i>-1,2</i>	<i>-2,9</i>	<i>0,1</i>	<i>3,4</i>	<i>-2,3</i>	<i>0,3</i>	<i>-1,0</i>	<i>-1,6</i>
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	111,3	111,0	111,3	113,2	111,9	110,3	108,6	111,7
	<i>3,4</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>1,7</i>	<i>-1,1</i>	<i>-1,4</i>	<i>-1,5</i>	<i>2,9</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	125,0	124,3	123,4	122,9	121,4	121,7	124,7	122,4
	<i>-0,5</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,7</i>	<i>-0,4</i>	<i>-1,2</i>	<i>0,2</i>	<i>5,0</i>	<i>-1,9</i>
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	94,7	94,9	94,6	95,4	93,4	94,1	95,0	94,4
	<i>-0,5</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>-2,1</i>	<i>0,7</i>	<i>-1,2</i>	<i>-0,6</i>
Hébergement et services de restauration	102,7	106,4	105,7	105,5	105,8	106,6	103,2	105,9
	<i>1,8</i>	<i>3,6</i>	<i>-0,7</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>-1,5</i>	<i>2,6</i>
Autres services commerciaux	113,7	113,0	112,3	110,7	110,3	110,4	112,6	110,9
	<i>1,2</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,6</i>	<i>-1,4</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>2,7</i>	<i>-1,5</i>

Coût unitaire de main d'oeuvre par industrie

	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	2003	2004
données désaisonnalisées								
Secteur des entreprises - biens	108,4	108,1	108,7	108,3	107,7	109,6	108,4	108,6
	-0,5	-0,3	0,6	-0,4	-0,6	1,8	0,9	0,2
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	111,9	114,0	114,5	111,4	105,8	108,8	114,5	110,1
	0,3	1,9	0,4	-2,7	-5,0	2,8	-14,1	-3,8
Construction	109,1	109,7	110,6	113,6	113,8	113,4	109,0	112,9
	1,0	0,5	0,8	2,7	0,2	-0,4	2,4	3,6
Fabrication	101,8	99,9	99,8	97,7	96,7	99,6	101,3	98,5
	-0,8	-1,9	-0,1	-2,1	-1,0	3,0	1,1	-2,8
Secteur des entreprises - services	105,6	105,3	105,6	106,0	106,5	106,6	105,3	106,2
	0,5	-0,3	0,3	0,4	0,5	0,1	0,6	0,8
Commerce de gros	94,1	90,1	91,1	88,6	87,9	89,1	92,6	89,2
	1,2	-4,3	1,1	-2,7	-0,8	1,4	-2,0	-3,7
Commerce de détail	101,0	102,6	102,1	105,3	104,7	102,0	101,8	103,5
	-1,1	1,6	-0,5	3,1	-0,6	-2,6	1,5	1,7
Transport et entreposage	110,1	106,8	106,1	105,9	107,0	106,7	109,0	106,4
	-0,1	-3,0	-0,7	-0,2	1,0	-0,3	1,2	-2,4
Industrie de l'information et industrie culturelle	103,5	104,0	104,3	104,4	103,8	103,7	102,7	104,1
	2,0	0,5	0,3	0,1	-0,6	-0,1	-0,2	1,3
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	106,6	107,8	107,8	107,2	107,8	109,1	106,5	108,0
	1,0	1,1	0,0	-0,6	0,6	1,2	2,6	1,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	107,0	108,7	110,0	109,3	109,4	109,9	107,7	109,7
	0,3	1,6	1,2	-0,6	0,1	0,5	-4,5	1,8
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	116,2	119,4	120,3	121,3	123,6	123,9	117,3	122,3
	-1,1	2,8	0,8	0,8	1,9	0,2	-0,3	4,3
Hébergement et services de restauration	120,5	117,2	117,4	121,9	126,0	122,7	118,8	122,0
	1,1	-2,7	0,2	3,8	3,4	-2,6	5,5	2,7
Autres services commerciaux	103,9	102,5	103,6	106,4	107,4	108,9	102,3	106,6
	2,1	-1,3	1,1	2,7	0,9	1,4	1,1	4,2

Bilan des investissements internationaux

Quatrième trimestre de 2004

La diminution de la valeur de l'actif et du passif étrangers du Canada a porté le passif international net du Canada à 190,8 milliards de dollars à la fin du quatrième trimestre de 2004, soit une baisse de 1,3 % par rapport au trimestre précédent. Cette réduction a été surtout imputable à l'appréciation du dollar canadien. Quant aux niveaux observés en fin d'année, le passif international net, soit la différence entre l'actif et le passif étrangers, a reculé de 12,5 % par rapport au niveau de 218,0 milliards de dollars enregistré à la fin de 2003.

La valeur des actifs internationaux totalisait 945,1 milliards de dollars, soit une baisse de 1,0 % par rapport au troisième trimestre. L'effet combiné de l'appréciation du dollar et de la baisse des avoirs en prêts et en réserves explique majoritairement cette diminution. La vigueur du dollar canadien a réduit de 19,5 milliards de dollars la valeur de ces actifs internationaux au quatrième trimestre, faisant largement contrepoids à l'augmentation de 10,2 milliards de dollars attribuable aux opérations financières.

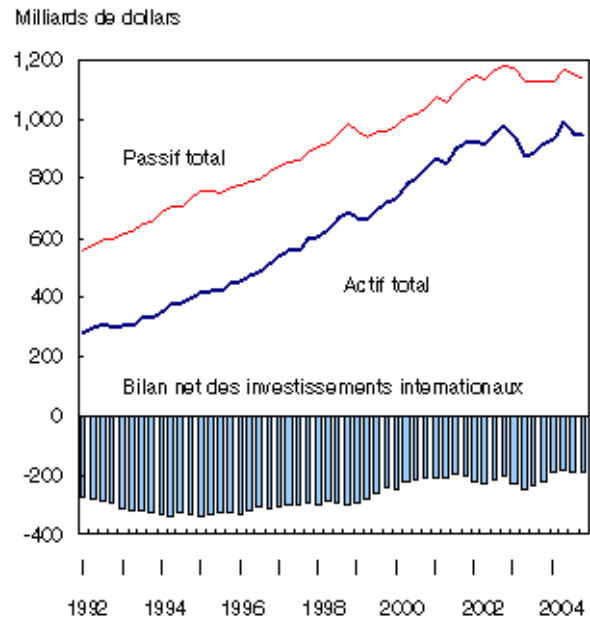
Parallèlement, le passif international du Canada a baissé de 12,4 milliards de dollars pour se fixer à 1 135,9 milliards de dollars. Cette baisse a été imputable à un fléchissement du passif-dépôt et du passif-prêt ainsi qu'à la vigueur du dollar. L'appréciation du dollar a enlevé 14,8 milliards de dollars à la valeur du passif.

À la fin de décembre, le passif net à l'étranger représentait 14,4 % du produit intérieur brut, contre 14,8 % au troisième trimestre. À la fin de 2003, ce ratio affichait 17,7 %.

Le dollar canadien a poursuivi son appréciation par rapport au dollar américain au quatrième trimestre, mais a cédé du terrain face aux autres grandes devises. En 2004, le dollar canadien s'est apprécié de 7,9 % par rapport au dollar

américain, de 2,9 % par rapport au yen japonais et de 0,5 % par rapport à la livre sterling. Toutefois, il est resté stable par rapport à l'euro.

Bilan des investissements internationaux du Canada



L'investissement direct canadien à l'étranger demeure stable

Les investissements directs canadiens à l'étranger ont atteint 438,4 milliards de dollars à la fin de décembre, soit pratiquement le même niveau qu'au troisième trimestre. La réévaluation du taux de change, qui a retranché 8,6 milliards de dollars à la position de décembre, a été compensée par des opérations financières de 8,3 milliards de dollars enregistrées au cours du quatrième trimestre.

Note aux lecteurs

Séries supplémentaires à la valeur au marché

Au premier trimestre de 2004, des séries supplémentaires mesurant les placements de portefeuille à la valeur au marché ont été incorporées à la publication. Les actions et obligations canadiennes et étrangères sont disponibles à la valeur au marché. Ces séries supplémentaires font partie d'une initiative pluriannuelle visant à améliorer l'information du bilan pour tous les secteurs de l'économie. La présente analyse porte sur les données fondées sur la valeur comptable, en attendant qu'un jeu complet d'estimations fondées sur la valeur au marché soit disponible.

Les estimations à la valeur au marché des investissements directs étrangers, dont la diffusion était prévue initialement en juin 2005, seront disponibles en juin 2006. Diverses méthodes visant à mieux mesurer les investissements directs étrangers à la valeur au marché sont à l'étude à l'échelle internationale. Les recommandations d'experts en investissements directs seront disponibles au cours de 2005 et serviront de guide à l'établissement de la méthodologie du Canada.

Réévaluation de la monnaie

La valeur de l'actif et du passif libellée en devise étrangère est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié de notre passif international est en devises étrangères.

Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. L'opposé est vrai lorsque le dollar perd de la valeur.

Les investissements directs aux États-Unis ont reculé de 6,1 milliards de dollars pour atteindre 191,2 milliards de dollars, surtout à cause de l'appréciation du dollar canadien. Parallèlement, la valeur des investissements directs canadiens dans tous les autres pays a atteint la valeur record de 247,3 milliards de dollars.

Sur une base de fin d'année, la valeur des investissements directs canadiens à l'étranger a augmenté de 39,3 milliards de dollars par rapport à 2003.

Les avoirs en obligations étrangères progressent significativement

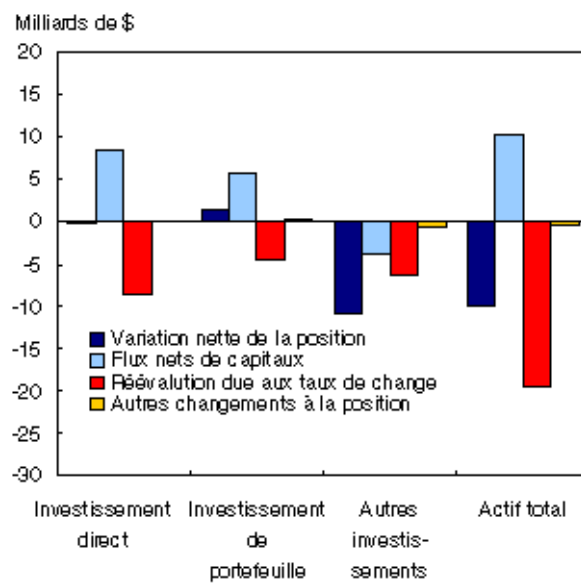
Les avoirs canadiens en obligations étrangères ont enregistré une hausse appréciable de 9,6 %, ce qui les a portés à 56,9 milliards de dollars à la fin du quatrième trimestre après que les Canadiens aient effectué des achats trimestriels records de ce type d'instrument. La hausse a été presque entièrement dirigée vers les obligations américaines.

La combinaison de faibles achats de titres étrangers au quatrième trimestre de 2004 et de la hausse du dollar canadien s'est traduite par une baisse de 3,6 milliards de dollars des avoirs canadiens de cet instrument, qui sont passés à 180,4 milliards de dollars, le niveau le plus bas depuis la fin de 2000. Même la vigueur du marché des actions aux États-Unis n'a pas incité les investisseurs à se procurer des actions américaines. L'indice S&P500 a progressé de 8,7 % au quatrième trimestre.

Quant aux niveaux observés en fin d'année, les avoirs canadiens d'obligations étrangères ont augmenté de 12,3 milliards de dollars par rapport à la fin de 2003. La demande canadienne d'obligations étrangères a été vigoureuse toute l'année et les investisseurs canadiens ont préféré fortement les obligations étrangères aux actions étrangères en 2004. La position des investissements de portefeuille à l'étranger a progressé légèrement, passant de 233,5 milliards de dollars à la fin de 2003 à 237,3 milliards de dollars à la fin de 2004.

Les réserves internationales du Canada ont clôturé l'année à 40,3 milliards de dollars, le niveau le plus bas depuis le troisième trimestre de 1999. Tout le recul est imputable aux réserves de dollars américains. En effet, à la fin de 2004, les réserves internationales du Canada de dollars américains totalisaient 17,2 milliards de dollars ou 42,6 % des réserves totales du Canada, la proportion la plus faible depuis 1958, période à laquelle plus de la moitié des réserves étaient en or. Les réserves libellées en devises autres que le dollar américain ont maintenant progressé à 44,7% du total.

Facteurs expliquant la variation nette de la valeur de l'actif entre le troisième et quatrième trimestre de 2004



L'investissement direct étranger au Canada demeure pratiquement inchangé

Les investissements directs étrangers au Canada à la fin de décembre étaient presque identiques à ceux de la fin du trimestre précédent, soit 367,9 milliards de dollars. Sur une base annuelle, les investissements directs étrangers au Canada à la fin de 2004 étaient en hausse de 10,4 milliards de dollars comparativement à 2003.

Les avoirs étrangers d'actions canadiennes augmentent

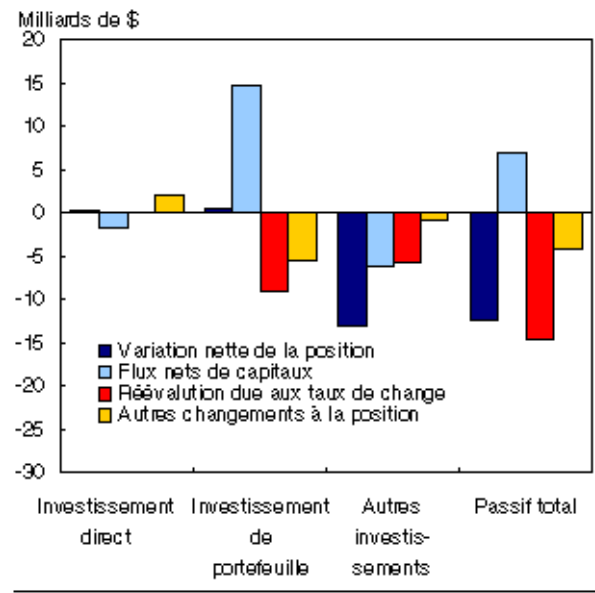
Les investisseurs étrangers ont continué d'acquérir des actions canadiennes durant le trimestre. À la fin de décembre, ils en détenaient pour une valeur de 109,9 milliards de dollars, un record absolu. L'excellent rendement du marché canadien des actions en 2004 a incité les investisseurs étrangers à se procurer des actions canadiennes. La position a progressé de presque 30 % durant l'année, alors que l'indice composite S&P/TSX a augmenté de 12,4 %. De plus, un certain nombre d'importantes opérations tout au long de l'année a contribué à porter la position à ce niveau.

Les avoirs étrangers d'obligations canadiennes ont reculé de 2,5 milliards de dollars durant le trimestre, pour passer à 405,1 milliards de dollars. Les investisseurs étrangers ont acquis des obligations canadiennes en 2004, mais l'appréciation du dollar canadien a effacé ces acquisitions. Plus de la moitié des obligations canadiennes en circulation détenues à l'étranger sont émises en dollars américains.

Les avoirs étrangers d'instruments du marché monétaire canadien sont demeurés pour ainsi dire inchangés par rapport à la fin du troisième trimestre, à 18 milliards de dollars.

La réduction des dépôts en devises étrangères entre les banques canadiennes et leurs sociétés affiliées étrangères s'est traduite par une position inférieure du passif-dépôt. La position du passif-prêt a également été réduite à 37,4 milliards de dollars, son plus bas niveau depuis la fin de 1989.

Facteurs expliquant la variation nette de la valeur du passif entre le troisième et quatrième trimestre de 2004



Bilan des investissements internationaux en fin de période

	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	2003	2004
millions de dollars								
Actif								
Investissements directs canadiens à l'étranger	383 983	399 134	411 457	445 796	438 742	438 439	399 134	438 439
Investissements de portefeuille								
Obligations étrangères	43 773	44 677	47 747	51 396	51 931	56 936	44 677	56 936
<i>Obligations étrangères à la valeur marchande</i>	<i>47 007</i>	<i>47 790</i>	<i>52 285</i>	<i>54 556</i>	<i>56 344</i>	<i>61 350</i>	<i>47 790</i>	<i>61 350</i>
Actions étrangères	189 221	188 787	191 013	193 641	183 980	180 395	188 787	180 395
<i>Actions étrangères à la valeur marchande</i>	<i>314 341</i>	<i>341 964</i>	<i>354 346</i>	<i>362 829</i>	<i>338 815</i>	<i>357 664</i>	<i>341 964</i>	<i>357 664</i>
Autres investissements								
Prêts	60 569	59 286	65 983	70 394	63 095	57 034	59 286	57 034
Provisions	-11 796	-11 605	-11 548	-11 648	-11 480	-11 363	-11 605	-11 363
Dépôts	104 323	110 837	115 542	124 358	113 043	116 687	110 837	116 687
Réserves internationales	47 719	45 690	46 116	46 349	44 652	40 315	45 690	40 315
Autres actifs	70 166	72 178	64 940	69 071	70 888	66 629	72 178	66 629
Total de l'actif à la valeur comptable	887 958	908 983	931 250	989 358	954 850	945 072	908 983	945 072
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 016 312</i>	<i>1 065 274</i>	<i>1 099 121</i>	<i>1 161 705</i>	<i>1 114 099</i>	<i>1 126 755</i>	<i>1 065 274</i>	<i>1 126 755</i>
Passif								
Investissements directs étrangers au Canada	358 732	357 548	361 821	357 899	367 745	367 907	357 548	367 907
Investissements de portefeuille								
Obligations canadiennes	408 381	405 323	410 483	419 559	407 577	405 080	405 323	405 080
<i>Obligations canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>440 906</i>	<i>436 591</i>	<i>451 453</i>	<i>442 143</i>	<i>440 600</i>	<i>439 059</i>	<i>436 591</i>	<i>439 059</i>
Actions canadiennes	82 764	84 707	86 615	104 630	106 989	109 917	84 707	109 917
<i>Actions canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>153 823</i>	<i>175 627</i>	<i>187 777</i>	<i>205 808</i>	<i>214 214</i>	<i>235 562</i>	<i>175 627</i>	<i>235 562</i>
Instruments du marché monétaire canadien	20 725	21 388	18 693	20 632	18 042	18 006	21 388	18 006
Autres investissements								
Emprunts	52 154	53 618	51 144	52 323	40 720	37 411	53 618	37 411
Dépôts	178 043	183 135	174 599	191 379	185 607	175 957	183 135	175 957
Autres passifs	21 333	21 219	21 772	21 856	21 629	21 597	21 219	21 597
Total du passif à la valeur comptable	1 122 132	1 126 937	1 125 127	1 168 279	1 148 309	1 135 875	1 126 937	1 135 875
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 225 716</i>	<i>1 249 126</i>	<i>1 267 259</i>	<i>1 292 040</i>	<i>1 288 557</i>	<i>1 295 499</i>	<i>1 249 126</i>	<i>1 295 499</i>
Bilan net des investissements internationaux								
à la valeur comptable	-234 174	-217 954	-193 876	-178 921	-193 460	-190 804	-217 954	-190 804
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>-209 404</i>	<i>-183 852</i>	<i>-168 138</i>	<i>-130 335</i>	<i>-174 458</i>	<i>-168 744</i>	<i>-183 852</i>	<i>-168 744</i>

Comptes du bilan national

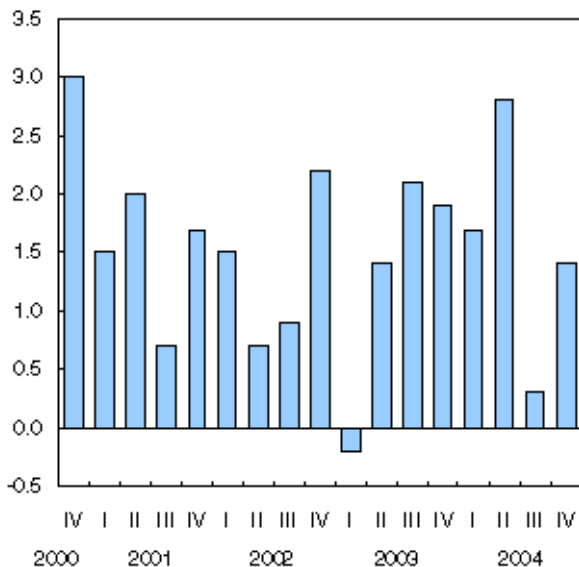
Quatrième trimestre de 2004

La croissance de la valeur nette nationale s'est accélérée

À la fin du quatrième trimestre, la valeur nette nationale atteignait 4,3 billions de dollars, soit 132 500 \$ par habitant. La croissance de la valeur nette nationale a atteint 1,4 % au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent (+0,3 %). Cette augmentation était attribuable à une plus forte progression des actifs non financiers dans l'ensemble de l'économie (patrimoine national) et d'une diminution de la dette extérieure nette, celle-ci ayant connu une hausse marquée au troisième trimestre.

La croissance de la valeur nette nationale accélère

variation en %, données non désaisonnalisées



Le patrimoine national a connu une croissance de 1,2 %, soit presque autant qu'au troisième trimestre (+1,3 %). Tout comme au troisième trimestre, plus de la moitié de cette croissance était attribuable à l'augmentation de la valeur des biens immobiliers résidentiels.

La dette extérieure nette du Canada (l'endettement des Canadiens envers les non-résidents moins la dette de ces derniers à notre égard) a chuté au quatrième trimestre, après avoir affiché une hausse marquée au troisième trimestre.

Hausse de la valeur nette des ménages grâce aux actifs en actions

La croissance de la valeur nette des ménages a atteint 2,0 % au quatrième trimestre, comparativement à 0,9 % au trimestre précédent.

Près des deux tiers de l'augmentation des actifs financiers des particuliers étaient attribuables à la hausse de la valeur des portefeuilles d'actions. La progression associée aux biens immobiliers résidentiels des ménages s'est poursuivie, mais a toutefois été moins forte qu'au troisième trimestre.

L'emprunt des ménages a été alimenté par la demande soutenue au chapitre des crédits hypothécaires, ce qui reflète la vigueur constante du marché immobilier et la baisse des taux hypothécaires à cinq ans. L'endettement des ménages (emprunts hypothécaires et crédit à la consommation) par rapport à leur valeur nette s'est légèrement replié pour se fixer à 17,9 % durant le trimestre, ce qui demeure relativement bas. Par contre, la hausse de la dette totale des ménages a été supérieure à celle du revenu personnel disponible, de sorte que le ratio d'endettement (données désaisonnalisées) a atteint 105,8 %, contre 105,1 % au trimestre précédent.

Le niveau d'endettement des sociétés continue de baisser

Au cours de la plupart des trimestres écoulés depuis 2000, les sociétés ont tiré plus de fonds de leurs opérations internes qu'elles n'en avaient besoin pour financer leurs acquisitions d'actifs non financiers. Cette série d'excédents explique que ce secteur a été un bailleur net de fonds au reste de l'économie. Les sociétés ont en outre utilisé ces fonds pour restructurer leur bilan, notamment en remboursant leurs emprunts. Dans le cas des sociétés non financières privées, la chose a été facilitée par une diminution de la demande de capitaux

Note aux lecteurs

Les comptes du bilan national regroupent les bilans des divers secteurs de l'économie. Ils se composent des actifs non financiers dans les divers secteurs de l'économie et de l'encours des engagements financiers. Le **patrimoine national** est la somme des actifs non financiers — soit les actifs produits, les terrains entourant les bâtiments et les terres agricoles — de tous les secteurs de l'économie. La **valeur nette nationale** est le patrimoine moins la dette extérieure nette (l'endettement envers les non-résidents moins la dette de ces derniers à notre égard). On peut aussi la définir comme étant la somme de la valeur nette des particuliers, des sociétés et des administrations publiques. Les séries trimestrielles disponibles remontent au premier trimestre de 1990.

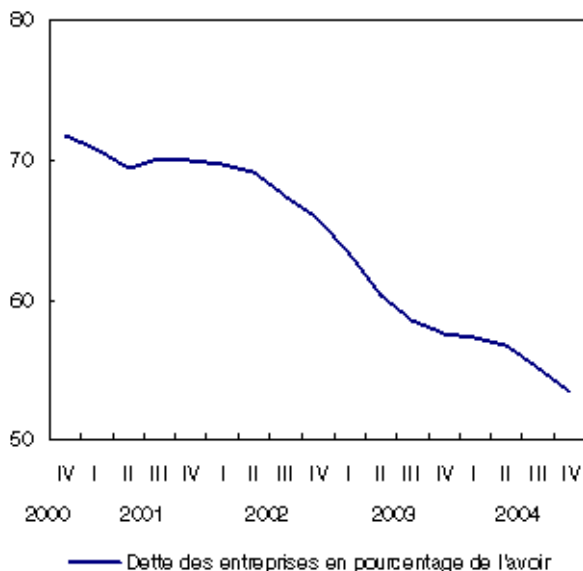
Des estimations fondées sur la valeur marchande sont disponibles depuis juin 2004. Pour de plus amples renseignements, consulter *Estimations du bilan à la valeur marchande*. (www.stacan.ca/francais/freepub/13-605-XIF/2003001/conceptual/2004marketvalue_f.htm).

Une mesure annuelle du patrimoine national incluant certaines ressources naturelles est offerte dans CANSIM, tableau 378-0005. Les estimations des ressources annuelles sont mises à jour une fois par année, lors de la diffusion du quatrième trimestre.

d'emprunt durant le trimestre. Le ratio d'endettement (valeur comptable) a poursuivi sa tendance à la baisse, ayant continué de décroître comme il l'avait fait lors de chaque trimestre au cours des trois dernières années, pour s'établir à son niveau le plus bas.

L'endettement des sociétés continue de diminuer

en % de l'avoir, données non désaisonnalisées



Le ratio de la dette des administrations publiques au PIB est à son point le plus bas des vingt dernières années

La dette nette des administrations publiques (actifs financiers moins passifs financiers, selon leur valeur comptable) a diminué, ce secteur ayant continué d'enregistrer un excédent au quatrième trimestre. La dette nette, exprimée en pourcentage du PIB, a diminué pour un sixième trimestre de suite et s'est établie à son point le plus bas des vingt dernières années.

Sommaire annuel, 2004

Le bilan national s'améliore, la croissance étant supérieure à celle enregistrée en 2003

La valeur nette nationale a augmenté de 6,3 % en 2004. Le patrimoine national, soit la somme des actifs non financiers, a pour sa part progressé de 5,7 %. Ces deux éléments, combinés à la baisse de la dette extérieure nette, ont expliqué la croissance de la valeur nette nationale supérieure à celle de 5,3 % enregistrée en 2003.

La hausse des actifs en biens immobiliers résidentiels était à l'origine d'environ deux tiers de la hausse de valeur des actifs non financiers. L'accumulation d'usines et de matériel, en particulier par le secteur des sociétés, était le principal autre élément ayant contribué à cette hausse.

La progression associée aux ressources naturelles s'explique en grande partie par les hausses de prix

Lorsque l'on tient compte des ressources naturelles, le patrimoine national a augmenté de 6,1 % en 2004, comparativement à 7,0 % en 2003. La valeur d'une sélection de ressources naturelles (bois d'œuvre, énergie et minéraux) a connu une hausse de 10,6 % en 2004, ayant atteint 860 milliards de dollars; en 2003, la hausse avait été de 18 %.

La valeur des réserves énergétiques, qui représente plus de la moitié de la valeur totale du patrimoine des ressources naturelles, a augmenté de 14,6 %. Les cours élevés du pétrole ont conduit à une hausse importante de la valeur du pétrole brut et du bitume brut, ce qui a plus que compensé le fléchissement de la valeur du gaz naturel. En outre, la valeur des stocks d'une sélection de métaux a augmenté de près de 40% en raison des prix élevés des métaux.

Comptes du bilan national[1]

	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	2003	2004
valeur marchande, données non désaisonnalisées, milliards de dollars								
Valeur nette national								
Patrimoine national	4 133 <i>1,4</i>	4 182 <i>1,2</i>	4 236 <i>1,3</i>	4 313 <i>1,8</i>	4 368 <i>1,3</i>	4 421 <i>1,2</i>	4 182 <i>5,1</i>	4 421 <i>5,7</i>
Dettes nettes extérieures	-209 ...	-183 ...	-168 ...	-130 ...	-174 ...	-169 ...	-183 ...	-169 ...
Valeur nette nationale	3 924 <i>2,1</i>	3 999 <i>1,9</i>	4 068 <i>1,7</i>	4 183 <i>2,8</i>	4 194 <i>0,3</i>	4 252 <i>1,4</i>	3 999 <i>5,3</i>	4 252 <i>6,3</i>
Valeur nette nationale par habitant (dollars)	123 700 <i>1,8</i>	125 900 <i>1,8</i>	127 700 <i>1,4</i>	130 900 <i>2,5</i>	130 900 <i>0,0</i>	132 500 <i>1,2</i>	125 900 <i>4,4</i>	132 500 <i>5,2</i>

1 La première ligne représente la série elle-même exprimée en milliards de dollars. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Bilan national, valeur marchande

	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	2003	2004
Millions de dollars en fin de trimestre								
Total des actifs	12 424 469	12 749 291	13 056 418	13 282 943	13 399 287	13 638 340	12 749 291	13 638 340
Actifs non financiers	4 132 637	4 182 169	4 236 435	4 313 339	4 368 283	4 420 787	4 182 169	4 420 787
Immeubles résidentiels	1 091 068	1 110 122	1 135 721	1 167 390	1 188 403	1 204 423	1 110 122	1 204 423
Construction non résidentielle	1 003 797	1 012 940	1 019 070	1 026 530	1 036 100	1 044 248	1 012 940	1 044 248
Machines et matériel	436 807	438 946	440 912	444 822	446 981	453 608	438 946	453 608
Biens de consommation durables	339 976	345 252	343 754	350 227	350 947	358 733	345 252	358 733
Stocks	189 261	190 082	191 690	188 923	196 618	195 827	190 082	195 827
Terrains	1 071 728	1 084 827	1 105 288	1 135 447	1 149 234	1 163 948	1 084 827	1 163 948
Actifs financiers nets	-208 886	-183 335	-168 137	-130 336	-174 463	-168 743	-183 335	-168 743
Actifs financiers	8 291 832	8 567 122	8 819 983	8 969 604	9 031 004	9 217 553	8 567 122	9 217 553
Réserves officielles	47 719	45 689	46 116	46 349	44 653	40 314	45 689	40 314
Or et devises étrangères	41 287	39 615	40 282	40 768	39 530	35 204	39 615	35 204
Position de réserve au FMI	5 360	4 988	4 723	4 448	4 035	3 999	4 988	3 999
Droits de tirage spéciaux	1 072	1 086	1 111	1 133	1 088	1 111	1 086	1 111
Argent et dépôts bancaires	687 350	698 263	711 135	736 960	748 339	768 533	698 263	768 533
Autres dépôts	175 279	179 956	180 098	184 627	187 276	190 904	179 956	190 904
Devises et dépôts étrangers	96 276	89 914	100 945	100 256	95 597	95 036	89 914	95 036
Crédit à la consommation	217 529	222 092	224 009	230 777	236 215	241 369	222 092	241 369
Comptes à recevoir	222 642	226 784	230 023	232 422	230 951	230 505	226 784	230 505
Prêts bancaires	179 887	175 890	183 392	189 259	191 083	175 890	175 890	191 363
Autres prêts	184 203	187 269	188 707	193 013	195 160	200 341	187 269	200 341
Effets à court terme, Canada	104 085	108 420	108 128	107 981	108 835	110 759	108 420	110 759
Autres effets à court terme	161 749	157 189	155 108	155 916	152 324	150 057	157 189	150 052
Hypothèques	621 259	628 856	635 305	649 593	661 808	670 726	628 856	670 726
Obligations fédérales	296 836	292 040	292 915	284 970	276 010	270 125	292 040	270 125
(dont les OÉC)	21 382	20 468	21 330	21 208	21 063	19 462	20 468	19 462
Obligations provinciales	274 521	277 676	288 909	287 842	297 331	305 097	277 676	305 097
Obligations municipales	33 479	32 876	34 938	34 533	35 141	35 885	32 876	35 885
Autres obligations	246 567	254 592	262 047	267 215	269 361	273 911	254 592	273 911
Assurances-vie et rentes	1 009 815	1 044 206	1 084 381	1 087 136	1 097 571	1 116 110	1 044 206	1 116 110
Créances, entreprises privées	1 005 795	1 047 016	1 072 414	1 117 333	1 121 220	1 129 702	1 047 016	1 129 702
Créances, administrations publiques	183 740	181 873	186 347	186 897	184 409	177 736	181 873	177 736
Actions	1 482 625	1 609 257	1 683 356	1 706 722	1 743 152	1 825 917	1 609 257	1 825 917
Investissements étrangers	383 873	414 174	423 456	437 122	416 145	435 204	414 174	435 204
Autres éléments de l'actif	676 603	693 090	728 254	732 681	738 423	757 964	693 090	757 964
Passif et valeur nette	12 424 469	12 749 291	13 056 418	13 282 943	13 399 287	13 638 340	12 749 291	13 638 340
Passif	8 500 718	8 750 457	8 988 120	9 099 940	9 205 467	9 386 296	8 750 457	9 386 296
Argent et dépôts bancaires	701 331	712 462	725 328	752 438	764 613	784 249	712 462	784 249
Autres dépôts	175 279	179 956	180 098	184 627	187 276	190 904	179 956	190 904
Devises et dépôts étrangers	104 410	100 917	97 377	100 211	99 780	96 679	100 917	96 679
Crédit à la consommation	217 529	222 092	224 009	230 777	236 215	241 369	222 092	241 369
Comptes à payer	221 030	225 278	227 413	229 338	230 857	231 156	225 278	231 156
Emprunts bancaires	159 275	154 621	161 792	165 498	166 614	166 219	154 621	166 219
Autres emprunts	187 055	191 122	191 019	192 402	190 318	194 129	191 122	194 129
Effets à court terme, Canada	114 699	118 941	116 764	116 791	115 921	118 787	118 941	118 787
Autres effets à court terme	171 161	166 949	164 201	166 964	162 567	159 848	166 949	159 848
Hypothèques	621 620	629 215	635 651	649 940	662 143	671 059	629 215	671 059
Obligations fédérales	364 420	355 312	357 001	349 514	339 959	329 882	355 312	329 882
(dont les OÉC)	21 382	20 468	21 330	21 208	21 063	19 462	20 468	19 462
Obligations provinciales	410 149	409 413	424 464	414 352	421 891	432 385	409 413	432 385
Obligations municipales	36 728	36 192	38 188	38 014	38 764	39 611	36 192	39 611
Autres obligations	471 344	483 938	501 597	506 137	509 007	514 120	483 938	514 120
Assurances-vie et rentes	1 009 815	1 044 206	1 084 381	1 087 136	1 097 571	1 116 110	1 044 206	1 116 110
Créances, entreprises privées	436 272	442 565	452 349	453 569	454 265	447 274	442 565	447 274
Créances, administrations publiques	183 740	181 873	186 347	186 897	184 409	177 736	181 873	177 736
Actions	2 233 344	2 395 758	2 492 552	2 542 794	2 604 689	2 713 315	2 395 758	2 713 315
Autres éléments du passif	681 517	699 647	727 589	732 541	738 608	761 464	699 647	761 464
Valeur nette	3 923 751	3 998 834	4 068 298	4 183 003	4 193 820	4 252 044	3 998 834	4 252 044

Tableau sommaire du marché du crédit

	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	2003	2004
Millions de dollars en fin de trimestre								
Passif de:								
Particuliers et entreprises individuelles	834 781	844 768	853 808	872 440	888 302	900 445	844 768	900 445
Crédit à la consommation	217 529	222 092	224 009	230 777	236 215	241 369	222 092	241 369
Emprunts bancaires	33 538	33 417	34 885	35 072	34 807	34 568	33 417	34 568
Autres emprunts	68 801	68 557	69 333	69 707	69 641	69 928	68 557	69 928
Hypothèques	514 913	520 702	525 581	536 884	547 639	554 580	520 702	554 580
Sociétés privées non financières	540 634	544 885	555 600	565 110	561 650	558 898	544 885	558 898
Emprunts bancaires	107 774	106 069	108 762	110 638	112 598	113 301	106 069	113 301
Autres emprunts	76 169	77 407	75 927	75 082	72 933	72 612	77 407	72 612
Autres effets à court terme	40 500	36 092	39 467	39 575	39 595	38 351	36 092	38 351
Hypothèques	99 913	100 954	102 686	104 232	105 701	107 275	100 954	107 275
Obligations	216 278	224 363	228 758	235 583	230 823	227 359	224 363	227 359
Entreprises publiques non financières	67 766	66 214	65 838	65 838	64 658	65 078	66 214	65 078
Emprunts bancaires	2 223	3 233	2 928	2 984	2 738	2 737	3 233	2 737
Autres emprunts	6 752	5 942	5 806	5 718	6 168	6 216	5 942	6 216
Autres effets à court terme	8 005	7 078	6 225	7 169	6 785	6 022	7 078	6 022
Hypothèques	99	99	99	97	97	97	99	97
Obligations fédérales	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations provinciales	48 116	48 051	48 997	47 701	46 722	47 590	48 051	47 590
Obligations municipales	121	121	121	121	121	121	121	121
Autres obligations	2 450	1 690	1 662	2 048	2 027	2 295	1 690	2 295
Administration fédérale	434 204	430 411	431 473	427 432	419 903	410 613	430 411	410 613
Emprunts bancaires	103	103	100	100	100	100	103	100
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	114 699	118 941	116 764	116 791	115 921	118 787	118 941	118 787
Obligations fédérales	319 402	311 367	314 609	310 541	303 882	291 726	311 367	291 726
Obligations d'épargne du Canada	21 382	20 468	21 330	21 208	21 063	19 462	20 468	19 462
Autres obligations	298 020	290 899	293 279	289 333	282 819	272 264	290 899	272 264
Autres paliers d'administration publique	373 850	373 043	380 680	390 016	391 635	397 636	373 043	397 636
Emprunts bancaires	4 350	4 341	3 899	3 863	3 856	3 873	4 341	3 873
Autres emprunts	11 698	11 804	12 058	12 579	13 660	13 890	11 804	13 890
Autres effets à court terme	13 847	14 797	13 932	22 797	19 682	18 398	14 797	18 398
Hypothèques	2 304	2 304	2 050	2 050	2 050	2 050	2 304	2 050
Obligations provinciales	304 466	302 938	311 672	310 603	313 884	320 664	302 938	320 664
Obligations municipales	35 350	35 018	35 222	36 271	36 644	36 896	35 018	36 896
Autres obligations	1 835	1 841	1 847	1 853	1 859	1 865	1 841	1 865
Financement total des secteurs non financiers canadiens	2 251 235	2 259 321	2 287 399	2 320 836	2 326 148	2 332 670	2 259 321	2 332 670
Crédit à la consommation	217 529	222 092	224 009	230 777	236 215	241 369	222 092	241 369
Emprunts bancaire	147 988	147 163	150 574	152 657	154 099	154 579	147 163	154 579
Autres emprunts	163 420	163 710	163 124	163 086	162 402	162 646	163 710	162 646
Effets à court terme, Canada	114 699	118 941	116 764	116 791	115 921	118 787	118 941	118 787
Autres effets à court terme	62 352	57 967	59 624	69 541	66 062	62 771	57 967	62 771
Hypothèques	617 229	624 059	630 416	643 263	655 487	664 002	624 059	664 002
Obligations	928 018	925 389	942 888	944 721	935 962	928 516	925 389	928 516
Non-résidents	56 176	55 470	55 532	58 746	58 142	57 864	55 470	57 864
Emprunts bancaires	20 612	21 269	21 600	23 761	24 469	25 144	21 269	25 144
Autres emprunts	35 564	34 201	33 932	34 985	33 673	32 720	34 201	32 720
Hypothèques	...	...	0	0	0	...	...	...
Emprunts totaux à l'exclusion des institutions financières canadiennes	2 307 411	2 314 791	2 342 931	2 379 582	2 384 290	2 390 534	2 314 791	2 390 534
Institutions financières canadiennes	382 326	388 566	392 595	400 168	400 339	408 456	388 566	408 456
Emprunts bancaires	11 287	7 458	11 218	12 841	12 515	11 640	7 458	11 640
Autres emprunts	24 664	28 712	27 895	29 316	27 916	31 483	28 712	31 483
Autres effets à court terme	108 809	108 982	104 577	97 423	96 505	97 077	108 982	97 077
Hypothèques	4 391	5 156	5 235	6 677	6 656	7 057	5 156	7 057
Obligations	233 175	238 258	243 670	253 911	256 747	261 199	238 258	261 199
Total des fonds empruntés = total des fonds offerts	2 689 737	2 703 357	2 735 526	2 779 750	2 784 629	2 798 990	2 703 357	2 798 990
Actif de:								
Particuliers et entreprises individuelles	131 987	135 556	131 661	124 826	124 242	125 003	135 556	125 003
Entreprises non financières	71 453	71 425	75 407	75 072	75 473	75 118	71 425	75 118
Administrations publiques	190 512	186 654	188 714	194 023	199 670	199 269	186 654	199 269
Non-résidents	457 848	455 428	455 790	465 451	445 247	441 668	455 428	441 668
Institutions financières canadiennes	1 863 385	1 879 532	1 909 173	1 945 470	1 964 914	1 982 756	1 879 532	1 982 756